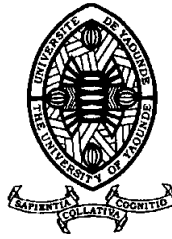


UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
THE SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

UNICEF ET LE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME EDUCATIF DE BASE DANS LA VILLE DE N'DJAMENA (1982-2016)

Mémoire de Master en Histoire soutenu le 25 juin 2024

Spécialisation : Histoire Economique et Sociale

Par :

Bonaventure SALNAYE LAOMIAN

Licencié en Histoire

Matricule : 22K736



Jury

Président : TASSOU André, PR

Rapporteur : NDO ABE Jean Louis, CC

Membre : SAHA TCHINDA Etienne, CC

Juillet 2024

NOTE D'AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbations aux émisés dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme à leur auteur.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	ii
DEDICACE	iv
REMERCIEMENTS	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS ACRONYMES ET SIGLES	vi
LISTE DES ILLUSTRATIONS	x
GLOSSAIRE	xii
LISTES DES ANNEXES	xiii
RÉSUMÉ	xiv
ABSTRACT	xv
INTRODUCTION GENERALE	1
I. CONTEXTE GENERALE DE L'ETUDE	2
II. RAISONS DE CHOIX ET INTERET DU SUJET	5
CHAPITRE I : LA VILLE DE N'DJAMENA FACE A UN SYSTEME EDUCATIF EN CRISE	29
I. LES FONDEMENTS DE LA CRISE DU SYSTÈME EDUCATIF AU TCHAD	31
II N'DJAMENA : UN SYSTÈME ÉDUCATIF EN CRISE	49
III LES DIFFICULTÉS D'ORDRE FINANCIER	65
CHAPITRE II : INITIATIVE D'AMELIORATION DE L'OFFRE EDUCATIVE DADNS LA VILLE DE N'DJAMENA	69
I. L'ÉTAT : UN ACTEUR INDISPENSABLE DE L'ÉDUCATION	70
II LA CONTRIBUTION DES CONFESSIONS RELIGIEUSES	80
III LA CONTRIBUTION DES PARENTS D'ÉLÈVES.	85
CHAPITRE III : LES ACTIONS CONCRETES DE L'UNICEF EN FAVEUR DE L'EDUCATION DE BASE DANS LA VILLE DE N'DJAMENA	89
I. AMÉLIORATION DE L'OFFRE INFRASTRUCTURELLE	90
II AMÉLIORATION DE L'OFFRE LOGISTIQUE	94
III RÉDUCTION DE LA LUTTE CONTRE LES SOURCES DE LA DÉPERDITION SCOLAIRE	98

CHAPITRE IV : UNICEF FACE AU PROBLEME D'EDUCATION A N'DJAMENA :	
FORCES, LIMITES ET SUGGESTIONS	108
I. L'ACTION DE L'UNICEF ET FORCES NON COORDONNÉES À N'DJAMENA	109
II LIMITES DES ACTIONS DE L'UNICEF EN MATIERE D'EDUCATION À N'DJAMENA	112
CONCLUSION GÉNÉRALE	125
ANNEXES	xiv
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	128
TABLE DES MATIÈRES	138

À

Notre **Ngamgoro-Salnaye**, dont l'âme a été rappelé par le très haut avant la rédaction de ce travail.

REMERCIEMENTS

Le présent travail de recherche n'aurait jamais pris corps sans la contribution et la motivation de plusieurs personnes auxquelles nous tenons à exprimer toute notre gratitude. Nous remercions particulièrement le Dr Jean Louis Ndo Abe qui malgré ses multiples préoccupations, nous a initié à la rigueur méthodologique en histoire à travers ses conseils, ses critiques et suggestions.

Notre reconnaissance va d'abord à l'endroit des enseignants du Département d'Histoire à l'Université de Yaoundé I pour la formation, les conseils et les orientations qu'ils nous ont données. Ensuite, à l'endroit de tous les enseignants du département d'Histoire et Archéologie à l'Université de Dschang, qui par leurs conseils et orientations durant notre séjour en cycle de Master I, ainsi la reconnaissance à tous les enseignants d'Histoire à l'Université de N'Djamena, qui par leur encadrement, conseils et orientations durant notre séjour en cycle de licence, ont largement contribué à notre formation.

En outre, nous manifestons notre gratitude à tous nos amis et camarades pour leurs encouragements et conseils ; à nos promotionnaires, pour des discussions enrichissantes et les moments que nous avons passés ensemble.

De manière personnelle, nous exprimons notre tendresse à notre mère Anne Beorinyan pour son effort à notre réussite et aux familles : Azé, Arafa, Virginie, Fortuna, Prosper, Lucienne, Désiré, Benjamin, Nestor, David, Nganabaye, Biri, Marie, Dalboro, Béla etc. pour le soutien multiforme.

Nous adressons en fin nos remerciements à toute personne qui, de près ou de loin, financièrement, matériellement ou intellectuellement, a participé à la réalisation de ce travail.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACT	: Assemblée Chrétienne du Tchad
ADR	: Alliance Démocrate Résistants
AEF	: Afrique Equatoriale Française
AEN	: Action Essentielle en Nutrition
AFJT	: Association des Femmes Juristes du Tchad
AME	: Associations des Mères Educatrices
ANJE	: Alimentation du Nourrisson du Jeune Enfant
AOF	: Afrique Occidentale Française
APC	: Approche Par Compétence
APE	: Association des Parents d'Elèves
B.E.P.C	: Brevet d'Etude du Premier Cycle
B.T.S	: Brevet de Technicien Supérieur
BEF	: Brevet d'Enseignement Fondamental
BIT	: Bureau International du Travail
C.E.P.E.T	: Certificat d'Etudes Primaire et Elémentaire Tchadien
C.N.C	: Centre National des Curricula
CCFAN	: Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord
CCU	: Centre Catholique Universitaire
CEFAOD	: Centre d'Etude et de Formation pour le Développement

CEG	: Collège d'Enseignement General
CEI	: Cours Elémentaire Première Année
CEII	: Cours Elémentaire Deuxième Année
CEPE	: Certificat d'Etude Primaire et Elémentaire
CEPET	: Certificat d'Etude Primaire Elémentaire Tchadien
CFC	: Centre de Formation Continue
CMI	: Cours Moyen Deuxième Année
CODOS	: Commandos
CREDESA	: Centre Régional pour le Développement et la Santé
CTS	: Compagnie Tchadienne de Sécurité
DPEF	: Direction de la Promotion de l'Education des Filles
DPEN	: Délégué Provinciale de l'Education Nationale
E.F.E	: Education Formation Emploi
ECOSIT	: Enquête sur la consommation et le Secteur Informel
EEMET	: l'Entente des Eglises et Missions Evangélique au Tchad
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature
ENERCB	: Ecole Normale Edouard Renard au Congo Brazzaville
ENI	: Ecole Normale d'Instituteurs
ENIEG	: Ecole nationale d'Instituteurs de l'Enseignement General
ENIET	: Ecole Nationale d'Instituteurs de l'Enseignement Technique
ENPS	: Enfant Nécessitant une Protection Spéciale
ENS	: Ecole Normal Supérieur
EPT	: Education Pour Tous
EVF	: Education Vie Familiale
FAO	: L'Organisation pour l'Alimentation et de l'Agriculture

FCFA	: Franc des Colonies Françaises d’Afrique
FENAPET	: Fédération National des Associations des Parents d’Elèves du Tchad
FONAP	: Fonds National d’Appui à la formation Professionnelle
FUC	: Front Uni pour le Changement
GROFAT	: Groupements des Forces Armées Tchadiens
GUNT	: Gouvernement d’Union Nationale de Transition
IEB	: Inspection de l’Enseignement de Base
IESG	: Inspection de l’Enseignement Secondaire General
INSEED	: Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques
IPAM	: Institut Pédagogique de l’Enseignement Primaire
ISSED	: Institut des Sciences de l’Education et de Développement
JP	: Journée Pédagogique
MEN	: Ministre de l’Education Nationale
NTIC	: Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication
OHADA	: Organisation pour l’Harmonisation en Afrique de Droit des Affaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des nations-unies
P.A.S	: Programme d’Ajustement Structurel
PAEF	: Plan d’Action pour l’Education et la formation
PARSET	: Programme d’Appui à la Reformation du Secteur de l’Education au Tchad
PASEC	: Programme d’Analyse des systèmes Confèrent
PDDEA	: Plan Décennal de Développement d’Education et d’Alphabétisation
PDDSE	: Plan Décennal de Développement du Secteur de l’Education
PFIE	: Programme de Formation Information pour l’Environnement

PHAST	: Opération d'Interopérabilité Sémantique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Partenariat Mondiale pour l'Education
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PSE	: Programme Sahélien d'Education
RDT	: Rassemblement Démocratique Tchad
RGPH2	: Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques et Démographique, Deuxième Recensement General de la population et de l'habitat de 2009
SA	: Section d'Alphabétisation
SDN	: Société des Nations
SECADEV	: Secours Catholique et Développement
SIPE	: Stratégie Intermédiaire pour l'Education et l'Alphabétisation
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UE	: Union Européenne
UFDD	: Union des Forces pour la Démocratie et le Développement
UNESCO	: Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	: Fonds des Nations-unis pour l'Enfance
UPTRN	: Union de Peuple Tchadien pour la Reconstruction Nationale
WC	: Les toilettes désignent un local aussi appelé cabinets ou petit coin consacré à la discrétion et l'intimité du moment de soulagement volontaire.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTES DES CARTES

Presentation de la ville de N'Djamena	18
---	----

LISTES DES PHOTOS

N° 1 : Une école construite par l'Eglise catholique	84
N° 2 : L'école pilote associé A de Walia construite dans l'année, 2010	91
N° 3 : L'école pilote associé B de Walia construite dans l'année 2016	92
N° 4 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Léproserie d'Abena.....	98
N° 5 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Boutalbagar	99
N° 6 : L'école primaire de retourner dans le huitième construite dans l'année 2013	112
N° 7 : L'école pilote associé de Walia A construite dans l'année 2010.	114
N° 8 : L'école pilote associé de Walia B construite dans l'année 2016	114
N° 9 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire léproserie.....	115
N° 10 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Boutalbagar	115

LISTES DES TABLEAUX

1 : Provinces scolarisées du Tchad de 2004-2005	34
2 : Statistique qui présente l'évolution d'effectif d'élèves tchadiens de 1984-1989	50
3 : De bord de l'année scolaire de 1989 à 1990 est révélateur	51
4 : Récapitulatif de répartition des enseignants et élèves par sexe.....	57
5 : De répartition de mobiliers scolaire 1989-1990	58
6 : Récapitulatif de répartition des enseignants et élèves par sexe 2015-2016	77

LISTES DES SCHEMAS

1 : scolarisation des provinces du Tchad 2004/2005	35
2 : L'évolution d'effectif d'élèves tchadiens de 1984-1989	50
3 : Présentation des enseignants à N'Djamena (1989 à 1990)	52

GLOSSAIRE

Haram ou Harsoum : signifie les malédictions

Koye ou Hibou : immature

Beul, Ndo et le lao : initiation

Koro : terme désignant un village

Maguères : les jeunes qui quittent le village pour la recherche du travail en ville

Diamé : école

LISTES DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Attestation de recherche

ANNEXE 2 : Protocole d'entretiens 1 et 2

RÉSUMÉ

La présente étude s'intitule "L'UNICEF et le développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena (1982-2016)", examine les actions menées par cette ONG internationale en faveur de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. La question principale qui sous-tend notre recherche est la suivante : Comment l'UNICEF contribue à l'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ? Cette étude vise à analyser la contribution de l'UNICEF pour le développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena à partir de 1982-2016. Pour répondre à cette question, nous avons fait appel à l'approche interdisciplinaire, impliquant le recours aux disciplines comme la sociologie et l'histoire. Ces différentes disciplines nous ont permis de comprendre les fondements de la crise du système éducatif dans l'espace étudié, de décrypter les problèmes liés à ce secteur ainsi que les mécanismes de résolution adoptés. La réalisation de ce travail est aussi fondée sur une multitude des sources, notamment les sources orales, écrites archives, les rapports, des publications scientifiques, des ouvrages et des travaux académiques et électroniques. Ces dernières sources ont été analysées et confrontées pour mieux cerner notre sujet. Il ressort après analyse que le système éducatif de base dans la ville de N'Djamena a été depuis les indépendances soumis à des contraintes de divers ordres : pression démographique, problèmes logistiques et infrastructurels, faible niveau de vie des populations et bien d'autres. Ces contraintes sont aggravées à partir de 1979 par le vent d'instabilité qu'a connue le Tchad et qui dès 1983 trouve ancrage dans la ville de N'Djamena. À la sortie de la période de troubles qui secoue le pays, le gouvernement tchadien multiplie des initiatives pour lutter contre la déperdition scolaire et l'analphabétisme. Il a été accompagné dans cette entreprise par les communautés locales, les Eglises chrétiennes et les partenaires extérieurs au rang desquels l'UNICEF. Ses actions multiformes ont contribué à accroître le taux des scolarisations chez les plus jeunes enfants, mais restent toutefois limiter par rapport à l'ampleur de la demande.

Mots clés : N'Djamena, Tchad, Education, développement, enfant.

ABSTRACT

The present study, entitled "UNICEF and the development of the basic education system in the city of N'Djamena (1982-2016)", examines the actions carried out by this international NGO in favor of basic education in the city of N'Djamena. The main question underlying our research is: How does UNICEF contribute to increasing the supply of basic education in the city of N'Djamena? This study aims to analyze UNICEF's contribution to the development of the basic education system in the city of N'Djamena from 1982-2016. To answer this question, we used an interdisciplinary approach, involving the use of disciplines such as sociology and history. These different disciplines enabled us to understand the foundations of the crisis in the education system in the area under study, to decipher the problems linked to this sector and the resolution mechanisms adopted. This work is also based on a multitude of sources, including oral sources, written archives, reports, scientific publications, books and academic and electronic works. These sources were analyzed and compared to better define our subject. After analysis, it emerged that since independence, the basic education system in the city of N'Djamena has been subject to various constraints: demographic pressure, logistical and infrastructural problems, low standard of living of the populations and many others. These constraints were aggravated from 1979 by the wave of instability that Chad experienced and which from 1983 found roots in city of N'Djamena. At the end of the period of unrest, which is shaking the country, the Chadian government is stepping up initiatives to combat school dropout and illiteracy. Local communities, Christian churches and external partners including UNICEF supported him in this endeavor. Its multifaceted actions have contributed to increasing the school enrolment rate among the youngest children, but remain limited by in relation to the scale of demand.

Keywords: N'djamena, chad, Education, development, child.

INTRODUCTION GENERALE

I. Contexte générale de l'étude

Depuis les indépendances, les Etats de l'Afrique au Sud du Sahara en générale et le Tchad en particulier, placent l'éducation au centre de ses actions. L'éducation moderne dont nous parlons ici est un fait de la colonisation. Elle est considérée comme un levier du développement, étant entendu qu'un peuple qui a un faible niveau d'instruction ne peut contribuer de manière significative au développement socio-économique et culturel de son pays. Les écoles sont créées au Tchad tardivement en 1911 précisément dans la province du Kanem¹, la question de l'éducation est aussi vieille que le monde et au fil des générations. Elle soulève des débats pertinents des uns et des autres mais à la remarque quel que soit l'orientation du débat, l'éducation des enfants en général et surtout le système éducatif de base restent au cœur des préoccupations dans le monde.

Nous remarquons que, l'éducation occupe une place essentielle dans la compréhension du comportement des hommes et des phénomènes sociaux et humains. L'éducation de base permet de transformer les enfants dans une communauté, capable de contribuer à sa subsistance ou à son développement, par tel ou tel savoir. Très souvent on considère Emile-Durkheim comme fondateur de la sociologie française de l'éducation par ce qu'il affirmait que l'école a pour finalité de produire des individus socialisés, à travers l'éducation morale visant à former les acteurs adaptés à des conditions sociales données, et des individus autonomes, des citoyens capables de relever la valeur vers la culture de la grande sociétés².

Le droit à l'éducation de base pour tous les enfants est devenu depuis des années un slogan omniprésent tant dans les discours politique que dans des programmes des organismes compétents et dans ces programmes les plus visés sont les enfants, on parle souvent du droit à l'éducation des enfants, il faut comprendre par-là que l'éducation de base est un droit pour l'enfant qui lui permet de recevoir une instruction et de s'épanouir. Les enfants doivent de ce fait pouvoir aller à l'école et ainsi bénéficier des opportunités de construire un avenir meilleur.

L'éducation de base suppose donc un objectif d'apprentissage important à atteindre, cela suppose que tous les enfants doivent bénéficier d'un bon système éducatif de base et de qualité, les enseignants doivent être formés à des techniques d'enseignement pédagogiques afin que les

¹Tchad atlas éditions du jaguar.57bis, rue d'Auteuil-75016 Paris-France p.110.

² Durkheim E, *Sociologie et l'éducation*, Paris, PUF; 1996 ; P. 17.

enfants aient une base éducative solide. C'est les responsabilités de l'Etat de garantir ce système éducatif.

Ce souci de garantir un bon système éducatif de base a suscité l'intérêt de l'Organisation des Nations- Unies (ONU) qui depuis longtemps a mis sur pied des agents de différents domaines. Cette initiation en a appelé nombreux rencontres internationales pour venir en aide aux enfants défavorisés lorsque les efforts de l'État sont limités. Des mouvements sont nés à l'instar du mouvement de l'Éducation Pour Tous (EPT) qui est un engagement global visant à assurer une éducation de base de qualité pour tous les enfants. A l'occasion du forum mondial sur l'éducation à Dakar en 2000, 164 pays ont plaidé en faveur de l'éducation pour tous et ont adopté six objectifs à atteindre à l'horizon 2015 dans l'éducation à savoir : Education et protection de la petite enfance ; Enseignement primaire universel ; Répondre au besoin éducatif des jeunes et des adultes ; Améliorer le niveau d'alphabétisation des adultes ; Evaluer la partie et l'égalité entre les sexes dans l'éducation et en fin la qualité de l'éducation. Qu'à cela s'ajoute la conférence mondiale sur les besoins éducatifs : accès et qualité (1990), la conférence des Etats africains pour le développement de l'éducation (1961), la conférence de Dakar (2002). Au cours de ces différentes rencontres internationales, l'éducation a été érigée en une des grandes priorités du développement.

En outre pour favoriser la scolarisation de tous les enfants tchadiens et leur offrir une formation adéquate, le gouvernement tchadien envisage de multiples reformes et des innovations pédagogiques. Ces réformes sont envisagées selon les réalités du pays de 1962 à 2006³. Les plus porteuses sont celles de 1962 avec la première politique éducative qui fait adopter des nouveaux programmes d'enseignements un nouveau hymne national et que désormais, les Sao sont considérés comme les ancêtres des tchadiens et celle de 1966 avec le projet de la ruralisation du système éducatif.⁴

En 1972, une nouvelle réforme est engagée avec pour objectif « de faire acquérir aux individus et aux collectives nationales et locales des savoirs, des comportements, de compétences et des valeurs pouvant les rendre capable D'assurer leur développement et leur bien-être compte-tenu de l'orientation politique et sociale ». Dans la foulée de ces mesures, des lois et décrets présidentiels en faveur de l'éducation sont adoptées à l'instar de l'ordonnance

³ Loi n° 16/PR/ 2006 du 13 mars 2006, portant orientation du système éducatif par décret n°419/PR/PMAT/ du 17 Octobre 2002.

⁴Aboubakar Alikore, "La socialisation politique au Tchad. Analyse critique du contenu des livres scolaires pour le période de 1960 - 2005", Thèse Doctorant en Sociologie, Université de Franche-Comté, 2011, p.75.

n°21/66/PR/EN du 17 février 1966⁵ portant réforme de l'enseignement de base et l'ordonnance n° 005/PR/CSMGG/ du 28 Octobre 1978 portant l'institution d'un nouveau système éducatifs au Tchad. D'autres initiatives en faveur de la scolarisation des enfants et des jeunes filles ainsi que la lutte contre l'analphabétisme sont engagées⁶.

Cet engagement de l'État en faveur de l'éducation, bien que salvateur, reste cependant limité à cause de nombreuses contraintes sociales et climatiques, d'une démographie galopante, d'un déficit infrastructurel et logistique. Les crises politico-militaires qui ébranlent le Tchad dès la fin des années 1970 remettent en cause les efforts fournis par l'État dans le secteur de l'éducatif. Considérée comme fief de coups d'Etat militaires, cette ville sombre dans l'insécurité totale à travers la présence des rebelles dans la ville de N'Djamena et qui affecte le secteur de l'éducation avec le non-respect de calendrier scolaire, la fuite des enseignants et enseignants, l'utilisation des établissements par les rebelles, etc. Autant de choses qui ont impacté sur le développement du système éducatif dans la ville de N'Djamena.

Après ces années des troubles, des tentatives de reconstructions et de relance du secteur éducatif sont initiées par l'État, parents d'élèves ainsi que les communautés religieuses. Ces différents acteurs ont investi dans la réhabilitation et la multiplication des établissements scolaires, la formation et le recrutement du personnel. Ces efforts se sont cependant avérés insuffisants, du fait d'une conjonction de certains aléas et principalement des difficultés d'ordre financiers. Conscient de la situation du développement général du pays, mais surtout des enjeux de l'éducation dans la lutte contre le sous-développement, le gouvernement tchadien sous régime de l'ancien président lance un appel, lors de la conférence de Genève en 1982, un appel à l'endroit des institutions internationales et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour l'aider dans son processus de reconstruction. À partir de cette date, un certain nombre d'acteurs sont dépêchés au chevet du Tchad, au rang desquels figure l'UNICEF⁷.

Cette ONG internationale est arrivée au Tchad en 1982 et intervient dès le départ aux côtés du Fonds des Nation-unies pour l'Alimentation et de l'Agriculture (FAO) en distribuant des vivres aux personnes touchées par la sécheresse. Une fois ses marques prises, elle a diversifié son champ d'action en intervenant dans divers domaines à savoirs : La santé, l'eau-hygiène-assainissement et l'accroissement de l'offre éducative de base. L'objet de notre étude

⁵ L'ordonnance n°21 /66/PR/ EN du 17 mai 1966, portant l'enseignement de base.

⁶ L'ordonnance n°00 5 /PR/ CSM.SSG/ du 28fevrier, portant institution du nouveau système éducatif au Tchad.

⁷ Tchad : Opération d'Urgence Résultante de la guerre civile et de la Sécheresse, Novembre, 1981. Consulté, 12/02/2023.

intitulé : “L’UNICEF et le développement du système éducatif de base dans la ville de N’Djamena au Tchad (1982-2016)”.

II. Raisons de choix et intérêt du sujet

1 Raisons de choix

Plusieurs raisons nous ont conduits au choix de ce sujet entre et autres:

Tout d’abord, lors de la création de la 29^e journée de l’enfant Africain organisée tous les 16 juin à la mémoire des enfants tués en Afrique du sud au Soweto, les ministres en charge de la protection des enfants et leur éducation ont tenu une conférence dont l’intitulé porte sur le thème « l’action humanitaire en Afrique les droits de l’enfant avant tout ». Cette journée est indiquée aussi dans le domaine de l’Unicef est chargée de protéger des enfants et leur droit à l’éducation. Notre motivation trouve son origine dans la réaffirmation du soutien de l’UNICEF sur les droits des enfants au Tchad. Le nouveau représentant de l’UNICEF au Tchad, Philippe Baragne-Biot a présenté sa lettre d’accréditation le vendredi 25 octobre 2015 au ministre des affaires étrangères et l’intégration Africain Moussa Faki Mahamat. Ce qui nous préoccupe et qui suscite en nous des interrogations quant à la réaffirmation des engagements de cette institution spécialisée au sujet des droits de l’enfant⁸.

Étant tchadien, nous connaissons que, le système éducatif tchadien est en crise. Elle est générale et causée par le manque d’infrastructures scolaires, logistiques et insuffisance d’enseignants formés. Nous sommes animés par des différents discours faisant de la ville de N’Djamena, une ville où toutes les conditions sont réunies pour une bonne marche des secteurs clés. Force est de constater que, les infrastructures scolaires sont encore insuffisantes et nous cherchons à comprendre pourquoi ce problème se pose dans la capitale ?

En fin, nous avons au cours de nos multiples recherches sur le terrain, constaté que les actions des grandes institutions en faveur de l’offre éducative de base dans la ville de N’Djamena sont faiblement étudiées. Pour ce qui est de la réalisation de l’UNICEF aucun travail académique n’existe à cet effet en chassant que rare se donne aux écrits sur les grandes institutions internationales. Cette absence nous pousse à vouloir analyser les actions menées par cette institution spécialisée de l’ONU en faveur de l’éducation de base dans la ville de N’Djamena. Ceux-ci ont donc été les raisons qui nous ont motivés à choisir ce sujet.

⁸ UNICEF Tchad : Bulletin Mère et enfant 12 Août 2015, consulté le 05 /10/2022.

2 Intérêt du sujet

S'interroger sur le développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena revêt à quatre intérêts à savoir : Intérêt historique, scientifique, pédagogique et social.

Sur le plan historique, ce travail de recherche contribue à la connaissance de l'histoire de sociale au Tchad d'une manière générale et de la ville de N'Djamena en particulier. Cette institution a œuvré davantage à l'éducation des enfants et devient l'un des acteurs incontournables dans le système éducatif tchadien.

Au niveau scientifique, cette étude nous permet d'apporter un plus sur l'historiographie tchadienne, sur les multiples efforts fournis par différentes couches sociales ainsi que l'apport de cette institution pour le développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena⁹. Pour la communauté scientifique et la population, ce travail permet de mieux comprendre la crise qui traverse le système éducatif ainsi que ses effets dans la formation de la jeunesse tchadienne. Cet exercice pourrait aussi aider dans les années à venir, nos cadets et tous ceux qui souhaiteraient mener des études approfondies sur la contribution des institutions internationales et d'autres acteurs au développement de l'éducation sur toute l'étendue du territoire national.

Au niveau pédagogique, notre étude permet d'avoir une compréhension sur la situation scolaire au Tchad. Elle permet de comprendre qu'un mauvais enseignement ne favorise pas aux apprenants d'avoir de bagages intellectuels durant leurs cursus scolaires. Aussi elle contribue aux différentes couches sociales de lire comment l'éducation au Tchad a évolué depuis l'année 1982 jusqu'en 2016. Il reste diagnostique pour toutes les couches sociales qui veulent bien apporter leur pierre de contribution pour le développement du secteur éducatif au Tchad.

Au plan social, ce travail préoccupe du développement du système éducatif de base, interpelle tous les tchadiens et des grandes institutions pour plus d'implication et d'implication dans le développement de l'offre éducative.

⁹ République du Tchad, Plan décennal de Développement de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Diagnostic et Stratégie, (2006), N'Ndjamena. Consulté en ligne, 10/08/2022.

III Cadre conceptuel et théorique

1. Cadre conceptuel

Tout en sollicitant l'expertise de nos prédécesseurs, il est important de souligner que les concepts et les termes n'ont de sens que des textes dans lesquels ils ont utilisés. Parmi ceux relatifs à notre travail, nous avons entre autres : Education, Systeme éducatif, UNICEF, développement et la ville

Le systeme désigne l'ensemble de connaissances, d'idées ou de théories liées de façon à contribuer un tout organisé, homogène et cohérent. Autrement dit, c'est un dispositif ou un ensemble d'éléments, ayant une fonction déterminée. C'est aussi un ensemble de méthodes de procédés organisés qui concourent au même résultat. Le système est un ensemble des principes théoriques et des méthodes concrètes de fonctionnement et d'organisation (du domaine politique, économique ou autre) d'un pays sur le plan institutionnel. En réalité, c'est la façon de procéder ou l'organisation et fonctionnement définis de la société sur le plan économie, de la politique et des valeurs morales¹⁰.

Le mot éducation quant à elle est beaucoup plus large, correspondant à la formation globale d'un individu à divers niveaux (au niveau religieux, moral, social, technique, scientifique, médical, etc.). Étymologiquement, le mot éducation vient du latin " *dux, Ducis* " qui veut dire guide, chef. Ce nom donne le verbe " *ducere* " qui signifie conduire, guider, sortir, tirer. Progressivement le terme a d'autres dérivées : d'abord " *educere* " conduire vers, tirer hors de, faire sortir l'enfant de ce qu'il possède virtuellement. Se dit ordinairement du soin qu'on prend de cultiver l'esprit de l'enfant, soit pour la science, soit pour les bonnes mœurs.

Pris dans ce sens, l'éducation est l'action de sortir de l'enfant de son état initial vers un autre état supérieur. En suite " *educare* " veut dire élever, accompagner, nourrir ce qui laisse entendre que l'éducation est d'abord liée à la satisfaction d'un besoin vital dans un lien de dépendance naturelle. Nourrir et élever sont deux notions complémentaires qu'il faut équilibrer dans l'acte éducatif. Le premier sens, rejoint la définition anthropologique de l'éducation qui signifie, l'action de former, d'instruire une personne, spécialement un enfant ou un adolescent, de développer ses capacités physiques, intellectuelles et morales. Cette définition met l'accent

¹⁰Teguidé-Ndigmbayel, "L'évolution de l'Enseignement secondaire Technique et Professionnel au Tchad de 1950-2000", Mémoire de Master en Science Pédagogiques, Université de Mardif, 2009.

sur la promotion de l'homme et de sa morale. Elle s'intéresse à l'épanouissement de la personnalité humaine.

Pour Renald Legendre, l'éducation n'est pas seulement l'acquisition de bonnes manières telles que la politesse, le savoir-vivre, la bonne conduite en société. Elle est aussi un ensemble des valeurs, des concepts des savoirs et des pratiques dont l'objet est le développement intégral de l'être humain et de la société. Elle favorise le développement harmonieux et dynamique chez l'être humain et de la société qui est l'ensemble de ses potentialités. Cela suppose qu'un homme éduqué peut développer aussi le sens de l'autonomie de la responsabilité, des valeurs humaines et du bonheur¹¹.

Pour Emil Durkheim, l'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mures pour la vie sociale. Elle suscite et développe chez l'enfant un certain nombre de capacités physiques, intellectuelles et morales que réclament de lui et de la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné¹².

Selon l'historien Burkinabé Joseph Ki-zerbo, l'éducation est un droit et elle présente un intérêt par ce qu'elle confère le minimum d'outils, d'aptitudes et d'altitudes sans lesquels un individu ne peut pas se réaliser tant qu'être humain. L'éducation met l'homme debout et lui donne sa vraie stature. Du point de vue de la collectivité, l'éducation de ses membres est un devoir qui corresponde au droit des individus, mais, aussi un intérêt, car, les membres valorisés par l'éducation valoriser la communauté¹³.

Du point de vue sociologique, l'éducation est une réalité présente dans l'histoire des sociétés traditionnelles. Dans son concept large, "l'éducation s'oriente nettement vers une vocation sociale. Elle comporte tous les processus qui transmettent aux jeunes des connaissances ou des types de comportement déterminés qui grandissent la continuité des civilisations d'une société". Cette conception sociologique de l'éducation renvoie fondamentales à l'épanouissement de l'être humain. En conséquence, elle apparaît comme un baromètre à partir du quel l'on peut juger, jauger le degré d'évolution d'une société.

¹¹ Renald-légende, dictionnaire actuel de l'éducation " le défi éducatif », Montréal, canada, 1993.

¹² Durkheim-Emil, *Education et Sociologie*, Paris, PUF, 1996, p.17.

¹³ Kizerbo-Joseph : *Eduquer ou périr*, Paris, UNICEF, UNESCO, 1990,p.99.

L'éducation des caractéristiques saillant de l'éducation dans la société fait croire que cette dernière ne peut se réduire à l'école qui est un lieu où l'on reçoit aussi l'éducation.

Le président de la République du Tchad, le défunt maréchal Idriss Deby Itno, dans son allocution à l'ouverture des états généraux de l'éducation nationale du 19 Octobre 1994 définit l'éducation comme étant :

L'éducation au sens large est le fondement même de la vie d'une société. Elle détermine le comportement de l'individu dans le groupe. Elle constitue le véhicule par lequel, se transmettent de générations en générations, les réflexes et les habitudes, les connaissances théoriques, morales et philosophiques. C'est-à-dire toutes les valeurs indispensables au maintien de la cohésion à la suivie et au développement de toutes communautés humaines, à l'équilibre physique, intellectuel et moral de l'homme. L'éducation est un droit fondamental de l'homme, et un intrinsèque du processus du développement. Est l'éducation qui, après les étapes historiques plus ou moins longues et s'uniformisant de plus en plus dans ses essentielles permet à des entités initialement disparates de devenir à terme des Etats-Nations solides et respectés. L'éducation est à la fois le processus de développement des difficultés morales, physiques et intellectuelles de l'être humain et le résultat de ce processus¹⁴.

Dans le cadre de notre travail l'éducation est un outil qui permet à la formation des enfants, adolescents pour avenir. C'est aussi un moyen d'instruire une personne, ramener une personne à obéir à un certain nombre de règles dans la société. Éduqué une personne, c'est éduqué toute une nation car, par le biais de l'éducation, l'on transmet de valeur de génération en génération.

Selon Legendre (1993), le système éducatif est un ensemble intégré d'institution, de structures, de législation, de finalités, d'objectifs, de programme, de méthode, d'activités, de modes de fonctionnement ainsi que des ressources humaines, matérielles et financières dont se dote une société pour offrir à ses membres les services et les ressources nécessaires au développement de leurs habiletés et de leurs connaissances.¹⁵

Emil Durkheim dans le nouveau dictionnaire de la pédagogie et d'instruction primaire publié sous la direction de ferma de Buisson, (1911), définit le système éducatif comme les sommes de pratiques éducatives. C'est aussi un ensemble constitué de toutes les composantes et acteurs interagissant dans l'enseignement et la formation. Dans son sens historique, le

¹⁴ Idriss Deby Itno, discours de l'ouverture des Etats généraux de l'éducation, en Octobre 1994 au palais de 15 janvier.

¹⁵ Legendre, *Dictionnaire actuel*, 1993, consulté 19 /03/2023.

systeme éducatif renvoie à une mise en place d'un systeme à la construction d'un système cohérent à partir des noyaux éloignés, juxtaposées, voire disjoints¹⁶.

Dans sa conception contemporaine, il s'agit de l'ensemble des institutions qui participent à la fonction éducative, et aussi de l'organisation d'ensemble de l'architecture scolaire, c'est-à-dire du déroulement général des études : Cycles, filières, orientations, etc. C'est une organisation formelle du parcours scolaire, académique et professionnel, qui permet de comprendre le fonctionnement, les mécanismes et leurs effets dans le but d'identifier les points forts et les points faibles de différents systèmes. Il est fondé sur les principes et les lois du gouvernement.

Le systeme éducatif tchadien, conformément à la loi n°16 portant orientation du systeme éducatif voté en 2000 est structuré de la manière suivante: Enseignement préscolaire ou maternel; enseignement fondamental (enseignement primaire et moyen); enseignement secondaire ; enseignement supérieur¹⁷ ;

L'enseignement préscolaire est dispensé dans structure spécialisées que sont les écoles maternelles et les jardins d'enfant âgés de trois à six ans. Leur formation dure trois an L'enseignement fondamental du Tchad est obligatoire et est organisé en deux cycles : L'enseignement primaire et moyen. L'enseignement primaire est dispensé dans les écoles ouvertes aux enfants de six à 12 ans autour des apprentissages fondamentaux d'écriture, lecture et de calcul dans les langues officielles (français et arabe), il est organisé en un cycle unique de six ans structuré en trois cours ayant chacun deux niveau : Cours préparatoire, cours élémentaire et cours moyen. Il est sanctionné par Certificat D'Étude Primaire Élémentaire (CEPE),les modalités de passage à l'intérieure et entre les cours ainsi que celles relatives à l'accès à l'enseignement moyen sont précisés par arrêté du ministre en charge de l'éducation, moyen dure quatre ans et dispensé dans les collèges d'enseignement général et privée sanctionné par le Brevet d'Enseignement Fondamental (B.E.F), secondaire est organisé en filière générale technique et l'enseignement supérieur est ouvert aux candidats au baccalauréat. Il existe trois types d'école au Tchad à savoir :

¹⁶ Buisson, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1991. Consulté en ligne sur [www. INRP. FR](http://www.INRP.FR).Et.

¹⁷ Rapport d'évaluation diagnostique PASEC-CONFEMEN, 24 /04/ 2012 sur le système éducatif tchadien, p.17.

Écoles publiques, communautaires et privées qui représentent 8786 écoles en 2010-2011¹⁸

Dans le cadre de notre travail nous pouvons dire que, le système éducatif est un ensemble des composantes et acteurs qui offrent pour le fonctionnement et le développement du secteur éducatif. C'est aussi un ensemble d'éléments qui s'occupe de la question éducative.

L'UNICEF est un Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance, généralement désigné par l'acronyme UNICEF, est une agence de l'Organisation des Nations –Unies, consacrée à l'amélioration et de la promotion permanente du système des Nations-Unies, son siège est à New-York aux Etats-Unis d'Amérique et qui répond aux besoins d'urgence des enfants en Europe et la Chine après –guerre¹⁹. Son nom complet était le fonds international de secours à l'enfance des Nations-Unies. L'UNICEF est chargé de défendre les droits enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement .Elle travaille dans 190 pays et territoire²⁰.

L'UNICEF s'appuie sur la convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants. Elle fait valoir que la survie, la protection et l'épanouissement des enfants sont des indices universels du développement dont le respect est indispensable au progrès de l'humanité. Elle mobilise la volonté politique et des ressources matérielles pour aider les pays en développement à donner une priorité aux enfants dans le but de renforcer leur capacité de formuler des politiques appropriées et de mettre en place des services en faveur des enfants et des familles. Elle s'attache à l'aire pour bénéficier d'une protection spéciale des enfants les plus vulnérables, notamment victimes de guerres, de catastrophes, de la pauvreté extrême et de toute forme d'évidence ou d'exploitation, ainsi que les enfants handicapés. Elle intervient durant les situations d'urgence pour protéger les droits des enfants. En coordination avec les l'Organisations des Nations-Unies et les Organismes humanitaires, elle met l'infrastructure unique dont il dispose pour intervenir rapidement au service de ses partenaires afin de soulager la souffrance des enfants et ceux qui ont la charge²¹.

¹⁸ Base des données scolaire 2010-2011 Direction des Statistiques et de la Carte Scolaire, on compte 6810 établissements en 2010 selon les bases de données scolaire 2007-2008 de la DSCS utilisée pour construire de l'évaluation.

¹⁹ Nations-Unies, est une organisation internationale regroupant 193 Etats membres. Elle a été instituée le 24 Octobre 1945.

²⁰ www.unicef.org/role-unicef, consulté le 20/09/2023.

²¹ www.unicef.org/a-propos-unicef, Consulté le 20/03/2023.

En outre, l'UNICEF est une organisation non partisane, sa coopération est exempte de toute discrimination. Dans toutes ses initiations, la priorité est de donner des appuis aux enfants les plus d'avantagés de et aux pays les plus démunis. Elle s'efforce par l'intermédiaire de ses programmes pour que les femmes et les filles aient les mêmes droits que à ceux des hommes afin d'appuyer leur pleine participation au développement politique, social et économique des collectivités dans lesquelles elles vivent .Elle œuvre, avec le concours de tous ses partenaires, à la réalisation des objectifs de développement humain durable que fixés la communauté mondiale et de l'idéal de paix et de progrès social consacré par la charte des Nations-Unies²².

En fin, l'UNICEF arrive au Tchad en 1982 en pleine guerre civile et la sécheresse. Face à cette situation, le gouvernement tchadien a lancé un appel à l'endroit de la communauté internationale et aux organisations non gouvernementales pour une aide d'assistance alimentaire d'urgence. Dès lors, plusieurs organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales ont répondu à cet appel parmi lesquelles figures UNICEF. Son bureau est installé à N'Djamena qui devient par la suite siège national. Elle opère dans toutes les provinces du Tchad. La stratégie globale de l'UNICEF vise à bâtir un avenir meilleur pour les enfants les plus vulnérables.

Le développement au-delà du concept de croissance qui est quantitative et qualitative, car il n'échappe à toute mesure et déborde le champ de l'analyse économique toute entière. Pour rassurer, Philippe Deubel invite aussi à ne pas confondre croissance économique et développement. Il précise que la croissance peut se réaliser sans forcément entrainer le développement (partage inégalitaire des richesses, capitation des fruits des croissances par une élite au détriment du reste de la population), il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et le développement (source de croissance et nécessite une accumulation initiale)²³.

Le dictionnaire Larousse définit comme l'action de possible Brunet et al (1997) .Or dans, le dictionnaire critique les mots de la géographie, pense à la suite de Georges que le développement doit être employé pour évoquer une amélioration des situations locales et

²² *Ibid.*

²³ Philippe-Deubel, « Analyse économique et Historique des sociétés contemporaines », Pearson, éducation France, P.463.

régionales qui assurent une certaine harmonie entre croissance quantitative et une croissance qualitative dans les domaines sociaux et culturels²⁴.

Le développement est alors le processus à long terme qui a des effets durables. Une période brève de croissance ne peut être assimilée au développement. C'est pourquoi le programme des nations-unies pour le développement (PNUD) définit le développement comme le fait d'élargir un éventail des possibilités offertes aux hommes²⁵. Cette définition est inspirée de la théorie des "besoins essentiels (ou élémentaire)" créée dans les années 1970 aux seins du Bureau International du Travail (BIT). Le développement y est caractérisé par la possibilité d'un minimum des biens pour assurer la survie (alimentaire, habilement éducation etc.) et de servir de base par le fait qu'ils sont quantifiables, universel et facteurs de croissance économique. Pour DEUBEL, le PNUD propose quatre critères pour mesurer le niveau du développement d'un pays: La productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation, la justice sociale, la richesse doit être partagée de tous, la durabilité des générations futures doit être prise en compte²⁶.

En outre, le développement est défini selon François-Perroux comme la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population rendent aptes à faire croître, cumulativement et durablement le produit réel global. Il ajoute que la notion du développement est une notion qualitative, c'est-à-dire qu'il engendre des modifications des structures non seulement économique mais aussi culturelles et sociales²⁷.

Dans le cadre de notre travail, le développement est perçu comme l'apport ou soutien de l'UNICEF dans le développement du système éducatif de base qui constitue le fondement du développement d'un pays ou d'une région. L'UNICEF veut rendre le système éducatif de base performant, préparer les enfants dès le bas âge, à une bonne base sur le plan d'éducation.

Olivier de Sardan, définit le concept développement comme un ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprise

²⁴Pierre-kouokam "Migrations internationales et Développement socio-spatial à Bandjoun : L'expérience de l'association Careh (Région de l'Ouest Cameroun)", Mémoire de Master en Géographie à l'Université de Dschang, 2011.

²⁵ PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), *Rapport mondial sur le développement humain*, 1997.

²⁶Philippe-Deubel, *Analyse économique et Historique des sociétés contemporaines*, Pearson, éducation France P.464.

²⁷ François-Perroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Presses de Aubier. L'UNESCO, 1981. Consulté 30 Octobre 2022.

par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu, mais cherchant à mobiliser ce milieu et reposant sur une tentative de greffe de ressources et /ou technique et/ ou savoir²⁸. En réalité, le développement n'est pas quelque chose dont il faudrait chercher la source (ou l'absence) chez les populations concernées, contrairement à l'acception usuelle ? Par contre, il y a du développement du seul fait qu'il y a des acteurs et des institutions qui se donnent comme objet et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle. La configuration développe mentaliste est l'univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de technicien, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou génèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables.

La ville est un milieu à la fois physique et humain où se concentre une population qui organise son espace en fonction du site et de son environnement, en fonction de ses besoins et de ses activités propres aussi contingences, notamment socio-politiques. Elle est une agglomération relativement importante et dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées. Au plan statistique, une ville est un centre administratif qui compte au moins de 2000 habitants²⁹.

En outre, une ville est une forme de l'occupation de l'espace par les hommes. Elle rassemble une population nombreuse, dite population citadine ou citadins, sur un espace bien précis. Une ville est caractérisée par un très grand nombre d'activités humaines, commerce, industrie, éducation, politique, culture.

2. Cadre théorique

Pour Kerlinger, une théorie est un ensemble de constructions (concept), de définitions et de propositions reliées entre elles qui présentent une vue systématique de certains phénomènes en précisant les relations existantes entre les variables, dans le but d'expliquer et de prédire ces phénomènes. Le cadre théorique aide le chercheur à formuler son hypothèse ou sa proposition de recherche. Dans le cadre de ce travail, nous avons choisi deux théories pour mieux étayer notre réflexion, il s'agit de la théorie libérale et le transnationalisme. Dans le cadre des relations internationales au de part, elles sont perçues exclusivement sous le prisme interétatique. L'État

²⁸ Olivier-Sadan, *Anthropologie et développement*, Paris, APAD-Karthala, 1995, p.7.

²⁹ *Dictionnaire Petit Robert*, Paris, Hachette, 1998.

est considéré à cette époque comme acteur de la vie internationale. En réplique à cette thèse, la doctrine libérale fit son entrée sur la scène internationale.

John Locke et David Hume, à travers leurs travaux à savoir : *Deuxième traité sur le gouvernement civile (1689)*, *Traité de la nature humaine (1737)*, insistent sur la nécessité du rôle de l'État dans le cadre du maintien de conditions économiques, sociales et politiques propices aux échanges entre les individus. Selon ces auteurs, les États seuls ne peuvent pas être des acteurs de la scène internationale. De là, le libéralisme s'intensifie également au laisser-faire, au libre-échange, à la liberté d'entreprise. Ils ajoutent que les organisations internationales et les forces transnationales comme les Organisations Non Gouvernementales constituent des acteurs de premier plan. Sur ce même élan, nous retenons les apports des deux présidents américains à savoir : Thomas Woodrow Wilson et Franklin Delano Roosevelt, ces deux dirigeants se présentaient comme les innovateurs de la pensée libérale en prônant la création des deux organisations internationales vouées au maintien de la paix et de la sécurité mondiale à savoir : la SDN et ONU. Ces deux organisations internationales sont nées suite aux guerres mondiales qui ont secoué le monde pendant plusieurs décennies.

Les juristes objectivistes s'opposent à la souveraineté des États et soutiennent que la société internationale est une société d'individus. Georges Scelle, juriste et professeur de droit dans son ouvrage intitulé *Précis de droit des gens : Principes et systématique (1932)* mentionne l'idée selon laquelle les rapports internationaux ne s'établissent qu'entre les personnes qui sont liées les uns et aux autres par des liens de solidarité. De même, il affirme que les rapports interpersonnels doivent se substituer aux rapports interétatiques. Les actions des Organisations Internationales et les forces transnationales comme les organisations Non Gouvernementales sur la scène internationale sont conséquent encouragées par la conception libérale. C'est dans cette mouvance que nous nous intéressons aux actions menées par l'UNICEF pour l'accroissement de l'offre éducative au Tchad.

Le transnationalisme quant à lui est, une théorie qui offre une vision amendée et moins radicale que le mondialisme. Il s'inscrit dans une longue tradition qui à travers tout le XX^e siècle, a postulé la clôture du monde et l'autonomie de la société civile par rapport à l'État³⁰. La doctrine pluraliste d'Eugen Ehrlich et d'Harold Laski considéraient que, l'unité de l'État

³⁰ Jean-Jacques, Théories des relations internationales, Paris, Edicions Montchrestien, 200, p.156.

était une fiction incapable de rendre compte de la diversité des entités des individus et du fractionnement des loyalismes qui en résultat.

L'approche transnationaliste, souligne les liens d'interdépendance reliant entre eux l'ensemble des acteurs du système international qu'ils soient étatiques ou non. Dans cette optique que, Keohane et Nye soulignent qu'une intelligible compréhension du monde contemporain passe inéluctablement par l'étude des effets réciproque entre les relations transnationales et système interétatique³¹. Pour étayer cette idée, le concept "d'interdépendance complexe" développé par Robert Keohane et Joseph Nye dans leur ouvrage intitulé « *Power and interdépendance* », les interactions se multiplient et trouvent dans la politique mondiale. Ils créaient, selon eux, une situation d'"interdépendance asymétrique" qui affecte les acteurs quoique indépendants les uns des autres. Pour Marcel Merle, la transnationale désigne littéralement à travers les États. Elle peut générer un nouveau concept que si elle renvoie au passage d'un état à l'autre ou à la traversée de plusieurs états, donc au franchissement de la frontière. Les flux transnationaux, aussi nombreux que variés, s'inscrivent dans un champ d'investigation illimité³².

Toutefois, le transnationalisme rend compte des relations de solidarité, d'interdépendance et de coopération entre les États et d'autres entités de la scène internationale à l'instar des ONG. Ces dernières interviennent aux côtés des États pour les accompagner dans la réalisation de certaines missions. Elle intervient dans plusieurs provinces avec un cahier de charge bien défini. Au Tchad, ses actions sont multiples quoique principalement portées vers le développement du secteur éducatif.

IV Délimitation spatio-temporelle

1. Cadre spatial

La ville N'Djamena est une agglomération sahélienne, située à la confluence de deux grands cours d'eau, le Chari et le Logone. Elle est géographiquement située sur 15,29° de longitude Est et 12,113° de latitude Nord. La ville de N'Djamena est limitée au Nord par la région du Hadjerlamis, à l'Est au Sud par celle du Chari-Barguirmi et à l'Ouest par l'extrême Nord du

³¹ Robert-Keohane et Joseph Nye, *Transnational relations and World politics*, Cambridge, Harvard University, press, 1972.

³² Marcel-Merle, " Le concept de transnationaliste ", *Humanité et droit international*, Paris, A. Colin, 1963, consulte, 12 /12/2023.

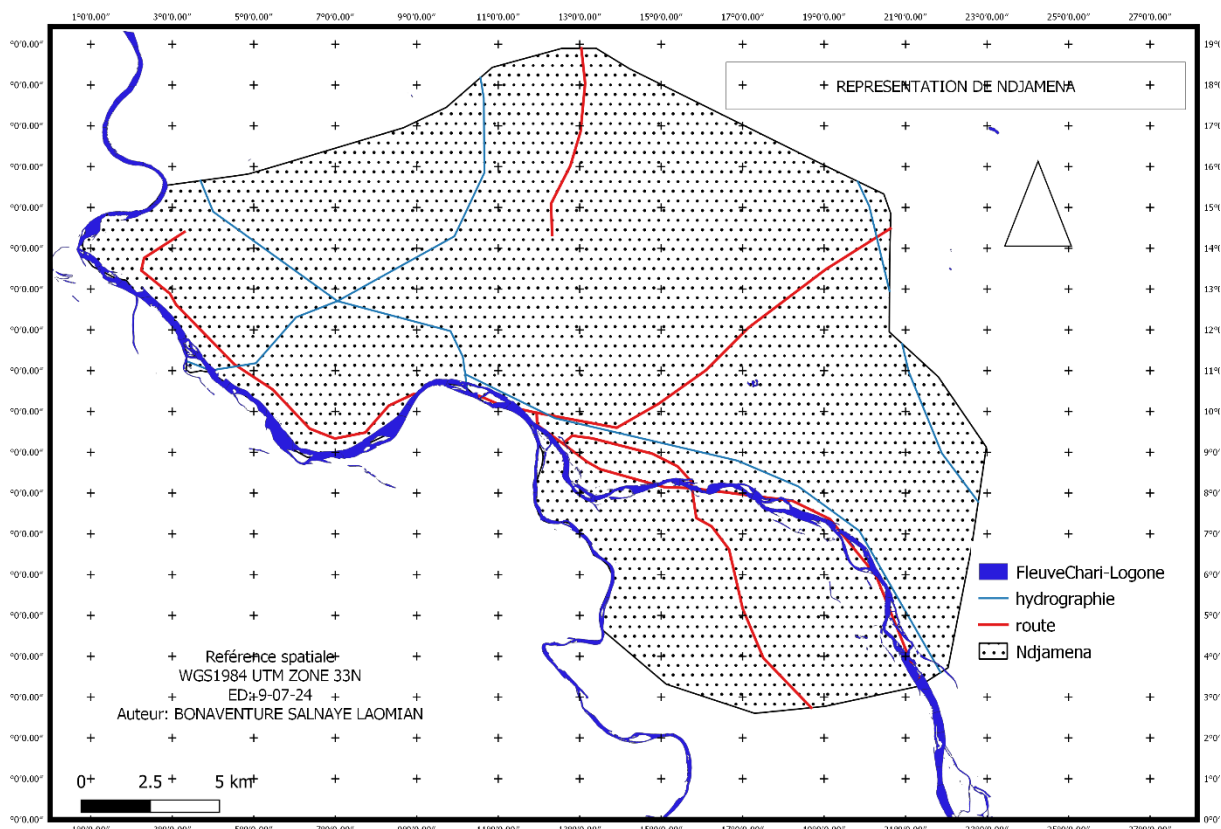
Cameroun. Le climat dans cette zone est caractérisé par une saison de pluie qui dure trois à quatre mois, généralement de juin à septembre pour une pluviométrie annuelle de 54,2 mm mal répartie dans le temps et dans l'espace. La ville de N'Djamena est constituée de dix (10) arrondissement, chaque arrondissement à sa tête un maire et les arrondissements sont constitués à leur tour de quartiers est commandé par un délégué qui joue le rôle de chef de canton en milieu rural. En fin, les quartiers sont composés de carrés.

Fondée le 29 mai 1900 par l'explorateur français Émil Gentil sur l'emplacement d'un petit village kotoko (descendants des Sao, hommes de grande taille), la ville porta à sa création le nom de Fort-Lamy, en souvenir du commandant Amédée Francois-lamy, décédé à la bataille de kousserie 22 avril 1900. Le 6 novembre 1973, elle est baptisée N'Djamena par le président François Tombalbaye, du nom d'un village en arabe voisin (Am Ndjamena), c'est-à-dire le lieu où l'on se repose. Elle a une population de 1906 à 2009 à 951418 d'habitants en 2009 selon le deuxième Recensement General de la population et de l'Habitat (RGPH2)³³ et de 2009 à 2016 la population était à 1328576 d'habitants selon les données de l'INSEED de 2016³⁴.

³³ INSEED (Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques et Démographique), Deuxième Recensement General de la population et de l'Habitat de 2009.

³⁴ *Ibid*, 2016.

Carte 1 : Présentation de la ville de N'Djamena



Par ce statut de capitale administration et politique et par flux migratoires des populations nationales et étrangères, N'Djamena est devenue une ville plus cosmopolite du pays (on trouve toutes identités ethniques et régionales). Les principales ethnies qui dominent le paysage humain N'Djamenois sont : Les Baguirmiens, les Arabes, Ngambaye, les kotoko, Sara, les Boulala, Moundang, Toupouri, Haoussa, Massa, Peuls, Bornou, Gorane, Ouaddaiens, Kim, etc. Ajoutée à la polarisation des régions du Tchad, le voisinage avec le Cameroun dont elle est séparé par le fleuve. Ces couches de la population se cohabitent ensemble tout en respectant chacun ses valeurs ancestrales. En effet, la capitale N'Djamena est une mosaïque des populations tchadiennes.

A l'instar des autres villes du pays, les populations de la ville de N'Djamena entre temps, exploitent le fer d'une manière traditionnelle pour avoir des outils comme : La houe, sagaie et bien d'autres. Outre industrie lithique, on a signalé l'exploitation de la céramique qui a permis aux hommes de disposer des récipients. La ville dispose une activité économique relativement hétérogène comparativement aux autres régions du pays dominé par l'agriculture maraichères (tomate, les carottes, le chou, oignon, haricot, céréales, igname, patate, etc.) ; l'élevage (mouton, bœufs, cheves etc.) ; la pêche sont écoulés dans différents marchés de

l'arrondissement ainsi que dans les arrondissements voisins. À cela, s'ajoute transport, tourisme et le commerce, surtout le commerce formel et informel qui représente 38% de la population active³⁵.

2. Cadre temporel

Les deux dates qui retiennent notre attention dans le cadre de notre travail sont 1982 et 2016. L'année 1982 est relative à l'arrivée de l'UNICEF au Tchad, précisément dans ville de N'Djamena. Cette ONG internationale a posé ses valises au départ au côté de la FAO pour distribuer des vivres aux personnes touchées par la famine. Pour joindre l'acte à la parole, cette assistance a progressivement évolué vers le bien-être des enfants. Dans cette perspective, l'ONG décide entre et autres ces actions de s'attarder prioritairement sur l'éducation. L'année 2016, marque l'influence de l'abattement de salaire des agents de l'État et plus précisément les corps enseignants. Cette décision prise par le gouvernement a provoqué des grèves respectives qui ont impacté les calendriers académiques scolaires.

V Revue critique de littérature

Bien que la problématique de développement de l'éducation de base ait fait l'objet de nombreuses études au Tchad, très peu de recherches ce sont intéressées sur l'œuvre de développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena.

Madana-Nomaye³⁶, met en lumière les efforts successifs fournis par l'État tchadien pour le développement du secteur de l'éducation notamment celui de base ainsi que les problèmes qui freinent l'atteinte de cet objectif. L'auteur nous donne à comprendre tout intérêt que les différents gouvernements tchadiens ont accordé à l'éducation au point en faire une priorité nationale. Mais, il ne fait pas allusion aux actions de l'UNICEF, qu'accompagne le gouvernement dans l'accomplissement de ses actions.

Ougoubé Masra³⁷ a analysé les causes de la dégénérescence dans le système éducatif tchadien à savoir : La baisse de niveau. Pour l'auteur, cette baisse de niveau est provoquée par les grèves intempestives des enseignants, la crise des infrastructures scolaires, l'insuffisance

³⁵ Kimitene Ezept Volmo, "Ethnicisations du commerce à N'Djamena", Thèse Doctorant en géographie Humain, Université Michel de Montagne Bordeaux III, 2013, p.35.

³⁶ Nomaye-Madana, *Les politiques éducatives au Tchad de 1960-2000*, Paris, Kartala, 2001.

³⁷ Masra-ougoubé, "La prolifération des établissements privés au Tchad : cas de la ville de Moundou", Mémoire de Maitrise en Sociologie, Université de N'Gaoundéré, 2007.

des manuels scolaires ainsi que l'inadaptation des programmes d'enseignement aux réalités locales, la corruption en milieu scolaire, le recrutement népotisme du personnel enseignant, la faible qualification de ces derniers élèves, énumération entraînant le laxisme et l'abandon des élèves pour expliquer cette baisse de niveau. L'auteur nous donne à comprendre que, les autorités éducatives en étant responsable et surtout le ministre de l'éducation nationale, aux enseignants, aux parents d'élèves ainsi que les élèves eux-mêmes sont responsables de la crise du système éducatif au Tchad. L'auteur ne s'illustre pas dans son travail l'apport des ONG à la faveur de l'éducation, mais nous détermine les différentes causes de la baisse dans le milieu scolaire au Tchad.

Parfait Dingamta Mbaïom³⁸, analyse l'influence de la rébellion dans le Logone oriental tout en soulignant que sa présence constitue l'un des freins au développement de l'éducation. En effet, l'éclatement de la rébellion en 1983 dans cette province a largement contribué à l'abandon des salles de classes par les élèves, le départ du personnel enseignant et le découragement des parents d'élèves. L'auteur nous édifie à suffisance sur les actes néfastes des rebelles qui recrutaient les hommes parmi les plus jeunes et ont dans certains cas fait des tables bancs du bois pour griller la viande. Cette attitude freine le développement de l'éducation dans la province en générale.

Montenan Djamine³⁹, quant à lui explique que les causes de la baisse de niveau dans les établissements scolaires dans la ville de N'Djamena qui ne cesse d'inquiéter la plupart des parents si l'école d'aujourd'hui n'a pas perdu ses lettres de noblesses. La responsabilité de ces phénomènes est partagée entre l'état, les enseignants, les parents d'élèves ainsi que les élèves eux-mêmes. Ce qui explique l'évidence recrutement au sein des établissements. L'auteur propos des pistes des solutions pour éradiquer définitivement ce phénomène.

Boniface Pascal présente les actions des ONG qui varient en fonction de son caractère et des objectifs. Son ouvrage ne traite pas la question qui est la nôtre, mais il nous reste utile du fait qu'il a fait mentionné du rôle que jouait les ONG dans les institutions transnationales. Il nous situe un peu sur les nombres des ONG qui, depuis le traité d'Ottawa interdisant l'usage et la possession de mine anti-personnel de 2016 avec la coalition de 1500 ONG et ensuite, il mentionne la médiation de la communauté Catholique de Saint Egidio, permettant à mettre fin

³⁸ Parfait-Dingamadji, "La rébellion dans le Logone oriental au sud du Tchad : 1982-2000", Mémoire de Master en Histoire, Université de N'Gaoundéré, 2010.

³⁹ Montena- Djamine, "La problématique de la baisse de niveau au Tchad", Mémoire de Master en Sociologie, Université de N'Gaoundéré, 2014.

à la guerre civile au Mozambique en 1992. Son travail nous renseigne surtout sur les différents rôles que jouaient les ONG dans plusieurs domaines d'intervention.

Kessely Ngaré, présente la place du Tchad dans les institutions de Breton Wood. Deux points nous intéressent dans son analyse. Il s'agit des ressources extérieures apportées au Tchad et le Tchad dans son les institutions de Breton Woods. Ces deux points touchés nous permettent de lire d'avantage les soutiens que reçoit le Tchad grave aux institutions extérieures ainsi que l'influence de cette institution dans le développement de l'éducation au Tchad avec l'instauration du PAS (Programme d'Ajustement Structurel).

Jeudi Dingamyon⁴⁰, donne l'aperçu sur le soutien des donateurs arabes principalement ceux du Royaume l'Arabie Saoudite et Koweït, les Emirats Arabes Unis et la Libye au développement du Tchad. Notre préoccupation n'est pas celle d'analyser la contribution de la communauté arabe au Tchad, mais son travail nous reste utile dans ce sens, qu'il nous laisse comprendre leurs domaines d'interventions à savoir : la santé, approvisionnement en eau, développement rural, la construction des édifices religieux ainsi que le secteur de l'éducation qui fait l'objet de notre travail. Son analyse nous permet davantage de comprendre et connaître le nombre des ONG qui interviennent au Tchad dans le cadre du développement en général, mais surtout le développement du secteur de l'éducation.

Francis-Nguinambaye⁴¹, analyse l'appui de cette grande institution internationale au nom de l'éducation des enfants dans la province en mettant l'accent sur la construction des salles de classe équipées, des latrines, la distribution des manuels scolaires ainsi que la formation constitue des enseignants. Son travail nous apporte des éclaircissements sur les activités menées par l'UNICEF dans la province de Moundou. Ce travail nous intéresse du fait qu'il nous permet de comprendre en quoi, cette institution contribue au développement de l'éducation des enfants dans cette ville.

Edmond Djasra⁴², présente l'UNICEF avec ses domaines d'intervention, son appui dans chaque domaine tout en mettant l'accent sur les réalisations de cette ONG dans l'éducation dans

⁴⁰ Jeudi Dingamyon "Aide Islamique au Tchad (1973-2011)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2013.

⁴¹ Francis-Nguinambaye, "La contribution des ONG à la préservation du droit de l'éducation des enfants au Tchad : Cas l'UNICEF dans la province de Moundou", Master Professionnel en Droit de l'Homme, Université de Dschang, 2019.

⁴² Edmond-Djasra, " Evolution des impacts des Organisation Non Gouvernementales sur les organisations paysannes dans le département de Mandoul oriental Sud du Tchad", Mémoire de Master en Géographie, Université de Dschang, 2020.

le Mandoul. Son travail nous informe davantage sur les actions menées par l'UNICEF pour le bien-être des enfants dans ses zones d'intervention. Son analyse nous permet de comprendre en quoi, cette institution contribue pour le développement de l'éducation de base.

Téguité Ndigmbaye⁴³, s'est appesanti sur la contribution des ONG pour le développement de l'éducation au Tchad. Il analyse dans son travail, les domaines d'interventions de celles-ci. L'auteur laisse entendre que, 19 ONG interviennent pour l'accroissement de l'offre éducative au Tchad. A titre exemple, il a mis l'accent sur l'UNICEF et SECADEV (Secours Catholiques et Développement) comme deux grandes ONG qui investissent le plus pour le développement de l'éducation depuis les années 1982. Elles interviennent dans la formation continue des enseignants et des responsables pédagogiques dans la mise en place des infrastructures et équipements scolaires.

VI Problématique

La problématique est une interrogation ou un ensemble de questions que le chercheur se pose sur un sujet donné. Selon Michel Beaud (1994), elle est l'"ensemble construit autour d'une question principale, des hypothèses de recherches et des lignes d'analyses qui permettront de traiter le sujet choisi"⁴⁴. C'est également la perspective théorique ou l'approche qu'on décide d'adopter pour traiter le problème posé par la question au départ. Elle est une manière d'interroger les phénomènes étudiés⁴⁵. La problématique est donc un questionnement formulé à partir du sujet en vue de traiter le problème soulevé par le sujet. Elle fixe les grandes lignes du développement de l'analyse. C'est donc à ce titre que Gaston Bachelard dira que : "la science ne commence pas avec les faits et des hypothèses, mais avec un problème spécifique"⁴⁶. Dès son accession à l'indépendance le 11 août 1960, le Tchad à l'instar des Etats africains fait de l'éducation le pilier de son développement. Pour améliorer l'offre éducative dans son pays, le gouvernement tchadien initie de multiples actions notamment l'appui financier et matérielles réformes et innovations pédagogiques, l'amélioration de l'offre infrastructurelle et logistique.

⁴³ Teguidé-Ndigmbaye, "L'évolution de l'Enseignement secondaire Technique et Professionnel au Tchad de 1950-2000", Mémoire de Master en Science Pédagogiques, Université de Mardif, 2009.

⁴⁴ Beaud-Michel, *L'art de la thèse*, Paris, La découverte, 1924, p.39.

⁴⁵ *Ibid*, p.55.

⁴⁶ Bachelard-Gaston, *La formation de l'esprit scientifique* cité par Grawtz (Madeleine), *Méthodes des Sciences Sociales*.

Malgré des efforts consentis par les pouvoirs politiques, le système éducatif tchadien entre en crise. Une crise qui s'aggrave à partir de la guerre civile. Empêtré dans une dynamique conflictuelle, l'État n'arrive plus à assumer ses obligations par rapport à l'éducation des jeunes. Dans certains zones du pays en l'occurrence ville de N'Djamena est considéré comme fief des coups d'États des rebellions, l'éducation cesse de fonctionner. Conscients de l'importance de l'éducation dans l'épanouissement de l'homme, l'UNICEF s'attèle à former celui de l'éducation dès la base, ses multiples actions en faveur de l'éducation de base⁴⁷.

Notre étude vise à analyser les actions de l'UNICEF dans la ville de N'Djamena. En d'autres termes, quelle est la contribution de l'UNICEF dans le processus d'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ? De cette question centrale, surgissent des questions secondaires suivantes: Quelles sont les difficultés que rencontre l'éducation de base dans la ville N'Djamena ? Quelles sont les réponses nationales pour pallier aux défaillances de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena ? Quelles sont les actions qui ont été menées par l'UNICEF pour l'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de ⁴⁸N'Djamena ? Quelles sont les forces et les faiblesses de l'action de l'UNICEF pour l'éducation de base dans la ville de N'Djamena ?

VII Hypothèse de recherche

Nous entendons par hypothèse une réponse anticipée non fortuite et provisoire que l'on donne à la question posée de de part. Elle est donc une présomption qui demande à être vérifiée. C'est un outil de sélection pour le chercheur qui veut orienter son analyse sur une piste fécondé. Selon Madeleine, l'hypothèse est " une proposition de réponse à la question posée ". à la suite donc de toutes ces questions qui nous ont suscité ce travail, nous pouvons de façons assez anticipée des essais de réponse qui nous permettrons de construire notre analyse⁴⁹.

1. Hypothèse centrale

L'UNICEF pourrait contribuer par ses actions à améliorer de façon certaine, l'offre de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena.

2. Hypothèse secondaires

⁴⁷ Ordonnance n°005/PR/CSM/SGG du 28 février 1978 portant orientation du système éducatif tchadien.

⁴⁸ Grawitz-Madeleine, *Méthode des Sciences Sociales*, 11^{ème} éd, Paris 2001, Dalloz, 2001, P.398.

La crise politique de 1979 au Tchad contribuerait à la déstabilisation du secteur éducatif déjà fragile. Pour accompagner le Tchad dans son processus de reconstruction, l'UNICEF a initié des actions qui ont certes permis une amélioration de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena mais qui restent tout de même limitées.

VIII Objectifs de recherche

1. Objectif général

Cette étude vise à analyser l'apport de l'UNICEF pour le développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena à partir de 1982-2016.

2. Objectifs spécifiques

- Parler de la crise éducative à N'Djamena après 1979 ;
- Faire ressortir les efforts fournis par l'Etat, confessions religieuses et les parents d'élèves pour l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ;
- Parler de l'implantation et les activités menées par l'UNICEF pour l'accroissement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena Faire ressortir les forces des actions de l'UNICEF pour l'éducation de base dans la ville de N'Djamena.

IX Démarche méthodologique

La méthodologie est la science qui étudie la méthode .Pour Madeleine Grawitz, il est "essentiel que le chercheur ne se contente pas d'indiquer les résultats obtenus, mais rend compte de la démarche qui est la science, de la façon dont il a obtenu les données qu'il fournit"⁵⁰. Autrement dit la science historique est construite toujours grâce à une approche méthodologique. L'Approche diachronique et synchronique est utilisée pour rédiger notre travail. D'ailleurs le Doyen Kamto-Maurice affirme qu'"elle est au cœur de toutes œuvres scientifiques en ce sens qu'elle éclaire les hypothèses et permet de déterminer les conclusions. Elle est la démarche ordonnée que suivre l'esprit pour arriver à un but "⁵¹. La méthodologie qui a été la nôtre tout du long de ce travail s'articule autour de trois axes complémentaires.

⁵⁰ Madeleine, *Méthode des Sciences...*, p.344.

⁵¹M-Kamto, Pouvoir et droit en Afrique noire, essai sur le fondement constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique noire francophone citée par Keudjeu de Keudjeu, recherche de l'autonomie des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun, Thèse Doctorat en droit public, Université de Douala, Décembre, 2012, p.10.

1. L'approche interdisciplinaire

Notre travail porte sur le développement de l'UNICEF pour l'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena. Parmi les disciplines complémentaires, nous avons priorisé la sociologie. Choisir la sociologie comme discipline pour notre sujet n'est pas le fruit du hasard. Quelques raisons nous ont conduits à ce choix.

Il s'agit ici pour nous, un travail scientifique et donc, faire recours à cette discipline à son sens d'autant plus que, nous avons dans la définition des concepts, faire recours aux définitions des sociologues. La méthodologie de la rédaction d'un travail scientifique en histoire nécessite le recours aux sources qui ont été recueillies grâce à la collecte des données, des entretiens ainsi que l'observation des réalités sur le terrain. Cette démarche est propre à la sociologie, mais utilisé par d'autres Sciences Sociales parmi lesquelles, Histoire. Autre apport que la sociologique nous a apporté, c'est les théories. Pour notre travail, nous avons fait recours à la théorie libérale et trans-nationalisme qui sont des théories sociologiques. En fin, nous avons choisi la sociologie, pour l'utilité que la sociologie des organisations nous a permis de comprendre les raisons qui poussent les ONG à investir dans plusieurs domaines ainsi que leur comportement.

2. Typologie des sources

Les sources utilisées dans le cadre de notre travail sont multiples et diverses. Ces derniers articulent autour des données primaires et secondaires que nous avons recueillies grâce aux entretiens individuels, archives au niveau du bureau provincial de l'UNICEF, à la délégation de provincial l'éducation N'Djamena et les bibliothèques.

Grâce aux interviews individuelles avec les agents de ladite institution en exercice et l'anciens, les personnes des ressources ainsi que les bénéficiaires à largement apportés leur contribution de manière significative à la rédaction de notre travail.

Les sources secondaires sont réparties en trois catégories : les ouvrages généraux ou spécialisées, les travaux académiques, les travaux scientifiques ainsi des rapports. Les différents ouvrages et travaux scientifiques qui ont été consultés dans les bibliothèques de l'Université de Dschang, Université de N'Gaoundéré, etc, sont des ouvrages méthodologiques, les anciens mémoires traités surtout sur les thématiques portées sur les contributions des ONG au Cameroun ainsi qu'au Tchad. Pendant notre descente à N'Djamena, on a consulté la

bibliothèque de CEFOD, qui a mis à notre disposition les documents sur l'éducation, sur les ONG, mais surtout des rapports annuels de terrain financés par l'UNICEF, nous sommes rendus à la bibliothèque nationale siégeant à N'Djamena, à CCU (Centre Catholique Universitaire), nous a fourni quelques travaux scientifiques, des exposés et rapports nous a permis d'avoir des informations qui traitent notre travail. En fin, certains documents sont consultés en ligne. Il s'agit ici, des mémoires, des rapports de l'Etat tchadien, des grandes institutions, des ONG ainsi que des rapports de l'UNICEF.

3. Techniques des collectes des données et analyse

La collecte des données dans ces centres s'est faite par des prises de notes et des photocopies ainsi que des photographies à l'aide de téléphone et l'appareil numérique. Pour avoir toutes ces données, les outils suivent nous ont aidés. Il s'agit stylo, bloc note, et du téléphone portable.

Pour les sources écrites, nous avons filmés les documents, photocopiés, et téléchargés. Tandis qu'aux sources orales, elles furent sélectionnées selon un échantillonnage qui définissait les critères de choix précis. Nous avons pour notre thématique privilégié le personnel de l'UNICEF, les autorités éducatives, les responsables des écoles, les parents d'élèves et les personnes ressource. Pour ce faire, l'utilisation d'un protocole d'entretien a orienté et permis de poser des questions adéquates aux témoins.

Pour les interviews qui se sont déroulées face à face, nous avons utilisé nos téléphones portables dont le rôle était d'enregistrer les propos des témoins. Ces différents entretiens étaient individuels. Pour l'exploitation de ces données orales, nous les avons transcrites puis nous avons traitées et confrontées à d'autres informations collectées dans les centres de documentation. Au final, la comparaison des informations obtenues a permis de jauger leur degré de pertinences historique.

Chaque source a fait l'objet d'une attention particulière. Pour les données orales, nous avons surtout fait le choix d'une analyse thématique des données. Il s'agit d'un modèle d'analyse inductif qui se prête au traitement des données qualitatives et favorise l'analyse des thèmes à travers les discours des participants. Nous avons associé à cette approche thématique une analyse comparative nécessaire pour croiser et contraster des données des personnes différentes. Après la collecte d'informations sur le terrain, vient l'analyse des données recueillies. Chaque information recueillie a fait l'objet d'une attention qu'il s'agisse des

données orales, écrites ou iconographiques, un effort est fourni pour en fin décrypter la nature de ces données. Du point de vue de fond et de la forme, l'identité de l'informateur est indispensable pour chaque critique du document. La collecte et le traitement de ces sources ne se sont pas faits sans difficultés.

4 Les difficultés rencontrées

Tout travail de recherche a des difficultés, la nôtre commence sous très mauvais auspices à cause des multiples maux qui ont affecté notre rédaction. Alors que nous préparons notre descente sur le terrain, nous sommes tombés malade. Cette maladie a impacté sur le calendrier établi pour l'avancée de notre travail. Une fois rétabli, nous avons effectivement pu nous déployer dans notre zone étude de recherche.

Nous avons été tenace malgré tout, nous nous sommes rendu dans les différents centres documentation qui, les plus parts étaient fermés à cause des grèves des syndicales. Certains responsables rencontrés ont brandi le mot d'ordre de grève qui ne leur autorise pas de mettre à notre disposition, les documents recherchés malgré notre autorisation de recherche. Le comportement de certains responsables des institutions ont constitué également un véritable handicap. Ceux-ci tournent au rond quand il s'agit de chiffres qui pourront nous aider à analyser qualitativement et quantitativement les réalisations sur le terrain. Nombreux sont ceux qui nous ont pas retourné les questionnaires et qui ont même refusé de nous recevoir par la suite. Certains nous insultent allés jusqu'à nous livrer les bagarres. Malgré les difficultés que nous rencontrons sur le terrain, nous avons réussi à structurer notre travail en quatre chapitres.

Toutefois, nous ne sommes pas sûr d'avoir abordé tous les contours liés à cet travail, et compte tenu de la complexité des sciences humaines et de notre caractère néophyte à la recherche, nous sommes ouvert aux critiques et suggestions dans le but de nous.....

X Plan du travail

Malgré les difficultés, nous avons subdivisé notre travail en 4 chapitres.

Le chapitre I, intitulé "ville de Ndjamena face à un système éducatif en crise", analyse les fondements de la crise du système éducatif au Tchad et dans la ville de N'djamena, l'insuffisance infrastructurelle, des manuels scolaires, du personnel enseignant qualifiés, de la pauvreté, mauvaise gouvernance et de la déperdition scolaire.

Deuxième chapitre à pour l'intitulé, "les initiatives nationales pour l'amélioration de l'éducation au dans la ville de N'djamena". Dans ce chapitre, l'accent est mis sur la contribution de l'Etat tchadien, des parents d'élèves, des églises et des partenaires extérieurs.

Le troisième chapitre a pour titre "les actions concrètes de l'UNICEF en faveur de l'éducation de base dans la ville de N'djamena". Ce chapitre présent les efforts menés par l'UNICEF pour le développement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena

Le quatrième chapitre à pour l'intitulé, "les forces d'action de l'UNICEF, ces limites et les Suggestions". Ce chapitre présente le bilan de l'UNICEF, ses faiblesses et quelques propositions.

**CHAPITRE I : LA VILLE DE N'DJAMENA FACE A UN
SYSTEME EDUCATIF EN CRISE**

L'éducation scolaire pour tous est aujourd'hui une préoccupation mondiale, face aux multiples problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels qui interpellent la société surtout dans les pays en voie de développement. En effet, l'éducation demeure la priorité, qui par ricochet est confrontée à des multiples problèmes depuis l'indépendance du pays jusqu'à nos jours. Dès lors, on peut se poser la question comment résoudre ces problèmes ?

La crise du système éducatif tchadien en général, en particulier celle de la ville de N'Djamena a été commencée dès après la fin des années de 1970. La guerre civile de 1979 a accéléré la décrépitude du système éducatif dans la ville de N'Djamena de 1975 à 2008 avec la naissance des coûts d'Etats militaires et les tentatives de renversements. La crise est le résultat de multiples difficultés. Cependant quels sont les difficultés ayant occasionné la crise du système éducatif dans la ville de N'djamena ? Pour répondre à cette problématique, nous allons parler des contraintes culturelles et sociales et de la mal gouvernance.

I. LES FONDEMENTS DE LA CRISE DU SYSTEME EDUCATIF AU TCHAD

Dans la ville de N'Djamena le système éducatif d'hier est traditionnel. C'est une affaire de tout le pays. Ce système fonctionne sans les spécialistes, ni une école quelconque. Il est question ici de l'œuvre de la colonisation française au Tchad et qui remonte depuis les années 1911 à Mao au centre du pays¹. L'un des déficits du système éducatif tchadien est les difficultés culturelles et sociales. S'agissant ici de parler de la réticence des chefs traditionnels, de la croissance démographique ainsi que la précarité sociale.

1. Contraintes culturelles et sociales

1.1.Réticence des chefs traditionnels

La ville de N'djamena évolue à travers patrilinéaire. Des institutions éducatives et religieuses traditionnelles, valeurs de la transmission de la culture, ont plus ou moins perduré. Mais, l'école coloniale et le christianisme ont contribué à l'effritement de leur valeur. Ils ont des effets remarquables dans le fonctionnement de cette société. Depuis l'époque coloniale, l'implantation de l'école française au Tchad est contestée par les chefs traditionnels pour plusieurs raisons différentes.

¹Arnaud-Diingammadji : "Aperçu historique sur les débuts de l'école tchadienne", *Carrefour*, n°36, 2005, p.5.

Dans la ville de N'Djamena, l'éducation traditionnelle se passe par l'intermédiaire de l'initiation qui, apparaît comme une conversion. Le Beul, le Ndo et le lao sont des initiations pratiquées dans la ville de N'Djamena hormis de la ville surtout au bord du chari pour quelques mois ou années. Ce sont les hommes adultes qui le plus souvent sont constitués le noyau du groupe. Ils ne peuvent qu'assumer cette qualité qu'après avoir reçu de leurs aînés le capital d'expériences et le pouvoir des générations précédentes. Ils y parviennent après un passage le plus souvent appelé initiation. L'objectif étant d'assurer groupe une meilleure cohésion sociale, des connaissances religieuses, un état d'esprits, grâce auquel ils parviennent mieux à exercer leur responsabilité².

Faute d'être passé par là, ils restèrent inaptes à la société : On les appelle à la langue maternelle "Koye ou Hibou" qui signifie immature. Ceci explique que l'initiation les arrache à la domination des femmes à la protection du foyer familiale pour les placer au rang des hommes dans la société des adultes. On fait passer de l'adolescent par un certain nombre d'épreuves qui empêchent toute velléité de retour en arrière, toute divulgation, toute évasion physique ou mentale. En échange de cette aliénation, il reçoit au milieu des siens une place qui lie de façons éminente, fraternelle et chaleureuse aux hommes de sa génération et des générations précédentes³.

Cette pratique d'initiation ne se fait que par les émigrés (Sara) venant au sud, les autochtones de la ville de N'Djamena sont les barguirmiens de confession musulman ne font pas initiation mais plutôt se sont consacrés à la tradition musulmane.

Bangaoran tout premier sultan de Baguirmi informe à ses sujets aucun ne peut laisser ses enfants aller à l'école de blancs, ce dernier considère comme "haram" ou "harsoum" en arabe locale c'est-à-dire c'est la malédiction. Selon lui, l'éducation coloniale est rejetée dans la communauté musulmane qui considère comme une forme d'oppression de culture traditionnelles et qu'ils préfèrent envoyer les enfants dans les institutions musulmanes : Le masjid ou la mosquée (un enseignement théorie musulmane et juridiques dispensés aux adultes, la medersa (équivalente de l'école moderne qui rejette le système éducatif colonial et masak (école coranique)⁴

² Entretien avec Clison-Nakara, Enseignant, N'djamena, 04/10/2023.

³ *Idem.*

⁴ Entretien avec Djarma-Madjira ,90 ans petite fille de Bangaoran, N'Djamena 07 septembre 2023.

Cependant, de nos jours la négligence de l'école moderne par les communautés barguirmiennes musulmanes se font sentir. D'autres reconnaissent l'importance mais certains rejettent cela. À N'Djamena, chaque matin et soir, on trouve encore des enfants confiés aux marabouts par leurs parents qui sont accroupis devant la grande mosquée de la ville.⁵

Avant l'indépendance, on observe peu d'écoles primaires d'expression française sont créées dans cette localité. Ces écoles qui, tardivement sont implantées ont du mal à être acceptées par les seconds administrateurs de la localité. Au Sud –Est d'une manière générale et en particulier la ville de N'djamena, l'implantation de l'école française date dans les années de 1920⁶ avec pour effectif de 60 d'élèves, avec un enseignant amateur Sergent-Bordes, malgré les contestations ou les refus des chefs traditionnels. La réticence de ces chefs traditionnels locaux est plus égoïstes du fait qu'ils ne veulent pas céder la place aux autres, surtout qu'ils sont tous traditionnels, ils se contentent de la conservation de leur pouvoir traditionnelles, sultan ou chefs de la circonscription administrative de la ville de N'Djamena, au nom de leur pouvoir, ne veulent pas faire partie de leur progénitures à l'école, mais préfèrent plutôt les enfants de leurs sujets. C'est en sorte la méconnaissance de l'école moderne, pour eux, inscrivent un enfant à l'école, en réalité, il faut préparer son adversaire ou successeur d'autant plus que ces enfants, une fois être à l'école des blancs ils deviendront eux aussi "des blancs". La crainte est que ces enfants seront pourraient être un jour contre ces chefs traditionnels locaux⁷.

La rencontre du gouverneur du Tchad Rogué en 1941 dans la ville de N'Djamena a pour but de sensibiliser tous les chefs traditionnels locaux de la circonscription administrative au sujet de l'importance de la scolarisation des enfants. C'est la toute première occasion qu'offre le gouverneur aux chefs traditionnels. C'est l'occasion pour ces chefs d'exprimer leurs besoins. Pour la circonscription, il y a parmi eux les chefs qui demandent au gouverneur des vins, des habits, fusils et bien d'autres au gouverneur. Sa majesté sultanat Bangaoran qui a sollicité la création d'un nouvel établissement à N'Djamena pour permettre aux enfants de fréquenter. Cette demande est la seule a été prise en compte et quatre ans plus tard, l'école primaire se multiplie à N'Djamena⁸.

⁵ Entretien avec Mahamat-Hassane, 78 ans, ancien militaire en retraite, N'djamena, 12 Novembre 2023.

⁶ Rapport politique du premier trimestre 1920. Musée National du Tchad.

⁷ Entretien avec Djarma-Madjira, 90 ans petite fille de Bangaoran, N'Djamena 07 septembre 2023.

⁸ *Idem*.

1.2.Croissance démographique

Après son accession à la souveraineté nationale, la population tchadienne est estimée à moins de 7 millions d'habitants et contre 7,916 millions d'habitants en 2000, alors qu'elle se situait à 5,829 millions d'habitants dans les années de 1990, manifestant un taux annuel de croissance global de 3,11%. Pendant les dernières décennies au Tchad, la scolarisation est devenue très forte du fait de la croissance démographique galopante. De manière générale, les nombres de l'enseignements primaire ont progressé de manière très rapide dans la période qui comprise entre les années 1990 à 1991 ainsi que la période de 2003 à 2004. On note 1,225 millions d'élèves de 2003 et 2004 contre 5,25000 élèves dans les années de 1991, ceci explique une multiplication par un facteur de 2,4 en 13 ans et surtout depuis l'année de 1995 à 1999. En effet, les effectifs de la croissance annuelle de l'école primaire n'aurait été que de 2,4% entre 1990 à 1991 et 1995 à 1996 un taux inférieur pour celui de la croissance démographique est entre 1995 à 1996 et 2000 à 2001. Il s'est établi en moyenne à 9,6% par l'année⁹.

En effet, selon les entretiens sur le témoin et les archives le taux d'accès au premier cycle est passé de 84% dans l'année de 1997 à 1998 et à 103% de 2003 à 2004, il s'explique que l'accès en première année du cycle primaire est désormais quasi universel. Ces avancées sont significatives, mais seuls 38% des enfants d'une classe d'âge achèvement du cycle primaire, strict minimum avoir vraiment la chance d'acquérir une alphabétisation durable. Dans le cadre national, on note le taux de la scolarisation présenté "une statistiques qui, selon la très forte de la croissance démographique qui depuis 2000 et qui s'est situé au chiffre annuel de 7,6% dans l'année 2000-2001 et 2003 à 2004. Le taux brut de la scolarisation passe de 34,5% au cours des années de 1982¹⁰. Le taux augmente à 84,4% dans les années de 2004 à 2005. Les provinces les plus scolarisées sont celles de zone du Sud et Centre du pays.

Tableau 1 : Provinces scolarisées du Tchad de 2004-2005

Provinces	Pourcentage
Moyen Chari	82,23%
Logone Oriental	72,72%
Logone Occidental	74,63%
Mayo-Kebi	74,85%

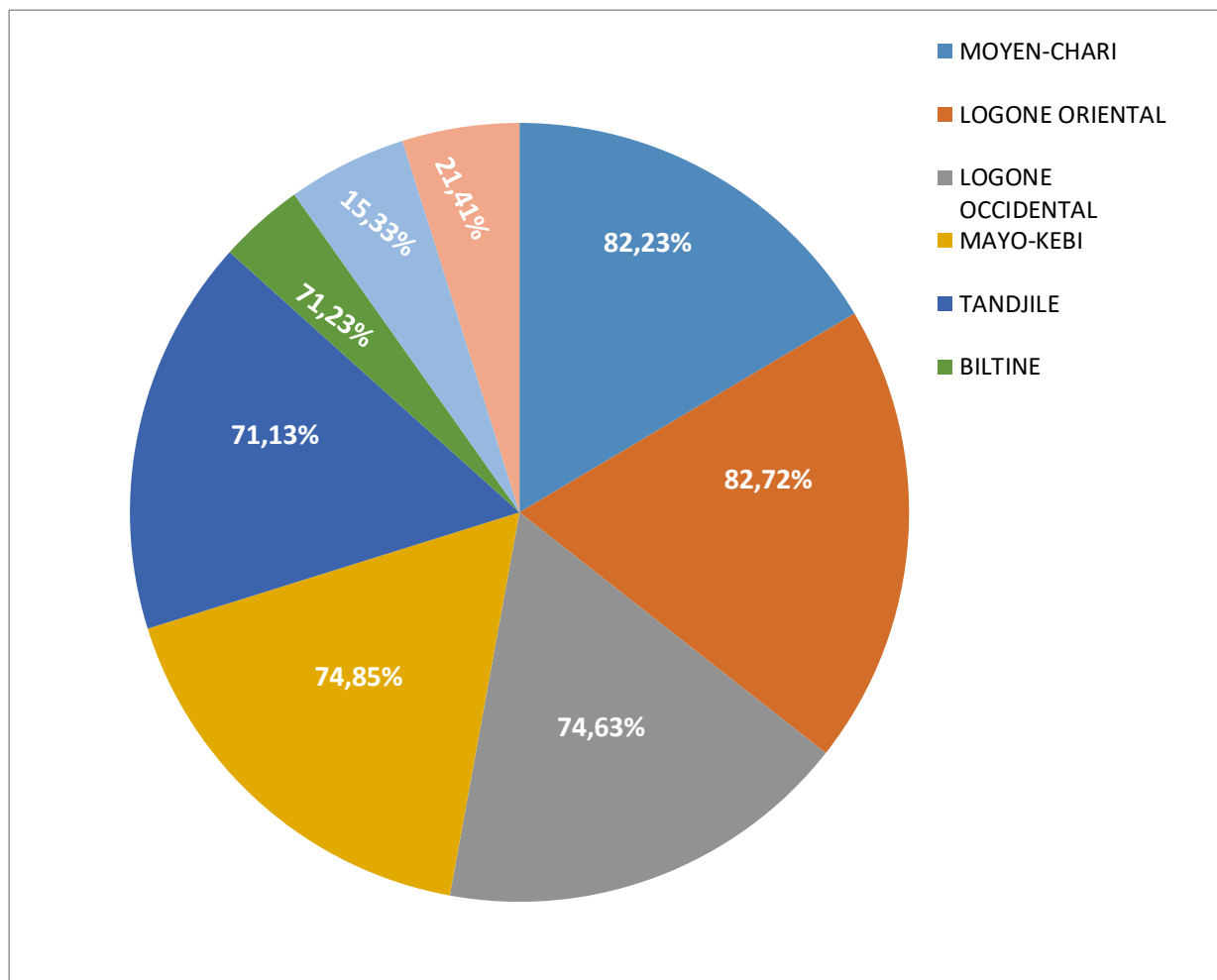
⁹ Banque mondiale, le système éducatif tchadien : Elément de diagnostic pour une politique de développement.

¹⁰ *Ibid*

Tandjilé	71,13%
Biltine	15,33%
Batha	21,41%
Ouaddaï	21%

Source : Rapport, MENCP, 2004-2005.

Schéma 1 : scolarisation des provinces du Tchad 2004/2005



Source : Schéma réalisé à partir des statistiques du tableau 1

Cependant, la ville de N'Djamena est une ville la plus scolarisée parmi les villes du Tchad selon les données statistiques, ce taux est relatif par rapport à la croissance démographique. Etant donné que la population de la ville de N'Djamena est majoritairement jeunes qui était avant les années 2000 à moins de 500.000 est arrivée à une croissance estimée à 779453 habitants selon le dernier Recensement General de la Population et de l'Habitat en 2009. Cette

croissance démographique de la population se justifie par la présence d'une couverture sanitaire adéquate et appropriée¹¹.

À l'analyse, il faut noter que, le nombre de personnel en âge pour aller à l'école est débordé et les infrastructures scolaires ne peuvent plus les contenir. Les enseignants sont insuffisants et ne sont plus à mesure d'assurer l'apprentissage aux élèves qui se retrouvent des fois à 200 dans une seule classe. Le nombre des enfants augmente au fur et à mesure dans la famille et les parents sont incapables pour les prendre en charge. Cette condition nous pousse à suggérer de la précarité sociale.

1.3.Précarité sociale

Le Tchad est le cinquième pays le plus vaste d'Afrique centrale avec une superficie qui s'étend de 1284000km² pour une population d'environ de 9,3¹² millions d'habitants dans l'année 2005, le taux de croissance annuelle de l'ordre de 3,1% par an. Un pays enclavé loin de la mer, très mal géré, depuis son indépendance en août 1960, le Tchad n'arrive pas à couvrir les besoins vitaux de sa population. Sa vue sociale est précaire, il est l'un parmi les dix pays les plus pauvres de la planète terre, selon le bilan de la banque mondiale¹³. Sa population vit sur le seuil de la pauvreté de jour en jour et nuit en nuit, surtout la misère qui sévit le terrain.

Selon les résultats de la troisième Enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT) de 2012, un peu moins de la moitié de la population tchadienne (46,7%) dans un état de la pauvreté monétaire extrême au seuil journalier de dépenses de consommation égal à environ 625 Franc CFA (1,5 USD), contre 55% en 2003 avec un écart considérable entre milieu urbain et rural, 25% contre 59%. Selon la même source moins d'un quart de la population adulte de 15 ans et plus 22% est alphabétisée. Ce taux classe le Tchad parmi les pays les plus faibles du continent. Cette situation trouve en partie son origine dans le faible niveau de scolarisation. L'instabilité politique bas son plein, il n'y a pas de revenus économique adéquate, pas d'emploi à la jeunesse, tous ces éléments empêchent le décollage où stabilité sociale du Tchad. L'Etat tchadien s'est obligé de tendre les mains à l'extérieur surtout aux bailleurs de fond notamment les institutions internationales tel que Bretton-Woods pour un appui¹⁴.

¹¹ Institut National des Statistique et des Etudes Economique et Démographique, Deuxième Recensement General de la Population et de l'Habitat.

¹² Banque mondiale, le système éducatif tchadien : Eléments de diagnostic pour une politique de développement.

¹³ *Ibid*

¹⁴ Résultats de Troisième Enquête sur la Consommation et de secteur informel Tchad, 2012.

Cependant, dans l'année de 1995 l'Etat tchadien s'est lancé dans un vaste Programme d'Ajustement structurel. Ce dernier est appuyé par les institutions bilatérales et multilatérales a pour but de mettre en œuvre des mesures de libéralisme économique dans le cadre de l'abolition du contrôle des prix ; suppression des licences d'importation et d'exploitation ; de même la révision de code de travail avec la suppression de salaire minimum ;la libération du commerce extérieur ;l'abolition des taxes d'exportation ;la simplification du code des investissements en vue d'inciter les investisseurs nationaux et étrangers, ainsi que la libéralisation des activités bancaires. L'état tchadien finit par adopter les actes d'uniformisation de l'OHADA.¹⁵

Dans l'année 2003, le Tchad à son indice de développement humain (PNUD) classe le pays au 166^{ème} au rang parmi les 173 du monde pour lesquels le calcul de cet indice a été fait. Le taux de l'éducation est relativement trop bas. La majorité de la population est analphabète. Selon les dernières données du 2^e Recensement General de la Population et de l'habitat de 2009 (RGPH2) montrent que le taux d'analphabétisme a augmenté au Tchad à 78%¹⁶.La persistance d'un faible taux d'achèvement du primaire couplé à une forte croissance de la population scolarisable 3,78% a engendré un nombre élevé d'enfants déscolarisés, estimé à 807.000 enfants pour la tranche d'âge 9-14 ans. L'analphabétisme est plus marqué chez les femmes 86% que chez les hommes 69% et les femmes milieu rural sont encore plus touchées avec un taux d'analphabétisme de 92%¹⁷.

En outre, l'application du P, A, S dans le système éducatif tchadien freine d'avantage le secteur de l'éducation. Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui lui sont imposées par les institutions financières internationales au sortir de la crise où il devrait être question de la réorganisation politique-économique et socio-éducative. Cette situation amène le gouvernement tchadien à se détourner du secteur éducatif au profit des autres secteurs susceptibles de leur procurer des avantages immédiats. Martin a dit " les plans d'Ajustement Structurel ont provoqué un recul des états dans l'action éducative et des inflexions dans les représentations urbaines et administratives de l'école " ¹⁸

Les Plans d'Ajustement Structurel recommandent aux enseignants le système d'enseignement accentué sur l'Approche par Compétence. Le corps enseignant

¹⁵ Banque mondiale, le système éducatif tchadien : Eléments de diagnostic pour une politique de développement

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Plan Intérimaire de l'Education au Tchad, consulte, 15 Mars, 2023.

¹⁸ Martin Jeans Yves, "Les écoles spontanées en Afrique Subsaharienne : Champ éducatif et contre champ". Un cahier d'étude Africaines Vol III (1—2) N°170, 1973.

personnellement ne maîtrise pas ce système de la transmission de connaissance. L'enseignant est celui qui doit jouer le rôle d'un superviseur et de l'apprenant, il doit fournir ces efforts pour comprendre de quoi il s'agit une fois être devant un exercice donné. Cette méthode semble être un handicap pour le développement de l'éducation de base au Tchad, puisque les enseignants qui sont chargés de respecter ces conditions la plus part ne maîtrisent pas le système. Les suggestions du P.A.S ne reflètent pas l'image des réalités du pays au moment où, c'est difficile qu'un élève de la classe de CM1 ou CM2 faire la lecture ou calcul correctement et donc impossible que celui de CP1 le fasse de son mieux pour comprendre les leçons de son maître sans lui le montré¹⁹.

2. Le Tchad: Un pays caractérisé par une instabilité politique

L'indépendance du Tchad en 1960 ouvre une longue période d'instabilité et de troubles. Le pays vit d'instabilité en instabilité, la vie politique du pays est très mal géré ; on assiste de jour en jour à des groupes des rebellions, de détournement du dernier public ainsi que la mauvaise politique de développement.

2.1. Coups d'État respectifs de 1982 à 2016

Le coup d'État militaire peut se définir simplement en disant que c'est une pratique volontaire et consciente de l'armée ou d'une partie de celle-ci pour s'emparer des institutions étatiques et occuper le pouvoir de l'État. Les coups d'État militaires sont comme une épidémie en Afrique noire après les indépendances. Ces coups d'État à pour plusieurs causes : Lorsque les forces civiles qui se disputent, le pouvoir se neutralise mutuellement et empêchent le bon fonctionnement des institutions provoquant ainsi une vacance du pouvoir que l'armée vient naturellement combler avec comme objectif la remise en marche du système. D'autre part Il se fait par l'incapacité à gérer la situation économique et sociale et le refus de considérer les partenaires²⁰.

Le Tchad a connu dès 1963, la naissance d'un vaste mouvement de lutte armée qui imprima une marque profonde sur le destin du pays et qui refonda radicalement la problématique de l'alternance au pouvoir. Après le président François- Tombalbaye, aucun président tchadien n'arriva au pouvoir par des élections démocratiques. Le pays à une politique

¹⁹ Cette technique consiste à autoriser aux enseignants de jouer d'un superviseur. Les enseignants sont demandés à laisser les élèves eux-mêmes de tester de leur capacité face à une leçon donnée.

²⁰ Pabanel –Jean Pierre : "Les coups d'Etats militaires en Afrique Noire", Paris, Harmattan, 1984, pp.39-40.

singulière marquée par des coups d'États militaires et les affrontements des groupes armés entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles à N'Djamena à partir de 1982 à nos jours. Pour parler des coups d'État de 1982 à nos jours, il est question pour nous de faire un rappel sur le coup d'État de 1975, 1979. Ceux-ci ne sont pas dans notre champ d'action, mais néanmoins il est important de énumérer car les coups d'Etat de 1982 à nos jours tirent ses causes dans coup d'État 1975 et guerre civile de 1979²¹.

L'année 1975, est relative au premier coup d'État militaire au Tchad, tout a commencé pour cause de la mauvaise gestion du pouvoir politique de François – Tombalbaye, le premier président de la république du Tchad. Vers l'année de 1970 Tombalbaye devint de plus en plus méfiant vis-à-vis des militaires. Il accuse ces derniers de complot. Les arrestations se multiples, vers fin mars 1975, les dépôts des munitions de la Compagnie Tchadienne de Sécurité (C T S) de N'Djamena sont incendiés, s'en suite les dépôts de munitions de Sarh le premier avril 1975. Ces incendies simultanément ont fait monter au créneau Ngarta-Tombalbaye qui va procéder à une nouvelle arrestation au sein des hauts gradés de forces de défense et de sécurité nationale, notamment le colonel Djimet Mamari, commandant de la gendarmerie nationale avec son adjoint Alphonse, il fait arrêter son directeur de cabinet militaire le général NGué-Djogo²².

Après des incendies et des arrestations, le président prononce trois discours entre 6 et 8 avril qui vont à l'encontre des officiers de l'armée. Il disait ceci :

“ce n'est pas parce qu'un coup d'Etat militaire a réussi dans tel ou tel pays d'Afrique, qu'un coup d'État militaire va réussir au Tchad. Notre armée, véritable état dans l'état, se comporte fréquemment sur notre sol comme en pas conquis. Elle se conduit comme une armée d'occupation. Nos populations se plaignent amèrement des brimades, des vols, des arrestations dont elles sont victimes du fait de notre armée”²³.

Un discours humiliant à l'endroit de son armée, ainsi aux mêmes moments l'opposition “Koro” est aux portes de N'Djamena, certains officiers présents sont informés la vraie destination de cet objectif : “Opération Koro”²⁴ le 13 avril 1975 dès 5 heures des coups de fusils et explosion ont été entendus par les habitants de la capitale N'Djamena. Deux heures plus tard, la radio France internationale annonce que le président est tué dans un coup d'Etat militaire²⁵. Après-midi les officiers sont réunis et ont mis sur pied un organe dénommé GROFAT

²¹ Basil-Mbaitod jim : “Les coups d'Etat au Tchad et leurs conséquences de 1975-2008”. Mémoire de Master en Sciences Humains et Sociales à l'Université de Dschang, 2017.

²² Mbaitodjim, “Les coups d'Etats au Tchad...”, 2017, p.38.

²³ Une allocution du président François-Tombalbaye à la radiodiffusé à l'endroit de l'armée nationale ,6 avril 1975.

²⁴ Koro est un village imaginaire par Yorongar Ngarlegy pour préparer coup d'Etat du 13 avril 1975.

²⁵ Mbaitodjim : “les coups d'Etat au Tchad...”, 2017, p.39.

(Groupements des Forces Armées Tchadiens), chargé d'expédier les affaires courantes en attendant une clarification de la situation très confus sur l'ensemble du territoire, après coup d'État militaire de 1975, s'ensuit guerre civile de 1979²⁶.

La gestion politique du pouvoir va conduire le Tchad dans une guerre civile totale entre les musulmans du Nord et les chrétiens Sudistes. Tout a commencé le 12 février 1979 à N'djamena dans le lycée Felix Eboué lorsque un groupe d'élèves musulmans a fait leur irruption dans salle de classe en plein cours pour demander à l'enseignant d'interrompre avec les cours afin de leur permettre de faire passer un communiqué du CCFAN (Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord qui est sous tutelle de Hissein-Habre qui était le premier ministre du général Malloum président de la république à cet époque. Les élèves chrétiens opposent catégoriquement à cette demande des élèves Nordistes, l'opposition conduit les deux camps dans un affrontement²⁷.

Les gendarmes qui sont en poste pour protéger la Radio-Tchad, ont dû faire feu pour disperser les combattants, les soldats du CCFAN responsables de la sécurité du premier ministre Hissein Habre au quartier Sabangali près du lycée ont pris d'assaut sous prétexte de venir en aide à leurs militants. Quelques heures plus tard, la ville de N'djamena s'est transformée en champ de bataille avec des tirs de mortiers, des fusillades à l'arme lourde et des exactions. Le Tchad est entré dans une spirale de violence qui va durer trois ans, l'Etat n'arrive pas à maîtriser la situation et d'assurer sa responsabilité pour sécuriser le pays²⁸.

Cette période est celle dite période d'un "état néant" comme le dit un ancien coordonnateur de la Bibliothèque nationale le Docteur Arnaud- Dingamadji qui relate dans son œuvre intitulée "Lol Mahamat Choua, 120 jours à la tête d'un état néant", il explique dans son œuvre l'absence de l'autorité de l'Etat à cause des multiples troubles causées par les différentes tendances politico-militaires. Ces événements affectent le développement du pays, les secteurs clés ont pris un coup et cause leur fonctionnement. Les événements de 1975 et 1979 ont eu un impact profond dans le développement de l'offre éducative au Tchad²⁹.

²⁶ Roland-Buijtenhuijs : "*Le frolinant et les guerres civiles au Tchad (1977-1984)*", Paris, kathala1997, p.88.

²⁷ Yanlomtoloum-Djimndou : "l'Analyse sur la dimension Nord-Sud de rebellions et guerres civiles au Tchad de 1960-1983, Mémoire de Maitrise en Sciences Humains et Sociales, l'Université de N'Djamena, 2002.

²⁸ Mbaitodjim, "Les coups d'États au Tchad...", p.38.

²⁹ Arnaud-Dingamadji sur les ruines du Tchad : "Lol mahamat choua 120 jours à la tête d'un Etat néant", N'Djamena, Sao, 2009, p.12.

Cependant, la crise du système éducatif tchadien trouve son origine dans les moments douloureux qu'a apportés le coup d'État. Pendant ces périodes, le personnel enseignant déserté les salles de classes. Un certain nombre des enseignants ont quitté la ville de N'Djamena pour aller dans leur région pour des raisons de l'insécurité. Le trésor public n'existe plus au lendemain de la guerre civile. La crise financière a stimulé les détenteurs d'armes de guerre à piller, à saccager et à voler les biens publics et privés. La notion de la gestion rationnelle des biens publics s'est simplement effacée au profit d'un égoïsme notoire, les bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux et bureaux ont systématiquement été détruits et confisqués et transformés en logement des particuliers. Les calendriers scolaires ne sont plus respectés dans certaines localités du pays. L'État est incapable d'assurer ses obligations par rapport à l'éducation de ses jeunes. Encore dans les grandes villes comme N'Djamena, il suffit de promener un instant dans les rues pour lire les traces de tirs d'armes sur les murs scolaires, véritable souvenir d'un coup d'État³⁰. À partir de cette date, la cohabitation entre les musulmans et les chrétiens reste difficile jusqu'à aujourd'hui. Cela se justifie même par l'occupation de l'espace géographique de la ville de N'Djamena à travers ses différents quartiers, les Sudistes sont généralement stationnés dans les quartiers Sud de N'Djamena et les Nordistes eux, aux quartiers Nord de la ville³¹.

2.2.Coup d'Etat militaire de 1982

Le coup d'Etat militaire de 1982 a pour cause de la gestion politique du président Goukouni Weddeye. En mai 1982 les combats reprenaient dans la capitale tchadienne par les forces armées du Nord, dirigé par Hisséin Habré contre Goukouni Weddeye. Celui-ci optait l'appui de la Libye, dont les troupes pénétrèrent à N'Djamena pour chasser Hisséin qui se retire à la frontière soudanaise. Le GUNT, affaibli et divisé ne put résister au retrait des troupes libyennes en 1981. Aidé par la France Habré lance une nouvelle offensive à nouveau à N'Djamena où il prend le pouvoir en 1982 malgré les vives résistances dans le sud des groupes d'autodéfense dits "Codos"³² abréviation de commandos. Ce dernier a dirigé le Tchad avec une main de fer pendant huit ans, c'est une pire dictature la plus sanglante que les tchadiens n'ont jamais connue. Sa dictature va plonger le pays dans un autre coup d'État en 1990³³.

³⁰ Djimndou : "L'Analyse sur la dimension Nord-Sud de rebellions...", p.37.

³¹ *Ibid*, p.38.

³² Les groupes militaires rebelles du Sud dans les années de 1980-1990.

³³ Mbaitodjim, "Les coups d'Etats au Tchad...", 2017, p.50.

2.3.Coup d'Etat de 1990

Le coup d'État militaire en 1990 a eu lieu pour faute de la gestion du pouvoir politique de Hisein Habré qui conduit son bras droit Idriss Deby, chef d'État-major de l'armée qui a fait un premier coup d'État avorté en avril 1989, se réfugie au Soudan voisin et organise le Mouvement patriotique du salut. En 1990 Idriss Deby et ses hommes sont entrés à N'Djamena renversé Habré qui réussit à traverser le fleuve Chari pour se trouver refuge à Garoua avant de regagner Dakar, capitale du Sénégal. Arrivée au pouvoir en 1990, le nouveau régime s'est donné toutes les apparences d'un état démocratique avec l'organisation d'une conférence Nationale et Souveraine, l'adoption en 1996 d'une nouvelle constitution et la proclamation de la liberté d'expression et d'association. Ce dernier ne respecte pas les décisions qu'il a prises et bascule dans une dictature sans précédente, surtout la décision de modification de constitution le 6 juin 2005 pour se maintenir Deby à la tête de l'État par des moyens largement anti-démocratiques ait perçue comme impasse politique. Cette situation a généré une série de coup d'États manqués et les défections dans les rangs de l'Armée Nationale Tchadienne pour rejoindre les groupes rebelles. Les groupes des rebelles vont mener simultanément des attaques sur N'Djamena³⁴.

3. Les rebellions du Nord, un moyen de déstabilisation du régime d'Idriss Deby (le 02 au 03 avril 2008)

Le groupe rebelle FUC (Front Uni pour le Changement), dirigé par Mahamat Nouri Abdelkrim a attaqué N'Djamena la capitale le 13 avril 2006. La percée de rebelles sur N'Djamena avait été précédée par de violents combats dans la ville d'abéché dont la chute avait ouvert la voie à l'arrivée des rebelles dans la capitale. Les combats dans les faubourgs de la capitale ont été particulièrement violents. Le bilan de ces affrontements 2006 fait état d'environ 300 morts et plusieurs centaines de blessés. Notons ainsi que, l'aide militaire française au nom de l'Accord de coopération militaire entre les deux pays de 1986 semble avoir décisive quant à l'issue des combats³⁵.

Un accord a été signé entre le gouvernement et les différents groupes des rebelles, notamment le Front Uni pour le Changement ; Alliance Démocrate Résistants (ADR) ; le Rassemblement Démocratique Tchadiens (RDT) et en fin l'Union du Peuple Tchadien pour la

³⁴ <https://WWW.Slate.fr/Story/84841/Hissene-Habré-procès>. Consulté, 05/11/2023.

³⁵ Mbaitodjim : "les coups d'États au Tchad...", p.59.

Reconstruction Nationale (UPTRN) le 25 octobre 2007. Comme on le contact, au Tchad la plus plupart des accords signés n'ont pas tardé de montrer ses limites. Les combats ont repris par une coalition de circonstance de trois groupes des rebelles (Union des Forces pour la Démocratie et Développement (UFDD) de Mahamat Nouri, Rassemblement des Forces pour le Changement des frères Erdimi ont lancé une offensive d'envergure en janvier 2008 comprenant plusieurs des milliers d'hommes bien équipés en armes depuis l'Est du pays ,la progression est très rapide³⁶.

Le 02 février 2008 les rebelles font leur irruption dans la capitale N'Djamena où de violents combats s'engagent jusqu'au lendemain. Face à la farouche résistance des forces gouvernementales autour du palais présidentiel, l'impossibilité de prendre le contrôle totale de la ville, surtout le point stratégique comme l'aéroport. Le 03 février, les forces royalistes mènent des frappes aériennes sur les positions des rebelles qui occupent différents quartiers de la ville. Les rebelles se retirent finalement de N'djamena et se refusent vers le Sud et Centre du pays. Ces combats ont causé des pertes en vies humaines et des blessés parmi les civiles et d'énormes dégâts matériels tant sur les édifices publics que sur les biens privés .Il est à noter que les combats ont émaillés et suivis de nombreux actes de pillages dont la responsabilité serait imputable aux différentes parties ainsi qu'à population civile. Les nombres des morts et blessés lors des affrontements armés ont résulté principalement des bombardements effectués par les hélicoptères des troupes gouvernementales notamment la destruction d'une grande partie des quartiers tenus par les rebelles³⁷.

Dès le 03 février, alors que les rebelles occupent toujours certains quartiers de la capitale, les forces loyalistes entament une vaste répression contre les acteurs politiques et de la société civile suspectés être du côté des rebelles pour avoir soutenus. Plusieurs responsables d'organisation de la société civile sont aussi inquiétés ou doivent se cacher³⁸.

Les coups d'États militaires répétitifs à N'djamena font régner l'insécurité totale dans la ville. Pendant les périodes des coups d'États, les calendriers scolaires ne sont plus respectés à cause de l'insécurité grandissante permanente. Les heures recommandées par le ministère en charge de l'éducation ne sont plus atteints, les enseignants en exercices dans la ville de N'Djamena ont la plupart quitté la ville pour regagner leurs différentes régions pour des raisons

³⁶ Mbaitodjim : "Les coups d'États au Tchad...", p.58.

³⁷ Ligue tchadien des droits de l'homme : rapport sur les droits humains suite aux évènements du 02 et 03 février 2008 à N'djamena et leurs conséquences. Consulté, le 18/07/2023.

³⁸ Le coup d'Etat raté du 02 au 03 février 2008 à N'Djamena.

de l'insécurité. Ceux qui sont de la localité sont juger de rester que de prendre de risque d'aller enseigner dans cette condition d'insécurité. L'insécurité galopante dans la ville oblige certains parents d'élèves de envoyer leurs enfants dans d'autres régions pour continuer leurs études³⁹. À titre d'exemple, deux enseignants rencontrés lors de nos entretiens nous fait savoir qu'cause de cette situation d'insécurité qu'ils ont quitté la ville de N'Djamena pour continuer avec leurs études auprès de leurs oncles maternels à Sarh. Leur départ de la ville se justifie par les multiples de perturbations que connaît le secteur de l'éducation dans cette contrée.

Les conflits armés ont eu un impact négatif considérable. Les bombardements intenses des deux facto détruisent quelques rares infrastructures en matériaux durables. Certains établissements scolaires de la ville sont occupés par les deux facto pour mener des opérations. Il faut ajouter que l'affrontement entre les rebelles et gouvernement contribuent à une perte de temps d'apprentissage et de finir le programme scolaire comme il le faut. Malgré les handicapes su mentionnées, N'Djamena enregistre un taux brut de la scolarisation qui est la plus meilleure par rapport aux autres régions du Tchad avec un taux de 131,6%.⁴⁰

4. Les conséquences de l'instabilité politique au Tchad

Depuis l'accession à la souveraineté nationale, le 11 aout 1960 le pays a du mal à couvrir les besoins de sa population. Après la guerre civile de 1979 à 1980, le gouvernement tchadien, dépassé a fait un appel en 1982 à l'endroit des grandes institutions internationales, les ONG, les bailleurs de fonds pour une aide financière. La situation économique est précaire, cause sérieux dilemme au gouvernement de supporter la masse salariale du personnel des corps enseignants qui sont les premiers agents de l'État. A titre illustration, nous allons énumérer les grèves successifs au Tchad.

5 La succession de grèves

Le Tchad est entré en grève respectée des enseignants dans l'année scolaire de 1992 à 1993, suite à une crise salariale, à la fin de l'année, elle est déclarée une année blanche. Les parents d'élèves sont découragés et certains préfèrent mieux de réorienter leurs enfants vers les travaux de champêtres ou domestiques.

³⁹Mbaitodjim : "Les coups d'États au Tchad...", p.71.

⁴⁰ Les données de l'annuaire statistique scolaire 2014-2015 du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique (MENPC).

Les causes d'entrées en grève sont relatives par rapport aux conditions de traitement de l'enseignant (es). Le personnel des corps enseignants est très mal géré par le gouvernement en place. Notons pendant cette année les enseignants ont un salaire misérable et surtout mal payé, car il y a souvent de retard de paiement. Les autres avantages et revendications ne sont pas pris en compte par le gouvernement tchadien. Les enseignants sont dépassés et préfèrent aller en grève pour revendiquer ce qui leur revient de droit ; ils observent un temps sans exercice pour exprimer leur mécontentement. Cette année semble une année compliquée pour l'État tchadien car les ressources économiques du pays ne permettent pas au gouvernement de couvrir les deux bouts dépourvus par la guerre civile.

Malgré l'exploitation de la vanne pétrolière au sud du pays précisément dans la province de Doba en 2003, l'État tchadien n'arrive pas à couvrir les besoins nécessaires de sa population. L'exploitation de gisement de Doba a permis à l'État d'avoir une vision de développement de tous les secteurs clés du pays et d'améliorer les conditions socio-économiques de sa population. Le revenu pétrolier a permis à l'Etat de faire sortir des décrets, ordonnances et des lois pouvant garantir les conditions de vie socio-économiques des fonctionnaires qui a pour effet l'augmentation des salaires, des primes et des indemnités et bien d'autres.

Dans l'année 2007, les grèves des enseignants ont joué sur le calendrier scolaire. Notons les examens de fin d'année ne sont pas bien organisés, car les corps enseignants refusent de continuer avec le travail quand leurs revendications pas prises en compte par l'État. Tout le monde le sait que, à la fin d'année c'est les milliards qui ont surveillé les examens. Pour la correction les enseignants de l'université se sont en charges. Les résultats obtenus ne sont appréciés comme les autres années scolaires précédentes⁴¹.

Après le résultat de l'élection présidentielle de 2016, l'Etat tchadien a pris quelques mesures dites d'urgences pour faire face aux défis économiques qui sévissent au pays. La rencontre du jeudi le 1^{er} août 2016, les 16 mesures gouvernementales ont été élaborées. L'objectif de ces mesures c'est les coupes de salaires de tous les agents seront opérées dans les budgets de plusieurs et les institutions du pays. Ces mesures n'ont pas plu à l'ensemble des corps travailleurs du pays. Les secteurs les plus touchés sont : le secteur de la santé et de l'éducation. Les enseignants par unanimité refusent catégoriquement de prendre les craies face

⁴¹ Point de presse de l'Union des Syndicats du Tchad à la bourse du travail relatif à la revendication de l'augmentation de Salaire 12 juin 2007

à cette décision de l'État leur l'encontre. La rentrée scolaire de 2016 et 2017 a commencé avec un grand retard⁴²

De même, dans les années de 2018, le gouvernement tchadien a pris une nouvelle décision dans le cadre de rabattre les salaires de tous les fonctionnaires tchadiens. Ce rabatement se varie d'un salaire à un autre. D'une réduction de 5% pour les travailleurs qui touchent salaire de 60.000F ou moins, de 15% pour ceux qui gagnent de 60.000Fcf à 100.000FCFA, de 20% pour ceux qui touchent plus de 100.000fcfa, de 25% pour un salaire supérieur est égale à 200.000fcfa, de 30% pour un salaire supérieur à 300.000FCFA, de 35% pour un salaire 400.000fcfa, de 40% pour un salaire supérieur 500.000FCFA et enfin 45% pour un salaire supérieur de 1000.000FCFA⁴³.

Cependant, les grèves répétitives des enseignants contribuent à la perte des temps d'apprentissage et de finir le programme scolaire national comme il se doit. Selon l'inspecteur de l'école primaire de 7^e arrondissement les grèves répétitives des enseignants ont un effet négatif pour le développement de l'offre éducative de base à N'Djamena. Il affirme que, l'enseignement primaire par ans, il faut 900 heures (volumes horaires), l'enseignant doit enseigner 30 heures par semaine et supposons s'il y a grève qui dure une semaine cela veut dire que 900--30 et si c'est un mois 900-120, les heures sont parties le programme annuelle morcelé, ce qui fait que les enfants n'ont assimilé leur leçon normalement et qui entrain baisse de niveau⁴⁴.

A côté des grèves, on note aussi le phénomène naturel comme les inondations qui font partis l'une des facteurs qui contribuent à la perturbation de calendrier académique. À N'Djamena, les inondations de 2022 à causer la fermeture des établissements scolaires, plus de 1000 élèves, dont 400 filles sont restées à la maison, pourtant la rentrée scolaire officielle est le premier octobre, il fallait attendre fin décembre pour que les enfants reprennent le chemin de l'école. Plus de 45 écoles publiques et privés n'arrivent pas à accueillir les élèves. la pluie a fait plusieurs des dégâts dans la ville, 20 écoles sont endommagées par le vent, 16 endommagés par la pluie et 30 écoles inondées. Il faut noter que les phénomènes naturels constituent une perte d'apprentissage et à la modification de calendrier scolaire⁴⁵.

⁴² République du Tchad, les seize mesures gouvernementales, N'Djamena, 2016.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Momadji-Roland, 57ans, ex-inspecteur de l'école primaire, N'Djamena, 12 Octobre, 2023.

⁴⁵ Ahmat-mahamat : "Rapport sur les inondations dans les écoles à N'djamena : 415 établissements scolaires inondés cette année". *Le progrès*, n° 5878, p.4.

Dans la ville de N'Djamena, il y a insuffisance du personnel enseignant. Cet insuffisance handicap le bon fonctionnement de l'éducation de base car, plus 82% des enseignants sont des maitres communautaires et recrutés par les parents pour combler le trou manqué.

6 La baisse de niveau en milieu scolaire

Parlant de la baisse de niveau scolaire, il est question pour nous de poser une question qu'est-ce qu'une baisse de niveau ? Pour répondre à cette question, elle se traduit, pratiquement sur le terrain, par un écart, dans bien de cas très préoccupant, entre le niveau réel des élèves et leur niveau théorique de classe

Ce phénomène a commencé à prendre l'ampleur après la crise qu'a connue le Tchad. Après cette dernière, le niveau intellectuel d'élèves tchadiens reste à désirer. La question serait ainsi de savoir quelles sont les causes et conséquences de cette baisse de niveau ? Pour les causes, nous pouvons évoquer les différentes étapes scolaires qui n'ont pas été respectées par l'élève qui se trouve par exemple au cours élémentaire première année et pendant cette même année scolaire, peut se trouver parfois au cours moyen première année. Nous constatons que l'une des causes provient des parents eux-mêmes. Cela s'explique par le fait que les parents négocient le passage en classe supérieure de leurs enfants. Cela révèle l'idée de la corruption au niveau de l'administration tchadienne. Cette corruption se fait directement ou parfois par des parents interposés. Cette façon de faire joue sur le niveau de l'enfant. L'enfant habitué à cette facilité de chose ne fait plus d'effort intellectuel. Car il sait d'avance quel que soit son travail il passera en classe supérieure. La baisse de niveau est parfois provoquée par les enseignants. Les maitres suppléants recrutés par les parents d'élève pour combler le vide au niveau de l'école n'ont pas de niveau leur permettant d'enseigner⁴⁶.

Ils brillent par fois par leur nullité. Si ces enseignants arrivent à prendre en main la formation de l'enfant dès le bas âge, l'enfant reçoit ainsi une mauvaise formation. Comment peut-on accepter un formateur qui n'a pas une bonne formation de former les autres ? Ajouté à cela les autorités administratives sont contre la compétence des instituteurs de l'enseignement. Si un instituteur est compétent dans son domaine, il devient par exemple aussitôt ministre, sous-préfet, préfet, etc. C'est dans le même ordre d'idées que Jean Pierre Magnant en abordant la question de l'éducation Nationale au Tchad, plus précisément le problème de baisse du niveau

⁴⁶ Nodjitlabaye-Kouladoumadji, "La baisse de niveau au Tchad", *communication à la conférence*, organisée par CEFOD à N'Djamena, sur le thème "la baisse de niveau au Tchad : A qui la faute ?", 2006, p.9.

déclare : “l’enseignement Elémentaire a été vidé de ses meilleurs éléments. Dès qu’un instituteur est compétent au moment de l’indépendance il devient, ministre, préfet...Les meilleurs instituteurs sont partis de l’enseignement. On est resté avec les moins doués”. Un parent d’élève nous raconte lors de notre entretien que les parents ont leur responsabilité car un parent d’élève est celui qui doit connaître l’encadreur de son enfant, avoir son contact et être en contact avec lui à tout moment pour vérifier si l’enfant fait cours normalement, contrôlé le cahier de l’enfant chaque jours. Le manque de suivi des élèves à la constitue un handicap⁴⁷.

L’une des causes de la baisse de niveau est due aussi par les nombres accrus des écoles privées, les élèves peuvent changer d’école chaque année d’où le passage en classe supérieur d’élève n’ayant parfois même pas de niveau. Ces fondateurs d’établissement scolaire pour la plupart ne sont pas du domaine. Ils sont majoritairement des hommes d’affaires, commerçants ou encore militaires peuvent, au regard de leur fortune décident de créer une école qui ne répondent pas carrément aux critères de création d’une école. Pour ses fondateurs, la formation des élèves ne leur dit absolument rien, car pour eux le souci majeur reste l’argent qu’ils encaissent⁴⁸. Un ex-inspecteur de l’école primaire nous laisse entendre que l’une de véritable cause de la baisse niveau au en générale Tchad et particulier dans la ville de N’Djamena de nos jours est l’utilisation d’un nouveau livre de lecture “étoile”, selon lui ce livre enterre carrément le niveau des élèves, il est difficile de prendre un élève de CM1 et CM2 qui peuvent faire correctement la lecture ou écrit une lettre, or à leur temps les élèves écrivent correctement la lettre sans faut, les élèves ont un niveau zéro, qu’il recommande aux autorités en charge d’éducation de supprimer ce livre et d’instaurer plutôt le livre de lecture “j’apprends à lire”⁴⁹.

D’autre cause qu’on peut suggérer ici, c’est le recrutement de personnel enseignant surtout les maitres communautaires qui n’ont aucun niveau d’étude qualifié, la plupart n’ont pas niveau de B E F (Brevet d’Etude et Fondamental), ni baccalauréat et qui ne bénéficient aucune formation pédagogique d’enseignement. Thales nous souligne dans son article : “ Les plaies béantes de l’école tchadienne” que la plupart des enseignants dans l’établissement primaires au Tchad sont les maitres communautaires de niveau zéro, niveau1 et 2 sans une formation pédagogique adéquate⁵⁰.

⁴⁷ Séraphin--Zouderpou, 40 ans, Parent d’élève, N’djamena, 17/08/2023.

⁴⁸Joseph-Noubadouna : “La prolifération des établissements privés laïcs dans la ville de N’Djamena au Tchad”, Mémoire Maitrise en Socio-Anthropologie, Université Catholique d’Afrique Centrale de Yaoundé, 2003.

⁴⁹ Gereaud-Naibaye, 77ans, enseignant r, entretien, 11 Novembre, 2023.

⁵⁰ Thales, Les plaies béantes de l’école tchadienne, Eclairage, n° 54, 2017, p.6.

En somme nous venons de présenter les causes de la baisse du niveau dans notre système éducation ci-dessus, il nous semblerait important également de parler de ses conséquences. En effet, la baisse du niveau à des conséquences très négatives. L'élève une fois parachuté dans une classe supérieure est confrontée à d'énormes difficultés dans ses études supérieures à cause de la mauvaise assimilation de langue français, l'enfant s'exprime ainsi très mal devant ses ami (es).

5 N'DJAMENA : UN SYSTÈME ÉDUCATIF EN CRISE

Cette partie nous permet de présenter les problèmes du système éducatif à N'Djamena

1. Les problèmes du système éducatif dans la ville de N'Djamena.

Parlant des difficultés que rencontrent le système éducatif tchadien, les difficultés les plus remarquables étaient d'ordre humain, matériel, administratif et financier.

Au lendemain de l'indépendance, l'enseignement primaire est embryonnaire, les crédits du fonds d'investissement pour le développement économique et social attribués à l'enseignement sont faibles. La scolarisation avance sans doute, mais avec un rythme lent. La progression annuelle moyenne étant de quelques 200 élèves. On assiste à une montée des effectifs du moins dans la ville de N'Djamena. Face à cette croissance des élèves le nombre des enseignants sont insuffisants ; les locaux d'accueil étaient en nombre insuffisants Mais nous présentons quelques difficultés qui frappent le système éducatif. D'abord nous commençons par les problèmes humains⁵¹

1.1. Difficultés d'ordres humain

Cette partie est consacrée essentiellement aux difficultés humaines de l'éducation. Dès les années de 1984 jusqu'à nos jours, il avait eu une croissance rapide d'effectif d'élèves tchadiens. L'effectif d'élèves était très important, c'est-à-dire croissant par rapport à celui de période coloniale qu'on peut compter les élèves au bout des doigts.

⁵¹ Mahamat-Brahim : "Influence de la pléthore des effectifs sur les quotidiennes de la classe chez les enseignants de l'élémentaires au Tchad : Cas des écoles primaires de N'Djamena". Mémoire de Maitrise, Ecole normale supérieur de N'djamena, Département des Sciences de l'Education, 1991, p.24.

Tableau 2 : L'évolution d'effectif d'élèves tchadiens de 1984-1989

ANNEES	EFFECTIFS DES ELEVES
1984-1985	346000
1985-1986	219251
1986-1987	308739
1989-1990	492231

Source : service de la planification de l'éducation.

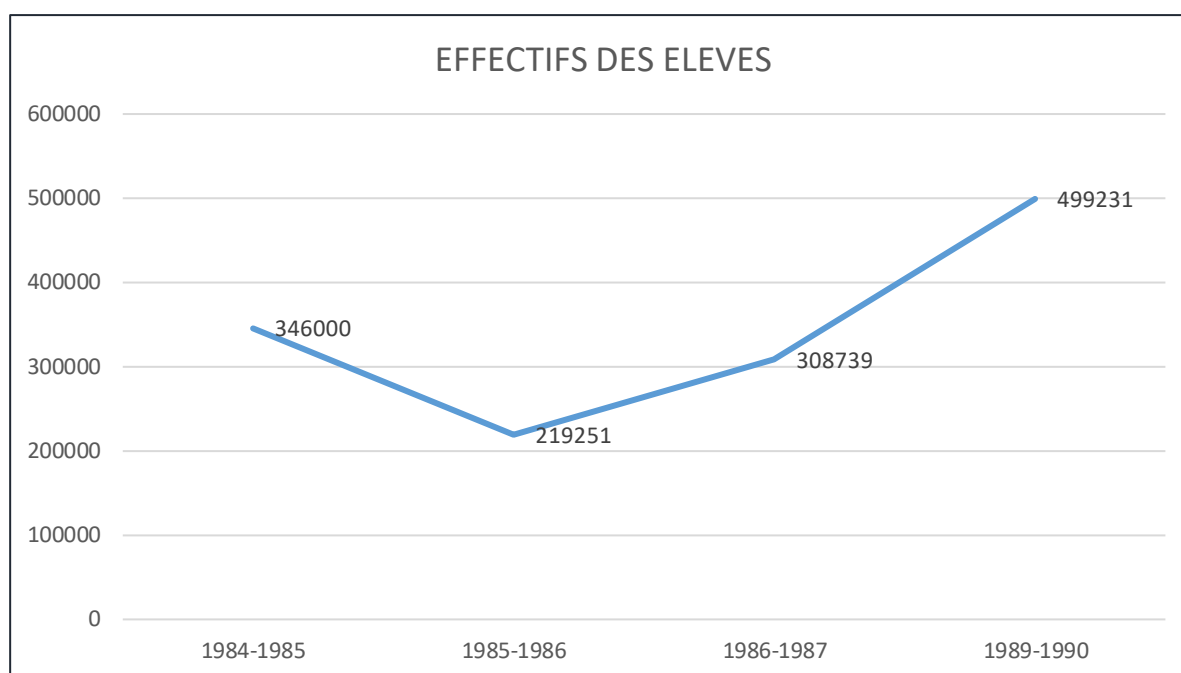
Schema 2 : L'évolution d'effectif d'élèves tchadiens de 1984-1989

Schéma: réalisé à partir des données tableau2

Cette courbe ci-dessus nous donne l'idée sur l'évolution de l'effectif d'élèves de l'enseignement primaire. De là nous parlerons d'abord de la pléthore des effectifs scolaire.

1.2.La pléthore des effectifs scolaires

L'accroissement excessif des effectifs au niveau de l'enseignement élémentaire est au centre des préoccupations des dirigeants administratifs, politiques et éducatifs. Au Tchad le phénomène est assez remarquable au point que dans certaines agglomérations on trouve des classes de 120 élèves sinon plus. Or lors d'un séminaire nationale organisée par l'Institut National des Sciences d l'Éducation en 1977 par arrêté n°165 /MEN/CJS/ du 14/04/77, les effectifs par niveau sont fixés comme suit : CP:70 élèves ; CE : 60 élèves et CM : 40 élèves. On devait effectivement s'attendre à ce que ces ratios soient respectés ; mais malheureusement

il n'en est rien. La situation est loin de s'améliorer de jour en jour. Lors de notre entretien avec un parent d'élève, il nous a montré les bulletins de ses deux (2) fils qui faisaient l'école pilote dans le premier arrondissement le premier qui fait CP2 B le nombre d'élèves trouvant dans le bulletin était à 288 et l'autre qui fait cm2 l'effectif total était de 393. Selon lui, logiquement le ratio de l'effectif d'un pays pauvre dont le taux d'analphabétisme est très élevé doit être 50 à 52 élèves par instituteur. Il s'avère que la situation pose d'énormes difficultés dans les pratiques des enseignants en classe.⁵²

En effet, le nombre excessif des élèves ne permet pas au maître de faire un travail rationnel. Un enseignant nous laisse entendre que, Il est difficile de contrôler les élèves et difficiles de leur dispenser la leçon, car lorsqu'un enseignant dispensait le cours certains élèves jouaient aux billets derrière hangars, d'autres se battaient et peu d'élève qui suivaient le maître. La maîtrise de la classe n'était plus à la portée du chargé de cours. Il est difficile de gérer le temps prévu sur l'emploi du temps. En classe les élèves étaient dépourvus de bancs : Les uns étaient assis sur les nattes, les autres encore carrément debout. Certains élèves n'avaient pas d'ardoise sur laquelle ils peuvent écrire.⁵³

2. L'insuffisance de personnel d'enseignant

Comme nous venons de signaler dans le paragraphe précédent l'accroissement rapide de l'effectif scolaire, par rapport à cette situation, l'effectif d'enseignants n'évolue pas. Pour combler ce vide, certaines écoles sont dotées de maîtres suppléants (bénévoles), la plupart sont recrutés avec un niveau d'études douteux. Certains enseignants suppléants sont recrutés soit par l'État ou parents d'élèves pour combler le vide, ils sont payés par nature ou soit en espace par leurs employeurs. De nos jours, le nombre des enseignants suppléants est remarquables dans l'effectif de l'enseignement élémentaire

Tableau 3 : De bord de l'année scolaire de 1989 à 1990 est révélateur

Grade	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Instituteurs	1423	58
Instituteurs Adjoints	1959	245
Moniteurs Supérieurs	120	03

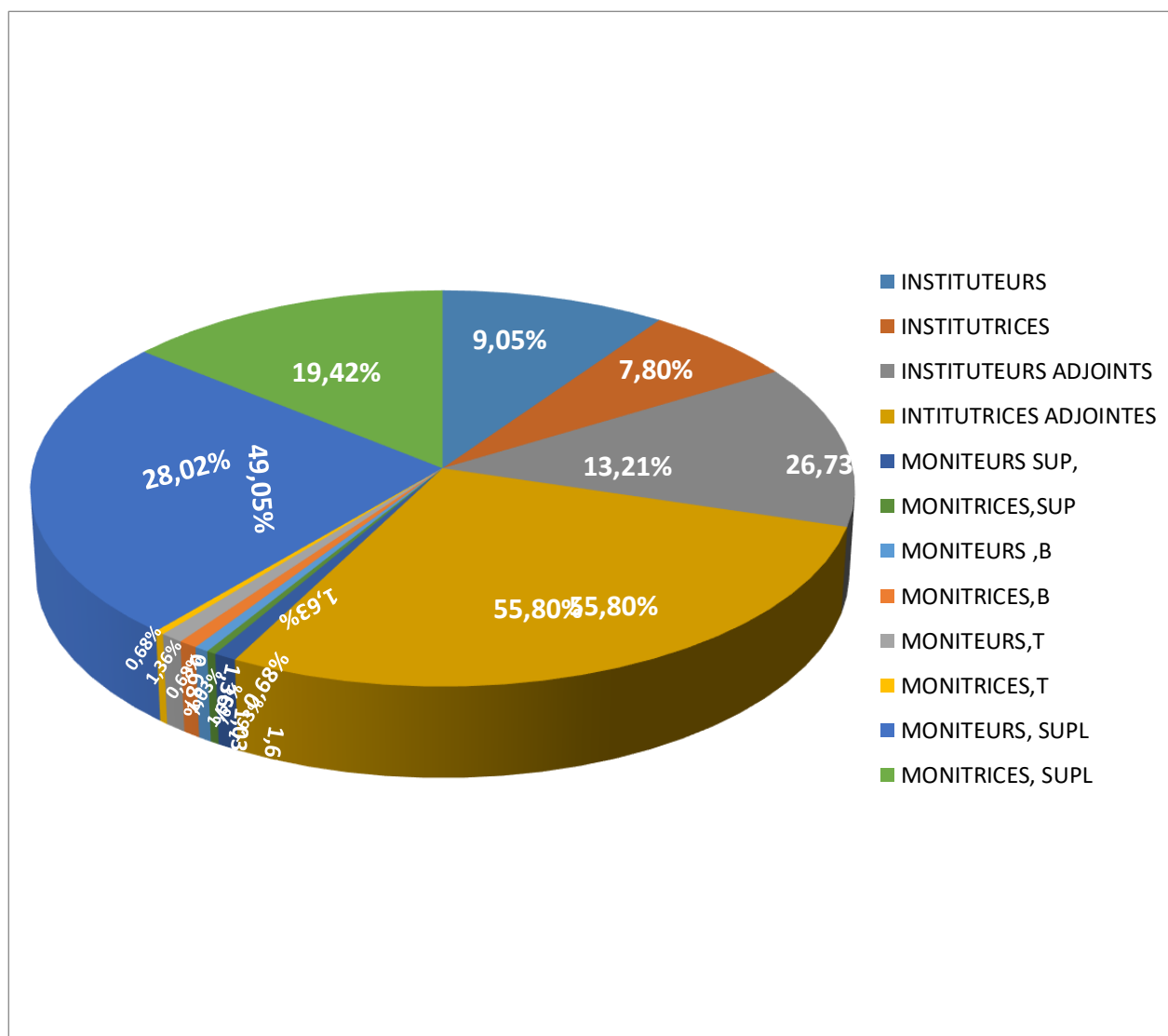
⁵² Zouderpou-Seraphin, 40 ans, Parent d'élève, N'Djamena, 08 septembre, 2023.

⁵³ Martin-Tanibe, 47 ans, Chef de classification des ressources humaines et matériels de l'école madjorio, N'Djamena, 12 Octobr2023.

Moniteurs Brevetés	76	06
Moniteurs Titulaires	121	03
Moniteurs Suppléants	3628	124
Total	7327	439

Source : Rapport de service de la planification de l'éducation provinciale.

Schéma 3 : Présentation des enseignants à N'Djamena (1989 à 1990)



Source : Schéma réalisé à partir des données du tableau3.

Ces maitres suppléants ne sont pas en grand nombre dans la ville de N'Djamena, car la plupart des écoles ne disposent pas les maitres suppléants à N'Djamena. Le manque des enseignants dans la ville de N'Djamena pose énorme des problèmes, lors de notre entretien avec

la maitresse de l'école primaire d'Ambatta dans le 7^e arrondissement, elle nous informe que, par manque d'enseignant dans leur centre, elle combine deux classes CP1A et CP1B pour travailler avec eux. Il faut aussi ajouter la mauvaise répartition des enseignants. Etant donné que tous les tchadiens sont conscients du manque d'enseignant dans leur système éducatifs, et ce faible nombre existant est reparti d'une façon arbitraire et injuste. Malgré l'effectifs pléthoriques des élèves par classe à N'Djamena, on trouve les enseignants qui recouvrent le cycle complet⁵⁴.

Lors de notre entretien avec le directeur de l'école de Dembe, il nous a signifié que, dans certaines écoles à N'Djamena il y a la pléthorique des enseignants. À l'exemple dans son établissement on trouve deux ou trois enseignants dans une seule classe et ils ne viennent même pas parfois au cours, la plupart sont devant la boutique de fois ils arrivent mais se regrouper sous l'arbre pour causer et rentrer à la fin de l'heure sans aller dans la salle de classe. Or dans certains quartiers de la ville il y a manque crucial des enseignants, on trouve un enseignant à la responsabilité de 2 niveaux de classes CM1 et CM2. Il ajoute que, dans les dix arrondissements, les pléthores des enseignants sont remarquables dans le 7^e, 9^e et 5^e arrondissement de la ville.⁵⁵

Un autre volet de problème dont la plupart des dirigeants de l'établissement public de la capitale se plaignent de l'irrégularité des femmes enseignantes dans leur lieu du travail. Pour les responsables en charges des écoles que nous rencontrons, nous fait comprendre que, ces femmes ne respectent pas les heures du travail et viennent à n'importe quel moment choisi. Chez eux la notion des horaires où du temps n'existent pas. Cette attitude n'arrange pas du tout les élèves. La rentrée des classes est par exemple prévue à 07h 30mn et la maitresse vient à 10h. Dans telle situation, comment la maitresse peut vraiment présenter les leçons du jour à ses élèves ? Or, les leçons sont réparties pour une durée de 5 heures sont ainsi dispensées pendant 2 heures du temps. D'autres parents qui, ayant appris que le formateur de leurs enfants est une femme, viennent demander le retrait de leurs enfants de l'établissement pour un autre⁵⁶.

Le non maîtrise des élèves, le nombre insignifiant d'enseignant et irrégularité des enseignants peuvent entrainer la baisse de niveau. La baisse de niveau devient un fléau dans le système éducatif de base à N'Djamena et devient un sujet d'actualité. Autre crise du système

⁵⁴ Rosine-Memadji, 32 ans, Enseignante, N'Djamena, 04 Octobre, 2023.

⁵⁵ Saleh Djibrine--Mahamat, 52 ans, Directeur de l'école de Dembé, N'djamena, 22 Juillet, 2023.

⁵⁶ Martin-Tanibe, 47 ans, Chef de classification des ressources humaines et matériels de l'école Madjorio, N'Djamena, 12 Octobr2023.

éducatif est la situation sociale d'enseignants. Il est important qu'on puisse dire quelque chose sur l'évolution sociale des enseignants tchadiens et leur formation.

3. La situation sociale des enseignants et leur formation

En effet, les enseignants tchadiens ne sont pas traités de même manière que les enseignants d'hier, car au lendemain de l'indépendance du pays, les enseignants étaient bien payés et bien gérés. Ils sont bien logés et dotés de moyens de déplacement, ils étaient les fonctionnaires les mieux respectés du milieu. Dans les provinces un enseignant est vu comme "un petit blanc". Lors de nos entretiens avec ex inspecteur en retraite, il nous a dit que, à leur temps un enseignant est bien payé, bien nourri, bien logé, doté de moyens de déplacement, l'enseignant devient comme demi-dieu. Il nous a signalé que, de nos jours les enseignants ont perdu leur valeur, place. Ils ne sont plus comme le passé, leur logement et déplacement ne sont plus l'affaire de l'État. Ils n'arrivent pas à se nourrir bien. Pire encore certains deviennent des quémandeurs du vin local dans les cabarets⁵⁷.

À N'Djamena, à cause du retard perpétuel dans le paiement de salaire des enseignants et comme l'affaire de location de maison leur incombe ; ils sont chaque fois chassés par les maîtres de concessions et les considérés comme des locataires insolubles. Une maîtresse de l'école primaire de zaraf nous raconte que, c'est à cause du retard de paiement de salaire elle était humiliée par son bailleur qui l'a traité de voleuse, elle souligne que les enseignants du primaire dans la ville de N'Djamena vivent une vie précaire et demandent au gouvernement de s'améliorer leur condition de vie. Les enseignants ne sont pas motivés car le niveau de salaire semble être très faible compte tenu de la cherté de vie dans la ville, ils sont éprouvés de difficulté à loger à prendre en charge les besoins vitaux de leurs familles. Leur carrière est si mal gérée qu'ils découragent parfois et cèdent à la paresse. Or, ailleurs, au Burkina-Faso par exemple, les enseignants, en sus de leurs salaires, régulièrement versés, bénéficient certains avantages liés à leur profession, telles que les indemnités de sujétion, de logement, de transport etc.⁵⁸

4. La formation des enseignants

La formation des enseignants se fait par des rigueurs partout dans le monde. Or, au Tchad c'est le contraire, la durée de formation initiale s'avère insuffisante car elle dure à peine sept mois de formation théorique et un mois de stage. À cause de cette courte durée, les deux stages :

⁵⁷ Naibaye, 77ans, Enseignant en retraite, entretien, 11 Novembre, 20203.

⁵⁸ Entretien avec Honorine-Memadji, 35ans, enseignante, N'Djamena, 03 septembre, 2023.

observation et responsabilité sont le plus souvent combinées, cela ne permet pas aux stagiaires de maîtriser la pratique de la classe. Le nombre insuffisant des psychopédagogues crée un certain nombre de faiblesse dans la qualité de formation des instituteurs⁵⁹.

La formation continue, bien que qu'elle soit très importante, n'a pas aucun regard particulier des autorités compétentes de l'éducation. Toutefois, l'appui extérieur vient quelques fois lui donne la vie. Depuis l'arrêt de l'appui de la coopération Suisse dans ce domaine, la formation continue des enseignants du primaire centre de formation continue (CFC) fonctionnent comme elles peuvent sans moyen adéquat pour améliorer la qualité de l'éducation. Lors de notre entretien avec le chef de classification des ressources humaines et matériels de l'école Madjorio dans le 1er arrondissement, nous a fait comprendre que le J.P(Journée Pédagogique) initié par l'État pour la formation des enseignants n'a pas des moyens adéquates d'ailleurs ce J.P forme que les enseignants pendant la rentrée académique en plein cours et c'est pour une journée, or d'après lui ailleurs la formation continue se fait pendant la fin d'année ; c'est le cas du Cameroun. La crise du système éducatif tchadienne ne se limite pas au problème d'ordre humain mais elle fait face aussi aux difficultés matérielles.⁶⁰

4.1.Le problème d'ordre matériel

Pour l'heure actuelle, on ne peut plus hésiter de parler des difficultés que rencontrent nos écoles sur le plan matériel. Ces difficultés s'expliquent par l'insuffisance de locaux d'accueil à cause de la pléthore d'effectifs d'élèves ; le manque de matériels didactiques et l'inadéquation d'utilisation de matériels.

4.2.L'insuffisance des infrastructures scolaires

L'enseignement de base au Tchad en générale et dans la ville de N'Djamena en particulier est un cycle de six niveaux d'études ayant un manqué des infrastructures scolaires. Avant les années 2000, le secteur base fonctionne à majoritairement grâce aux résidus infrastructurels de l'administration coloniaux. Ces bâtiments sont presque vieux insuffisants ne peuvent pas contenir tous les enfants scolarisables, la plupart des écoles ne bénéficies pas les infrastructures scolaires. N'djamena capitale de la république du Tchad qui compte plus nombreux des élèves à seulement 8% suivi les deux provinces du Logone occidentale et orientale avec 9%, tant disque Borkou, les deux Ennedi et Tibesti n'enregistrent que 0,5 à 0,6%, 0,4%, 0,3% des salles

⁵⁹ Revue tchadienne des sciences de l'éducation, n° 008, Spéciale Forum, 2012, p.6

⁶⁰ Martin-Tanibé, 47 ans, Enseignant, N'Djamena, 12 Octobre 2023.

de classe. La répartition des salles de classe dur et semi-dur selon statut d'établissement montre que le secteur privé représente le plus grand nombre des salles avec 71% suivi du public qui enregistre 58% des salles de classe et le communautaire avec 20%⁶¹.

Les écoles qui se trouvent dans la banlieue étudient dans des conditions défavorables. Les enseignants qualifiés sont insuffisants, de manuels scolaires, des salles, bancs et que huit (8) élèves s'assise sur les mêmes tables bancs et certains sont assis aussi au sol. Plus de 170 élèves dans une salle de classe, Faire recours aux enseignants non formés pour boucher le trou est l'un des problèmes majeurs qui empêche le développement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena. Les grèves répétitives viennent s'ajouter aux problèmes qui minent le développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. On compte pour l'année académique scolaire 2016-2017, 41354 salles de classe dont 18583(45%) en bon état et 22771 soit 55% sont en mauvais état contre 39302 en 2015-2016 soit une augmentation de 2049 (2%). Concernant les types de construction, 44% des salles en Seko, 48% en dur et semi-dur, 7% en banco et 1% en plein l'air, contre respectivement 47%, 45%, 6% et 0,8% l'année passée. On remarque que 51% de salles Seko sont dans les écoles communautaires, 41% au public et 8% aux privées⁶².

D'après les données statistiques de l'année scolaire de 2015-2016, le département de l'éducation nationale pour la commune de N'Djamena gère 721 écoles soit 145 publiques, 449 privées, 33 privées conventionnées et 94 communautaires avec un effectif total de 222388 élèves dont 108850 filles soit 49,14%. Ces écoles fonctionnent sous le prime de 4750 enseignants chargés de cours dont 2075 femmes soit 43,8% soit un ratio d'un instituteur pour 45 élèves. Dans le secteur public, on dénombre 109670 élèves, dont 51019 filles soit 46,5% et 58651 garçons soit 53,3% répartis dans 145 écoles encadrés par 1816 enseignants, dont 1352 enseignants femmes soit 74,4% et 446 enseignants hommes soit 25,6%. Il faut aussi ajouter 10017 maîtres communautaires. La ville compte 145 écoles réparties. Toutes ces écoles comptent 1129 salles de classes en dur, 1794 semi-dur, 29 en poto-poto et 20 en secko.⁶³

⁶¹ République du Tchad, Rapport annuel, 2014-2015.

⁶² République du Tchad, rapport annuel de Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique, 2016-2017.

⁶³ Délégation Provinciale de l'Éducation Nationale pour la Commune de N'Djamena. Rapport fin d'année scolaire, 2015—2016.

Tableau 4 : Récapitulatif de répartition des enseignants et élèves par sexe

	1erArr rondi	2eArr rondi	3eAr ron	4eAr ron	5eAr ron	6eAr ron	7ear ron	8eAr ron	9earr on	10eA ron	Tota l
N.E.P	22	14	8	6	7	11	23	18	17	9	135
% école	16,3 %	10,4%	5,9%	4,4%	5,2%	8,1%	17,0 %	13,3 %	12,6 %	6,7%	100,0%
Effectif des élèves	12428	7043	5133	5739	5777	6278	28198	17828	15197	6049	109670
% élèves	11,3 %	6,4%	4,7%	5,2%	5,3%	5,7%	25,7 %	16,3 %	13,9 %	5,5%	100,0%
Filles	5430	3414	2552	2013	2256	3398	15172	7085	7720	1979	51019
% filles	10,6 %	6,7%	5,0%	3,9%	4,4%	6,7%	29,7 %	13,9 %	15,1 %	3,9%	100,0%
Garçons	6998	3629	2581	3726	3521	2880	13026	10743	7477	4070	58651
% Garçons	11,9 %	6,2%	4,4%	6,4%	6,0%	4,9%	22,2 %	18,3 %	12,7 %	6,9%	100,0%
Ratio F /G	77,6 %	94,4%	98,9 %	54,0 %	64,1 %	118,0%	116,5%	65,9 %	103,2%	48,6 %	87,0 %
Effectif. enseignant	156	146	108	111	100	180	438	260	237	80	1816
%enseign	8,6%	8,0%	5,9%	6,1%	5,5%	9,9%	24,1 %	14,3 %	13,1 %	4,4%	100,0%
Femmes	77	107	71	79	67	146	394	206	164	41	1352
%Femmes	5,7%	7,9%	5,3%	5,8%	5,0%	10,8 %	29,1 %	15,2 %	12,1 %	3,0%	100,0%
Hommes	79	39	37	32	33	34	44	54	73	39	464
%hommes	17,0 %	8,4%	8,0%	6,9%	7,1%	7,3%	9,5 %	11,6 %	15,7 %	8,4%	100,0%
Ratio F /H	97,5 %	274,4 %	191,9%	246,9%	203,0%	429,4%	895,5%	381,5%	224,7%	105,1 %	291,4%
N. classes	138	95	68	72	58	101	298	168	174	61	1233
Ratio E/Clas	90	74	75	80	100	62	95	106	87	99	89

Source : Rapport fin d'année à la délégation provinciale de l'éducation pour la commune de n'djamena 2015 2016.

Les autres immobiliers constitués des latrines sont au nombre de 12488 dont 4713 pour les garçons soit 38% ,4606 pour les filles soit 37% et 3169 mixtes soit 25%.Au courant de cette même année ,3286 point d'eaux toutes catégories confondues ont été enregistrés soit un taux

de 74% en bon état contre 2087 points d'eaux de l'année 2014 soit une évolution de 1199 (36%). Selon statut de l'école, on dénombre 1717 points d'eaux dans l'établissements public soit 52%, 905 dans l'école privé soit 28% et 662 dans le communautaires soit 20%. Pour ce qu'il concernant les mobiliers, on a dénombré 49908 bancs soit 45% bancs de trois places et 55% de bancs de quatre places et plus et 229613 tables bancs dont 11% de table bancs de deux places, 64% de tables bancs de trois places et 24% de celles de quatre places. On compte au total 44471 tableaux y compris les tableaux muraux, 16833 tableaux/bureaux et 21046 de chaises pour les enseignants.⁶⁴

4.3.L'insuffisance des matériels didactiques

Les matériels didactiques sont l'ensemble des manuels, mobiliers et bibliothèques permettant le fonctionnement des établissements scolaires. On remarque que les écoles sont dépourvues de ces matériels nombre de table bancs et bancs dans des salles de classes est insignifiant. Dans des classes, d'autres élèves sont assis à même au sol. Ceux qui sont assis sur de table bancs ou bancs sont entassés comme des sardines. Voici par exemple l'ensemble de mobiliers, de l'année scolaire 1989-1990 réparties dans les 1868 écoles.

Tableau 5 : De répartition de mobiliers scolaire 1989-1990

Mobiliers	Nombre
Table-bancs	62994
Tables	78178
Bancs	78178
Tableaux	7311
Chaises	1324
Bureaux	1033
Armoires ou placards	686

Source : Rapport de Service de la planification de l'éducation provinciale.

Compte tenu du grand nombre d'écoles, nous pouvons dire que ces mobiliers sont pratiquement insuffisants. D'autres n'en bénéficient pas du tout. C'est dans cette optique que le secrétaire d'état de l'éducation nationale s'était écrié en ces termes : " les limitations imposées par la conjoncture font naitre des obstacles qui sont : l'insuffisance des moyens

⁶⁴ République du Tchad, Rapport annuel, 2015-2016.

matériels plus loin il ajoute : si dans les autres centres urbains certains élèves ont à leur disposition des livres, et écrivent sur les cahiers, d'autres élèves au Tchad ne connaissent ni tableau, ni livre, ni cahier⁶⁵. Au lendemain de l'indépendance du pays, tous les élèves tchadiens bénéficiaient de la part de gouvernement des livres, cahiers, gommages, règles, plumes et autres...Dorénavant les élèves vivent le revers. Dans les écoles visitées du CP1 jusqu'à CM2, on s'aperçoit que c'est seulement les fils des fonctionnaires bien placés qui sont dotés de manuels scolaires très suffisants.

Cette situation est la même pour le cas de la ville de N'Djamena ou, les écoles sont majoritairement communautaires et donc ne dispose pas de moyens pour se procurer des manuels d'autant que l'État n'arrive pas à couvrir ce besoin important. Ces manuels disposés ne couvrent pas les besoins sur le terrain en chassant que le nombre de scolarisés est de plus en plus élevé. Lors de notre entretien avec une enseignante de l'école primaire de Moursal, elle nous a signifié que la plupart des élèves n'ont pas des livres, un livre de calcul regroupe 3 élèves et de même qu'un livre de calcul regroupe deux enseignants qui peuvent préparer les cours aux élèves. Selon elle c'est de chose bizarre, les maitres mêmes sont dépourvus de manuels de préparation de cours.⁶⁶

Dibe-galii et Nomaye-Madana, nous fait savoir que, les matériels éducatifs disponibles sont quantitativement insuffisants, l'école tchadienne dispose d'un nombre restreint d'aides pédagogique y compris les manuels scolaires. Ils implorent qu'en 1998/1999 un élève ne dispose qu'un seul manuel, les budgets insuffisants qui doivent couvrir autant tous ; les traitements des enseignants ne laissent guère de fonds pour le financement du matériel et manuels scolaires. Pourtant il a été démontré que les manuels scolaires sont l'un des premiers facteurs concourant à l'efficacité de l'apprentissage. Ils indiquent que, l'insuffisance du budget, le pays souffre d'absence d'une industrie nationale de livre permettant d'attaquer le problème à la racine.⁶⁷

Selon l'annuaire statistique de 2010-2011 pour la ville de N'Djamena, un livre de lecture et celui de calcul est utilisé en moyenne par 4 élèves dans l'enseignement primaire et un livre de science pour 7 élèves en moyenne. Très souvent le matériel pédagogique fait défaut. Les enseignants qui veulent bien faire leur travail sont obligés d'acheter eux-mêmes le matériel de

⁶⁵ Discours du secrétaire d'état de l'éducation nationale à l'occasion de la rentrée scolaire, 1985-1986.

⁶⁶ Desiré-Belzoukoularie, 49 ans Enseignante, 02 décembre, 2023.

⁶⁷ Madana-Nomaye et Gali-Dibe, 2000 : "Conférence sur l'échec scolaire au Tchad : Causes, conséquence et stratégies de succès", PP.8-9.

travail en prélevant sur leur salaire dérisoire .Oumar-Hasan de l'école d'Ardep-Djouma, nous a bien signifié cela lors de notre entretien que son école ne dispose même pas d'une carte du Tchad, et chaque fois qu'il veut présenter une leçon de géographie ou histoire qu'il fallait recours au quartier pour en demander⁶⁸. Il y a un aspect important que nous devons signaler c'est la gestion des ressources matérielles et financier. Djimrassem Thales dans son ouvrage : " La crise de gestion de l'école tchadienne ", dans son analyse il a mis en lumière que la gestion est opaque, la plupart des gestionnaires de l'éducation détournent les biens matériels et fonds alloué à l'éducation pour leur propre compte. On retrouve des manuels scolaire et fournitures scolaires au marché. Il souligne que la gestion de l'éducation est dans la main des personnes qui ne soucie que de leur intérêt purement personnel, le bien commun est oublié et abandonné en faveur de bien personnel ou individuel⁶⁹.

Chaque fois, on dénonce les cas des détournements de matériels ou d'argent destine pour la fourniture scolaire. À titre illustration, en 2009, le ministre de l'éducation nationale a initié un marché de gré à gré, dont l'attributaire est limperie pint-tchad à un montant de 2499, 692,230 FCFA⁷⁰ est destiné à la fourniture de manuels scolaires. Les responsables du ministre ont suivi a plusieurs l'évolution de circuit de marche pour qu'il aboutisse avant la rentrée scolaire 2009-2010.En fin de compte, il s'est avéré, le fournisseur a obtenu un faux procès-verbal de réception, mais avoir livré le matériel scolaire. Il s'est payé 1,5 milliards. Une enquête a permis d'identifier des personnes présumés coupables ou complices dans le détournement ainsi commence des séries d'interpellations et d'arrestations, trois ministres sont envoyés devant la haute cour de justice de N'djamena, il s'agit de Abderrahmane Koko ministre de l'éducation nationale, Oumar Boukar en charge du budget et l'Imane Mahamat secrétaire général du gouvernement. Le détournement de fonds alloué pour l'éducation constitue un handicap pour le développement de l'éducation de base. Il existe encore un autre problème, c'est celui de l'inadéquation d'utilisation de matériels.

4.4.L'inadéquation d'utilisation des matériels pédagogiques

Nous venons de montrer le manque de matériels didactiques dans le système éducatif tchadien. Nous avons également montré que le peu qui existe, est ainsi exprimer le fait que les enseignants tchadiens de l'élémentaire ne peuvent pas avoir le même programme pédagogique.

⁶⁸ Oumar-Hassan, 40 ans, Directeur, N'Djamena, 06 Décembre, 2023.

⁶⁹ Thales-Djimrassem : "La crise de gestion de l'école tchadienne", Paris : Edilivre, 2017.

⁷⁰ Gerard-Sanga ndem : "Affaire du détournement de 1,2 milliard des manuels scolaires de 2009", *Journal, le Progrès*, N° 2879, 2010. PP.1- 4.

Nous prenons comme exemple les classes du Cp2, nous verrons qu'à travers toutes les écoles publiques de la ville, les enseignants n'utilisent pas les mêmes manuels pédagogiques, les uns utilisent comme livre de lecture "L'école Africaine" d'autres « j'apprends à lire », certains utilisent nouveau livre de lecture "Etoile". Ainsi à partir du cp1 jusqu'au CM2, il y a inadéquation des manuels. Face à cette situation, il serait difficile d'apprécier le niveau des élèves d'autant plus que les enseignants font tout ce qui leur semble bon. D'ailleurs ces enseignants parfois durant toute l'année scolaire ne reçoivent pas les visites de leur inspecteur⁷¹.

En nous posant la question de savoir les problèmes d'ordre humain et matériel de l'éducation de base, nous avons présenté d'abord les problèmes humains en parlant de l'insuffisance des enseignants et leur situation sociale. Pour les problèmes d'ordre matériel nous avons signalé l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance de matériels didactiques et en fin l'inadéquation d'utilisation de matériels pédagogiques qui handicaps le développement de l'éducation de base. Cette fois-ci il est question pour nous de parler des difficultés d'ordre Administratif et financier.

5. Les problèmes d'ordres administratif et financier

5.1.Les problèmes d'ordre administratif

Comme dans toutes administrations scolaires des pays du tiers monde, l'administration scolaire tchadienne est confrontée à d'énormes difficultés. Il y a d'abord le manque d'administrateurs scolaires, le retard dans la publication des enseignants affectés puis leurs difficultés d'avancement.

5.2.Le manque d'administrateurs scolaires

Pour parler de ce problème de l'administration scolaire, il est question pour nous de présenter l'administration tchadienne avant de toucher l'administration scolaire qui représente un élément de cet ensemble.

⁷¹ Wabeuh-Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad : Exemples des écoles primaires de N'djamena", Mémoire fin d'année du premier cycle, Ecole Nationale d'Administration et Magistrature, 1992.

Cependant, en ce qui concerne l'administration tchadienne, nous pouvons dire qu'elle est une administration sous administrée. Il se pose délicats problèmes pour l'adaptation des structures de l'administration tchadienne aux missions qu'elle doit accomplir. Disons que la sous administration au Tchad est le reflet d'un ensemble de facteurs défavorables au développement. Disons aussi que cette situation a conduit le Tchad à se contenter d'une administration médiocre. Cause de la stagnation ou même de répression. Il en résulte des malaises, des contradictions. C'est-à-dire des querelles congénitales. Nous entendons encore par sous administration de l'état d'insuffisance par rapport à un niveau d'équilibre économique, sociale et culturel. À l'exemple de cette administration, l'administration scolaire qui représente une partie de cet ensemble présente ce même tableau. L'administration scolaire ne s'adapte pas aux É, inadéquate, arbitraire, désarticulée et même pragmatisme. Cette administration mérite les qualifications ci-dessus à cause de ses agents qui ne remplissent par leur fonction d'administrateurs. Ces agents sont toujours pris au hasard. Ils n'ont pas suivi une formation en administration scolaire, ce qui fait que cette administration se dégrade de plus en plus. Prenons exemple d'un intendant : Bien qu'étant agent de l'État soumis à des heures fixes du travail, il est astreint à une présence fréquente au lieu de travail en dehors même des heures légales. Cette pratique n'apparaît pas dans notre administration scolaire.⁷² D'ailleurs l'intendant se choisit toujours arbitrairement et ignore même les limites de ses attributions.

De plus nous ne manquerons pas de toucher les inspecteurs de l'enseignement élémentaire qui ne jouent pas leur rôle. Ces personnes une fois nommées inspecteurs se sentent carrément décharger des tâches administratives. La plupart d'entre eux durant toute l'année scolaire ne songent pas à effectuer des visites dans les écoles de leur circonscription, pour prendre de connaissance du fonctionnement. Parfois ceux qui en font, vont tout juste auprès des directeurs d'école soutirer une part de cotisation d'APE, pour une bière de la journée. Encore les véhicules de l'éducation nationale sont utilisés à d'autres fins contraires aux tâches de l'éducation du pays⁷³.

L'administration scolaire à N'Djamena est politisée, la plupart des responsables en charge de l'éducation primaire ne sont pas du domaine ce sont les militaires, policiers et gendarmes qui n'ont aucune expérience. Djimrassem Thales nous importe dans son ouvrage trois possibilités pour être nommé à un poste de responsabilité dans le secteur éducatif au Tchad : Il faut

⁷² Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad..." p. 35.

⁷³ *Ibid.* p.36.

appartenir au parti au pouvoir. Il s'agit du premier jeu. Le deuxième défaut d'appartenir au parti au pouvoir, il faut être dans la mouvance présidentielle. La troisième, c'est d'avoir un parent qui soit ministre, ou soit à un parti au pouvoir. Ces en vertu de ces possibilités qu'on peut espérer à obtenir un poste de responsabilités sans tenir compte de la hiérarchie supérieure. Les administrateurs de l'éducation que nous rencontrons nous laissent entendre que, la nomination des enseignants non compétents aux postes de responsabilité entraîne le mécontentement aux enseignants compétents et qui ne travaille pas de bon cœur ; ils lâchent le travail et les enfants qui subissent les conséquences. Qu'à cela il est import de mentionner la corruption qui gangrène l'administration scolaire dans la ville de N'Djamena⁷⁴.

La corruption bat son plein dans l'administration de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. Lors de notre entretien avec Momadji-Julien, il nous laisse entendre que, des enseignants affectés dans les périphériques de la ville refusent d'y aller préfèrent plutôt de rester dans les centres urbains en négociant avec les responsables en charge de l'éducation provinciale par argent pour leur couverture, le recrutement des élèves dans les Ecoles Normales d'Instituteurs (ENI) ne se fait pas de manière transparente car quelque fois les vrais lauréats sont laissés pour compte et sont remplacés par des candidats dont l'admission a été favorisée par des pratiques peu orthodoxe, exemple de la situation des concours d'entrée à l'ENI de 2006 pour la ville de N'Djamena donc la liste des candidats a été affichée deux fois par Moussa-Kadam, cela explique que le recrutement des candidats de l'ENI ne se fait pas de manière transparente. Or l'article 05 de l'ordonnance n°003 /85 condamne la corruption mais cela n'est pas du tout respecté par les agents de l'administration⁷⁵. Au regard de la corruption, une autre difficulté est le retard dans la publication des enseignants affectés.

6. Le retard involontaire d'enseignants affectés

L'un des difficultés que rencontrent l'éducation tchadienne est le retard involontaire. Comme nous indiquons ci-dessus que l'administration est une administration inadéquate, voyons maintenant ces répercussions. En effet, l'une des causes de la baisse du niveau scolaire s'explique par les affectations d'enseignants. Concernant leur affectation étant donné que tout est centralisé au niveau de N'Djamena, nos enseignants ont la peine à prendre connaissance de leur lieu d'affectation. La publication des enseignants affectés se fait toujours tard. D'autres enseignants de province parfois s'en rendent compte non au début de l'année scolaire mais en

⁷⁴ Thales-Djimrassem : *“Peut-on sauver le système éducatif tchadienne”*?, Paris : Edilivre, 2018.

⁷⁵ Julien-Momadji, Inspecteur, N'djamena, 12/09/2023.

pleine année. Lors de notre entretien avec l'inspecteur⁷⁶ de l'école du centre, il nous laisse entendre que l'arrivée tardive du nouvel enseignant dans son poste de travail joue sur les élèves. Selon lui le programme d'enseignement de l'année est ainsi mal assimilé par les élèves, ainsi ils n'arrivent plus à rattraper les autres élèves. En fin d'année le résultat d'examen est souvent faible conduisant ainsi à un presque redoublement de la majorité d'élèves, ceci est beaucoup remarquable dans la classe de CMI avec les résultats du certificat d'Etudes Primaire Elémentaires. Il faut ajouter les difficultés d'avancement des enseignants⁷⁷.

7. Les difficultés d'avancements

Au Tchad les enseignants ont de problèmes d'intégration et avancements. En effet l'ordonnance n° 015/PR/86 portant statut général de la fonction publique stipule dans son article 65 que :

“L'avancement des fonctionnaires comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de grade ou de classe. L'avancement d'échelon est fonction à la fois de l'ancienneté et de la note obtenue par le fonctionnaire. L'avancement de grade ou de classe au lieu exclusivement au choix ou à la suite d'une récompense”⁷⁸.

Si les autres agents de la fonction publique bénéficient régulièrement de l'avantage de cet article, cela n'est pas le cas chez tous enseignants. D'autres enseignants tchadiens restent des années sans toutes fois être avancées. Leurs dossiers sont toujours dans les tiroirs. Ceux qui obtiennent régulièrement leur avancement sont des personnes qui ont des cousins ou d'amis au niveau de la fonction publique. À titre illustration des instituteurs qui viennent de finir leurs Eudes à l'Ecole Normale des Instituteurs est révélateur. Quelques-uns sont intégrés par fois 5 ans après leur sortie de l'ENI. Toutes ces difficultés font déplacer de temps en temps les enseignants vers la fonction publique. L'inspecteur de l'école du centre dans la 3^e arrondissement nous fait savoir que, c'est à cause de l'avancement certains enseignants sont parfois obligés de quitter leur poste de travail pour suivre le circuit de leurs dossiers d'intégration, avancement ou de reclassement voire la titularisation et laissent les enfants à la merci de Dieu. Pour résoudre ces problèmes c'est encore une tranche dure à avaler⁷⁹.

L'enseignant qui ne disposant pas de moyens corruptibles ne peut passer toute une année sans toutefois prendre de connaissance du circuit de son dossier à la fonction publique. Or,

⁷⁶ Garmadji--Ngarbatna, 50 ans, inspecteur, N'Djamena, 14 décembre, 2023.

⁷⁷ Madana-Nomaye, *L'Education de base au Tchad : Situations enjeux et perspectives*, Paris, Harmattan, 1998.

⁷⁸ Décret N° 0015 /PR/1986 portant Statut de la Fonction Publique.

⁷⁹ Garmadji-Ngarbatna, 50 ans, Inspecteur, N'Djamena, 14 décembre, 2023.

L'article 05 de l'ordonnance n°003/85 condamne la corruption. Les problèmes du système éducatif tchadien ne se limitent pas aux difficultés d'avancements mais aussi à la finance.

III LES DIFFICULTÉS D'ORDRE FINANCIER

L'éducation est un investissement économique et socialement productif. Dans de nombreux pays en développement, il est financé, et assuré essentiellement par l'État. L'expansion de l'éducation dépend par conséquent des ressources budgétaires disponibles. Étant donné que le Tchad, fait partie de l'ensemble de ces pays en voie de développement, ses ressources ne lui permettent pas d'investir dans le domaine éducatif, comme tous les pays sous-développés, le budget alloué à l'éducation est toujours inférieur à 50%. C'est ainsi nous verrons tout d'abord le sous-investissement primaire et la situation salariale d'enseignants.

1. Le sous-investissement dans l'enseignement primaire

L'éducation de nos jours par rapport à celle d'hier connaît d'énormes difficultés d'investissement. Dans le passé, le budget alloué pour l'éducation arrive à couvrir tous ses besoins. Mais il n'en est pas le cas, compte tenu du nombre des élèves, et de sa perpétuelle croissance, le budget alloué à l'éducation est très faible. On remarque également que, le gouvernement accorde beaucoup plus une grande importance à la défense qu'à l'enseignement primaire qui est considéré comme une priorité. À titre d'illustration la loi finance 2015 a été autorisée le recrutement à la fonction publique de 10419 agents. L'article 13 de la loi des finances portant budget général de l'État, repartit ces recrutements entre 12 départements ministériels. En juin, une loi rectificative à la loi des finances initiale a été promulguée par président Deby, revoyant à la baisse, de près d'un tiers, les recettes. Le département bénéficiant du quota le plus élevé est le ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants qui rafle 76,78%, soit les 3/4 avec le recrutement de 8.000 soldats, suivi par le ministère de l'Éducation Nationale qui recrute 1.500 agents soit 14,39%⁸⁰.

Deux enseignants primaires rencontrés lors de nos entretiens affirment que, le Tchad est dirigé par les seigneurs de guerres qui prennent le pouvoir par les armes et veulent s'asseoir au pouvoir par tous les moyens c'est pourquoi le budget annuel pour la défense est plus haussé que l'éducation. Les modalités de financement actuelles entraînent une allocation peu judicieuse des dépenses d'éducation de l'État. Il est clair comment témoigne l'effet de l'instruction sur les

⁸⁰ République du Tchad, budget, 2015.

revenus et la productivité, que, dans le pays, en moyenne l'argent investi dans l'enseignement primaire est deux fois plus rentables que dans d'autres. Mais les crédits de l'État ne sont pas repartis en conséquence. En proclamant l'éducation "des priorités des priorités", l'État devrait faire plus qu'il ne fallait pas maintenant⁸¹.

Les dépenses d'éducation ont représenté en moyen 9,3% des dépenses totale de l'État de 2007 à 2010. En 2012, la plupart du budget de l'éducation consacré exclusivement à l'enseignement primaire est estimée à 38,7%⁸². Selon le délégué provincial de l'éducation pour la ville de N'Djamena, le budget alloué pour l'éducation primaire pour la ville de N'Djamena est de 2% ce qui explique un faible total pour le développement de l'offre éducative dans cette ville qui enregistre chaque année un taux de scolarisation excellent par rapport aux autres agglomérations du pays. Selon lui l'État prends le secteur de la défense comme un secteur prioritaire au détriment de secteur éducatif, il recrute constamment dans l'armée au lieu d'intégrer les enseignants pour renforcer l'éducation. Alors que la moyenne des pays francophones au sud du Sahara est de 25,5%. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes, ils nous disent clairement où se situe réellement la priorité dans ce pays ? Donc l'éducation reçoit peu d'investissement par rapport aux autres secteurs publics. Dans les normes de chose, dans l'école primaire, les dépenses de fonctionnement représentent 90 à 95% des ressources consacrées à l'éducation⁸³.

Mais, pour le Tchad c'est le contraire, l'État est incapable de financer ses dépenses ne puisse emprunter davantage vers l'extérieur. Or, il est évident que faute d'emprunt la seule solution possible consiste à faire vivre l'éducation d'expédientes, exemples de nouvelles écoles ouvertes sans enseignants qualifiés, sans matériels pédagogiques ou sans équipements abondant. L'enseignement primaire devrait être le niveau vers lequel les investissements devraient être dirigés en priorité, suivi par l'enseignement secondaire. Ainsi il n'est pas encore tard pour le Tchad de corriger cette tendance, s'il ne veut pas rater le rendez-vous de demain. N'oublions pas que la force des nations modernes se mesure aux prix qu'elles accordent à l'éducation de la jeunesse.

Il faut signaler que, l'insuffisance budgétaire pour l'enseignement primaire dans la commune de N'Djamena a fait que, les conditions d'études à l'école primaire dans la capitale

⁸¹ Entretien avec Allharabaye François et Saleh Hamed, tous deux Enseignants de 45 et 50ans, N'djamena, 23/01/2024.

⁸² Rapport PASEC-Tchad, 2007.

⁸³ Entretien avec Nadji Ibrahim-Abakar, 51 ans Délégué, N'Djamena 12 Octobre, 2023.

est précaire. Il y a manque d'entretien des tables-bancs ; les forages, latrines hors usages dans la plupart des écoles. L'Ecoles primaires dans la ville dispose au total 151 points d'eau et 459 WC, certains sont en pannes. Ils ne sont pas entretenus et manque d'hygiène autour de ces ponts d'eau est WC⁸⁴. Il nous paraît nécessaire de suggérer la situation de salariale d'enseignants.

2. La situation salariale des enseignants

Dans la fonction publique, l'éducation occupe la première place en nombre. Mais on a l'impression que par rapport aux autres agents de la fonction publique, l'enseignant tchadien est très mal vu. L'État faisait semblant d'accorder une très grande importance à ses agents mais en réalité, nous insistons que les enseignants sont marginalisés et d'ailleurs nul n'ignore cette triste réalité. Le statut de la fonction publique paye seulement le diplôme d'enseignants et non le travail. Les exemples abondent avec nos enseignants de la province qui sont soumis au système de classe multigrades qui expliquent par la présence d'un enseignant à 2 niveaux de classes différentes. Si le statut de la fonction publique ne payait pas seulement le diplôme, normalement l'enseignant qui fait le travail de deux personnes doit avoir double de son salaire⁸⁵.

En dehors des autres secteurs publics cela n'est pas le cas. Prenons le secteur finance : Ces agents bénéficient d'abord d'un statut particulier. Et en plus ils sont rémunérés quand ils effectuent des travaux en dehors des horaires normaux. Pourquoi l'Etat crée-t-il cette dichotomie ? Autrement dit les agents de finances sont –ils les détenteurs du secret du développement ? Pourtant chaque gouvernement par discours flatteur prône la priorité de l'éducation et la santé. Comme nous précisons le mot flatteur, dans la pratique on ne voit rien du tout. Pourtant un penseur contemporain avait bien fait cette remarque en disant que : "La théorie sans pratique est aveugle tout comme la pratique sans théorie est aveugle". Etant donné que les enseignants sont minimisés, et pourquoi ne pas leur verser régulièrement leur maigre somme ?

Toutes ces questions méritent de sérieuses réponses de la part du gouvernement. En un mot, les enseignants n'arrivent pas à percevoir leur salaire mensuel à la fin de mois. Il faut mettre 4 à 5 mois pour percevoir le salaire d'un mois ou par fois demi salaire. Le pire est celui

⁸⁴ Rapport enquête de l'Association Tchadienne pour la Réussite Environnementale, 2014 consulté, le 07 juillet 2023.

⁸⁵ Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad...", p.39.

des enseignants de la capitale. Ces enseignants souffrent que ceux de la province par cout de vie qui est chères si les enseignants ont grève pour l'adoption de leur statut particulier, nous pouvons les soutenir par ce que : plus ils travaillent, moins ils n'en bénéficient du produit. Ne dit-on pas que " toute peine mérite salaire" ? Pourquoi c'est le contraire chez les enseignants ? Même dans leur propre pays ils se sentent étrangers. Ils n'arrivent pas à s'épanouir. Le peu qu'ils revoient n'arrive pas à satisfaire les besoins de leur famille. Au moment où les autres fonctionnaires du pays mènent une bonne vie, les enseignants mènent une vie de la misère.

En définitive, nous pouvons dire que la précarité des conditions de travail dans les écoles primaires handicape la qualité des enseignants et des apprentissages. Les éléments déterminants de l'amélioration de la qualité du système se résument sur la qualification des enseignants, le taux d'encadrements, les manuels scolaires et les structures d'accueil posent énormément de problèmes pour le développement de système éducatif de base. Les manuels scolaires sont toujours insuffisants, même si on se rapproche des standards fixés à 1 livre de lecture pour 1,3 élève, 1 livre de calcul pour 2,7 élèves et 1 livre de science pour 9 élèves. Pour l'année 2010-2011, on enregistre un livre de lecture pour 4 élèves, un livre de mathématiques pour 4 élèves et un livre de science pour 7 élèves. Ainsi on constate une petite amélioration ces dernières années, le ratio reste de 62 élèves par enseignants ce qui est loin de la norme standard de 50 élèves par enseignants. Le ratio élèves/salle de classe en matériaux durable reste trop faible.

**CHAPITRE II : INITIATIVE D'AMELIORATION DE
L'OFFRE EDUCATIVE DADNS LA VILLE DE
N'DJAMENA**

Les problèmes du système éducatif tchadien n'ont pas laissé l'État indifférent. Ce dernier a multiplié les réformes pédagogiques et les mesures d'accompagnement pour lutter contre la déperdition scolaire et l'alphabétisme grandissant dès l'année 1982. Il a été soutenu dans ses efforts par les confessions religieuses et les parents d'élèves avec la création de l'association des parents d'élèves (APE), et pour garder le secteur de l'éducation qui est en crise, plusieurs couches sociales ont apportés leurs soutiens dès le début des années 1982. Dès lors, quelles sont les initiatives du gouvernement pour la résolution de la crise scolaire dans la ville de N'Djamena ? Pour répondre à cette question, il est question pour nous allons présenter des initiatives étatiques, des confessions religieuses ainsi que l'apport des parents d'élèves considérées comme bailleurs de fond incontournable qui finance en premier lieu l'éducation de base.

I. L'ÉTAT : UN ACTEUR INDISPENSABLE DE L'ÉDUCATION

Depuis quelques décennies le gouvernement tchadien n'a ménagé aucun effort pour l'accroissance de l'offre éducative. Pour sa part, le gouvernement tchadien a amélioré les réformes et les innovations avec l'adoption des nouveaux programmes scolaires, les nouvelles infrastructures scolaires en construisant partout les salles de classes. Il offre davantage avec la mise en place du Centre National de Curricula (CNC), les manuels scolaires, la formation des enseignants ainsi que le recrutement du personnel enseignant¹.

1. Les réformes éducatives

Les réformes qui ont jalonné de l'école tchadien, héritière du passé colonial. L'école tchadienne est régie depuis l'indépendance par un système d'enseignement dont le contenu et la méthode ne cadre pas avec les réalités socio-culturelles et sociales du pays. Depuis l'indépendance, l'évolution de l'école tchadienne est jalonnée d'une kyrielle de réformes qu'il convient de mettre en relief afin de mieux saisir la crise que traverse l'institution scolaire.

Lors de la conférence inter saharienne sur les problèmes de l'enseignement et l'éducation tenue à Niamey, le Tchad a présenté son programme d'innovations de l'enseignement qui compte deux phases : Un cycle qui dispenserait en quatre années de cours et sur redoublement un enseignement élémentaire complet pour les élèves qui, pour une raison à l'autre, ne pourraient suivre leurs études, deuxième cycle comporterait les deux années de cours moyen

¹ Djendoroum-mbaininga : "Des manuels gratuites aux élèves au Tchad", *N'djamena bi-hebdo*, n° 981, 2006, p.2.

qui conduisent au certificat d'étude. Dans le cadre de nouvelle réforme, le premier président de la république du Tchad son excellent Francois-Tombalbaye apportera un grand changement dans le système éducatif tchadien avec reforme pédagogique par décision n° 811/MEN du 30 mai 1962, fixant les nouveaux horaires et programmes d'enseignement des écoles primaires dans la république du Tchad, les autorités nationales voient la "tchadianisation" des contenus de l'enseignement. Ainsi, une nouvelle réforme née de la conférence de Bongor sur l'inadaptation de l'école tchadienne met l'accent sur la nécessité d'améliorer l'enseignement du Français et l'importance de la ruralisation².

En 1966, le problème de la ruralisation a été posé en terme plus explicités. L'ordonnance n° 21/1966 fixant les objectifs et les méthodes de la nouvelle réforme, sert d' " analyseur " au système d'enseignement tchadien : donner au plus grand nombre possible la formation de base qui est le seul moyen de rendre les masses perméable aux progrès techniques et de former des producteurs et des citoyens ; fournir au pays des cadres moyens et supérieurs dont il a besoin. La ladite ordonnance est complétée par celle du qui modifie les programmes de ruralisation : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat l'hygiène et alimentation ont une place de choix. L'ordonnance prévoit également "élimination progressive des élèves trop âgés qui encombrant les cours moyens et à leur dissent initialement l'effectif des classes"³.

En 1975, les cadres de l'éducation de concert avec un certains experts ont signé cinq objectifs fondamentaux au projet de la nouvelle réforme : formation et perfectionnement des personnels nationaux devant concevoir, aimer et porter en effet la rénovation éducative et la réforme scolaire ; reformes des programmes et des méthodes de l'école élémentaire en mettant l'accent sur l'agriculture et les travaux pratiques de type artisanal ; reformes des programmes, des contenus de formation des personnels de l'enseignement élémentaire et l'éducation non formelle ; recyclage et perfectionnement des personnels de l'enseignement élémentaire en exercice ; éducation des adultes avec une attention prioritaire à l'alphabétisation des communauté. Ainsi cette initiative naitra dans le système éducatif une kyrielle de réforme et innovations pédagogiques de 1962 à 2006⁴.

Parmi les reformes subi par le système éducatif tchadien, nous nous intéressons aux programmes scolaires après les années de 1979

² "Structure d'un enseignement adopté Enseignement Généralisé". In-OCRS, Niamey, 5-9Juin19961, .10-12.

³ Conférence Jeunesse et plan de Développement, Conférence UNICEF, 1972, Afrique de l'Ouest et du Centre, P.125.

⁴ Document "Jaune ". Projet CHD/75/009/A/01/12.

De 1982 à 1989, l'on note qu'il y a une reprise des activités dans les administrations tchadiennes après la guerre civile qui met à terre l'administration tchadienne. Le but primordial de cette tentative était de redémarrer le système éducatif qui était détruit par les événements douloureux que le Tchad n'a jamais connus et qui ont affecté le secteur éducatif. Une main est tenue par le gouvernement aux partenaires extérieurs pour en fin joindre les deux bouts. Cette main tendue a occasionné l'arrivée massive et simultanée des ONG humanitaires au Tchad dans les années de 1982 à 1986⁵.

Au Tchad, à partir de 1990, on assiste à une nouvelle réforme éducative. Stratégie du gouvernement consiste ici de parler de la formation en liaison avec l'emploi et la signature d'un décret présidentiel créant des organes de pilotage de ladite stratégie. Cette réforme semble rehausser un peu le taux des scolaires, mais force est de constater que, l'économie nationale ne permet pas de construire véritablement les salles de classes et former un nombre d'important des enseignements. Ces soucis ont conduit l'innovation pédagogique de grands groupes ou encore la pédagogie à "double vocation" expérimentée à N'Djamena et à Abéché. Stratégie mise en place consiste à donner à un seul enseignant, 200 élèves le matin et une autre dans l'après-midi. Les systèmes multigrades ont été expérimentés dans la gestion des classes multigrades au niveau rural (banlieue de la ville) où l'on constate le des enseignants⁶.

La huitième réforme est celle dont, l'accent a été mis sur l'Éducation Vie famille (EVF) introduite dans l'année de 1991, qui vise à réduire le taux de mortalité le plus élevée dans le pays et pour assurer le bien-être de la population. Ainsi, la neuvième réforme pédagogique introduite dans le système est l'éducation pour la santé. Le gouvernement tchadien a introduit depuis 1991 dans les programmes scolaires la question de la santé humaine (l'homme). Un projet expérimental a été conçu dans ce sens. Cette innovation est encore au stade d'élaboration de recherche méthodologique. Certains inspecteurs pédagogiques de l'enseignement primaire ont été initiés à la problématique de l'éducation à la santé.⁷

La deuxième innovation pédagogique est celle, qui met l'accent sur l'éducation à la démocratie et à la participation ainsi que l'enseignement au droit de l'homme. Notons que cette éducation du citoyen tchadien a été recommandée lors de la conférence nationale souveraine

⁵ Tchad : Opération d'Urgence Résultante de la guerre civile et de la Sécheresse, Novembre, 1981. Consulté, 12/02/2023.

⁶ Djimtola-N'gaoussedane. "Le système éducatif tchadien et ses répercussions socio-culturelles : Cas de la commune de N'Djamena de 1920-2010", Mémoire de Master, Université de Ngaoundéré, 2010.

⁷ Teguibé-Ndigmbaye. "L'Évolution de l'enseignement Secondaire Technique et Professionnel au Tchad de 1950-2005", Mémoire de Master en Science Pédagogique à l'Université de Mardif. 2009

tenue du 15 janvier au 24 avril 1993. Un autre mécanisme dénommé stratégie “ d’éducation et de la formation en liaison avec l’emploi ” fut adopté en 1990. Le projet prévoit une réforme profonde. D’après son contenu, les changements qu’elle doit engendrer se situe au niveau de la scolarisation pour tous surtout les filles tant pour les populations des zones rurales aussi bien sédentaires que nomades, mais aussi le problème de la gestion performante des écoles, des collèges, lycées et de l’université. Il faudrait à travers cette loi, assigner à chaque niveau d’enseignement des objectifs bien précis⁸.

En outre, les écoles primaires ont pour la finalité immédiate de préparer un enfant à être utile dans sa nation et sa communauté, ôté de lui la conception selon laquelle on va à l’école pour devenir fonctionnaire. En conclusion, l’enfant reste un acteur de développement, une personne apte à tout à faire pour sa prise en charge. La situation du 31 mars ne passe pas sous silence le problème de l’éducation. Selon les dispositions de l’article 35 aliéna indique “tout tchadien à le droit à s’instruction”. Ces différentes reformes et innovations pédagogiques ont conduit aux Etats généraux de l’éducation de 1994 pris l’adaptation de la loi n° 16 portant orientation du système éducatif tchadien en mars 2006⁹.

Aussi décret n°405 /MFPREM/2000 portant organisation et la mise en œuvre de l’apprentissage au Tchad du 08 septembre 2000, met l’accent sur la question de l’apprentissage sur toute l’étendue du territoire national. On retient de ce projet, la formation de toute personne âgée de 13 ans au moins une éducation professionnelle reconnue, permettant l’exercice d’un métier dans divers secteurs de l’activité économique liés à la production des biens et des services. Un certain nombre des règles ont été initiés pour la bonne marche de cette politique éducative¹⁰.

Une nouvelle politique pour le développement du système éducatif est envisagé dans les années 2006. Cette loi n° 16/PR/2006 du 13 mars 2006 a modifié sensiblement les structures du système éducatif. Ainsi, le système éducatif formel comprend présentement quatre niveaux à savoir : Le préscolaire, le fondamental, le secondaire et le supérieur 2006, le ministre de l’éducation nationale Moussa kadam entrepris des démarches pour actualiser le diagnostic du secteur en vue de préparer le Plan Décennal de Développement de l’Education et de

⁸ N’gaoussedane. “Le système éducatif tchadien...”, p.27.

⁹ République du Tchad, la loi N°16/PR/2006 du 13 mars 2006

¹⁰ République du Tchad, décret n° 405/MFPREM/2000.

l'Alphabétisation (PDDEA),prélude à l'adhésion du Tchad au Partenariat Mondial pour l'Education (PME)¹¹.

Suite aux difficultés de coordination et d'élaboration de ce plan, le gouvernement tchadien adopté en 2011 pour la préparation d'un plan intermédiaire pour l'éducation dénommé Stratégie Intermédiaire pour l'Education et Alphabétisation (SIPE), conçue pour la période de 2013-2015 et prolongée pour les autres décennies. Le rapport national de l'évaluation groupée du PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de le confèrent) de 2014 tombe à point nommé dans la mesure où la plupart de ses résolutions et recommandations seront prises en compte dans le PDDEA en cours d'élaboration.

Cependant pour apporter son appui, le président de la république fait de l'amélioration de la qualité de l'éducation son crédo pour transformer l'école en un véritable outil de développement socio-économique du Tchad .C'est dans ce sens que les efforts colossaux sont consentis par le gouvernement et les partenaires au développement pour les constructions des infrastructures scolaires, l'acquisition des matériels didactiques et la formation du personnel enseignant ; mais la situation demeure préoccupante¹².

Par contre, les politiques éducatives au Tchad semblent bien initiées, mais très mal gérées et mal orientées. De 1962 à 2006, ce long projet n'a pas apporté une grande chose dans le développement du système éducatif tchadien. Certaines réformes envisagées ne sont pas du tout appliquées sur le terrain pour cause de multiples problèmes d'ordre financier, technique, humain et bien que matériel. Voté c'est bon, mais la mise en application sur le terrain est aussi meilleure que ça. Les responsables en charge du département de l'éducation n'ont pas vraiment aidé le système éducatif, car chassant bien les maux qui minent le développement du système éducatif, ils ferment les yeux et votent des conditions irréalisations au nom du secteur. À titre illustration, la suppression des établissements d'enseignement public dans les coins reculés pour faute du personnel enseignant. Or, il suffit de proposer au gouvernement, le recrutement en quantité des enseignants en instance d'intégration au ministère de la fonction publique.¹³

¹¹ République du Tchad, la loi N°16/PR/2006 du 13 mars 2006

¹² Projet de Plan Intérimaire (1986-1988), Annexe 2, Op.cit., pp.56-62.

¹³ Rimtebeye-innocent : "La Word Vision Tchad et le développement du système éducatif de base à Moundou 1985-2018", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2021.

2. Amélioration de l'offre infrastructurelle et la formation du personnel

Après son accession à la souveraineté nationale, nul n'ignore que le gouvernement du Tchad a du mal à gérer les secteurs clés du pays. Pas de revenus porteurs, le pays gère le peu qu'il dispose. Comme partout ailleurs, la plus importante des dépenses d'éducation est financée par la ressource nationale publique provenant de la redistribution des impôts et taxes collectés par l'État. La spécificité du financement public des dépenses de l'éducation au Tchad jusqu'à une date récente est qu'elle ne recouvre pour l'essentiel que les dépenses de personnels enseignants et non enseignants. Entre 2000 et 2004, les infrastructures scolaires sont réalisées à un nombre acceptable, mais n'ont pas couvert tous les besoins. Étant province productrice de pétrole en 2008, la ville ne bénéficie que de 5% des revenus des pétroliers pour son développement. Étant certes vastes, les projets d'infrastructures scolaires réalisés inachevés n'ont résolu ces problèmes. La direction en charge de 5% des revenus gère très mal le fond qui est alloué au développement des secteurs clés de la ville¹⁴.

En comparaison avec d'autres pays du monde, les constructions de classe en dur et en semi dur sont particulièrement coûteuses. Ceci nous amène à réfléchir à une grande utilisation des modes alternatifs de constructions même si la durée de vie est moins longue, en valeur actualisée ces modes alternatifs restent nettement moins chers dans la mesure où les analyses montrent une absence d'impact du type de construction sur les acquisitions scolaires.

L'analyse dynamique de cette efficacité quantitative du système montre de progrès notables ont été réalisés, notamment du fait de l'accroissement massif d'un nombre d'enseignants communautaires, peu coûteux pour le système mais permettant de scolariser en 2004 la majorité des enfants tchadiens. Dans les années de 1995 à 1996, la durée moyenne de scolarisation ne valait que 2,9 années pour 1,5% du PIB alloué au secteur de l'éducation, soit environ 1,9 années de scolarisation pour chaque pourcentage de PIB. Les redoublements et abandons coûtent cher au système et ne produisent pas de résultats. Les rendements internes du système éducatif tchadien (le rapport entre sa production en termes d'élèves à chaque cycle et son coût en termes d'années - élèves consommées) sont parmi les plus faibles observés sur le continent. Le coefficient d'efficacité interne du cycle primaire s'établit à seulement 49%, ce qui signifie que plus de la moitié des ressources sont pour la plupart gaspillées par le système

¹⁴ Goloum-Dewa. Quelques informations sur les dépenses de l'État sur l'éducation nationale. N'Djamena, Exposé débat CEFOD, 04 janvier 2017.

soit pour payer des années redoublées soit pour payer des années de scolarisation d'élèves abandonnant avant le CM2¹⁵.

Le budget national de l'État qui finance les salaires du personnel enseignant, construction des infrastructures scolaires et les équipements, les matériels didactiques et les manuels scolaires. La gestion des ressources est assurée aussi bien au niveau central que décentraliser. Notons les personnels sont en général ; mis à la disposition des délégations provinciales de l'éducation nationale qui affectent dans les inspections scolaires, les établissements et les centres de formation. Toutefois, les ressources financières mobilisées par le gouvernement tchadien à partir des années 1992 à 2003 ont apporté véritablement un grand changement dans l'éducation et la formation des enseignants.

3. La formation des enseignants

La formation du personnel enseignant est préoccupante par le gouvernement en place fort longtemps. Pendant la période coloniale, les titulaires du Certificat Primaire Indigène passent un concours d'entrée à l'Ecole Normale Edouard Renard au Congo Brazzaville (ENERCB) pour une formation de deux ans. Cette initiative coloniale a permis au Tchad d'avoir un nombre de quantité des moniteurs et instituteurs. À titre d'exemple, nous citons les tous premiers tchadiens recrutés par l'administration coloniale comme après le retour à la paix de la guerre civile, il s'agit de : Moussa Kadam ex ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, Abderrahmane Koko paix à son âme ministre de l'enseignement supérieur etc. Le Tchad a réussi entre 1994 et 1995, à restaurer les fonctions de base de l'État à améliorer la gestion macro-économique du pays et à engager des réformes structurelles. Entre 1995 et 2000, la performance économique est significativement de meilleure que dans la décennie mais dans la période récente, l'économie nationale fait l'objet d'un changement substantiel de régime avec le développement des activités pétrolières. Les implications en termes PIB sont tout à fait positives, ainsi entre 2002 et 2005, est-il envisagé une augmentation du PIB en monnaie courante de 86 de 402 milliards de FCFA en 2002.¹⁶

Le problème de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena semble être préoccupé depuis quelques années. Avant 2000, le secteur éducatif de base ne fonctionne à majoritairement grâce aux résidus infrastructurels coloniaux. Ces bâtiments sont presque vieux

¹⁵ République du Tchad : rapport sur le développement de l'éducation, 1996.

¹⁶ Ministère de l'éducation nationale : plan national de formation continue des enseignants de l'élémentaire, 1996.

et insuffisants et ne peut pas contenir tous les élèves scolarisables. Au lendemain de l'exploitation du pétrolière dans la province, la ville de N'Djamena reçoit le 5% en étant province productrice ; avec le 5% de revenus dédiés à la ville, beaucoup des travaux sont réalisés. Les constructions des bâtiments scolaires, la création des nouvelles écoles, l'amélioration des établissements scolaires, le recrutement du personnel enseignant et bien d'autres réalisations sont à noter. À titre d'exemple nous aurons ci-dessous, le nombre des enseignants, des écoles, élèves et classes dans différents arrondissements.

Tableau 6 : Récapitulatif de répartition des enseignants et élèves par sexe 2015-2016

	1erAr rondi	2eArr ondi	3eAr ron	4eAr ron	5eAr ron	6eAr ron	7ear ron	8eAr ron	9ear ron	10eA ron	Tot al
N.E.P	22	14	8	6	7	11	23	18	17	9	135
% école	16,3 %	10,4%	5,9%	4,4%	5,2%	8,1%	17,0 %	13,3 %	12,6 %	6,7%	100, 0%
Effectif des élèves	12428	7043	5133	5739	5777	6278	2819 8	1782 8	1519 7	6049	109 670
% élèves	11,3%	6,4%	4,7%	5,2%	5,3%	5,7%	25,7 %	16,3 %	13,9 %	5,5%	100, 0%
Filles	5430	3414	2552	2013	2256	3398	1517 2	7085	7720	1979	510 19
%filles	10,6%	6,7%	5,0%	3,9%	4,4%	6,7%	29,7 %	13,9 %	15,1 %	3,9%	100, 0%
Garçons	6998	3629	2581	3726	3521	2880	1302 6	1074 3	7477	4070	586 51
%Garçons	11,9%	6,2%	4,4%	6,4%	6,0%	4,9%	22,2 %	18,3 %	12,7 %	6,9%	100, 0%
Ratio F /G	77,6%	94,4%	98,9 %	54,0 %	64,1 %	118, 0%	116, 5%	65,9 %	103, 2%	48,6 %	87,0 %
Effectif. enseignant	156	146	108	111	100	180	438	260	237	80	181 6

%enseign	8,6%	8,0%	5,9%	6,1%	5,5%	9,9%	24,1%	14,3%	13,1%	4,4%	100,0%
Femmes	77	107	71	79	67	146	394	206	164	41	1352
%Femmes	5,7%	7,9%	5,3%	5,8%	5,0%	10,8%	29,1%	15,2%	12,1%	3,0%	100,0%
Hommes	79	39	37	32	33	34	44	54	73	39	464
%hommes	17,0%	8,4%	8,0%	6,9%	7,1%	7,3%	9,5%	11,6%	15,7%	8,4%	100,0%
Ratio F/H	97,5%	274,4%	191,9%	246,9%	203,0%	429,4%	895,5%	381,5%	224,7%	105,1%	291,4%
N. classes	138	95	68	72	58	101	298	168	174	61	1233
Ratio E/Classes	90	74	75	80	100	62	95	106	87	99	89

Sources : Rapport fin d'année à la délégation provinciale de l'éducation pour la commune de N'djamena 2015-2016.

Cependant, il est très difficile de connaître avec exactitude le nombre concret des bâtiments, enseignants et élèves dans le secteur éducatif de base dans ville de N'Djamena. Dans les années de 1982 à 2000. Les infrastructures scolaires réalisées dans la ville par le gouvernement tchadien est récente. Avant l'exploitation du pétrole, la ville est marginalisée à cause des coups d'État militaires répétitifs. Les autorités de l'éducation et les enseignants refusent le service de l'État à cause l'insécurité grandissante dans la ville. Le taux net scolarisation des 6-11ans dans cette ville était de 58,9%¹⁷. Ceci, selon les données statistiques de l'année scolaire de 2015-2016, le secteur de base dans la ville N'Djamena compte 222388 élèves dont 108850 filles soit 49,14%. Ces écoles fonctionnent sous le prime de 4750 enseignants chargés de cours dont 2075 femmes soit 43,8% soit un ratio d'un instituteur pour 45 élèves. Dans le secteur publique, on dénombre 109670 élèves, dont 51019 filles soit 46,5% et 58651 garçons soit 53,3% répartis dans 145 écoles encadrés par 1816 enseignants, dont 1352

¹⁷ Selon les résultats des ECOSIT3, 2011.

enseignants femmes soit 74,4% et 446 enseignants hommes soit 25,6%. Il faut aussi ajouter 10017 maîtres communautaires. La ville compte 721 écoles réparties ci-dessus. Toutes ces écoles comptent 1129 salles de classes en dur, 1794 semi-dur, 29 en poto-poto et 20 en secko¹⁸.

Dans l'enseignement moyen dans la ville de N'Djamena, on dénombre 283 établissements répartis comme suit : 54 publics, 182 privés, 22 privés conventionnés et 25 communautaires avec un effectif de 80143 élèves dont 33778 filles soit 42,41% et 2780 enseignants chargés de cours dont 398 femmes soit 14,32%. L'établissement publics comptent 5730 collégiennes soit 25,5% réparties dans les salles de classe et encadrés par 118 enseignants titulaires tout diplômes confondu et 416 enseignants contractuels qui s'élève à 416 dont 13 femmes.¹⁹

Nous retenons que, au Tchad 38,48% des écoles communautaires, 55,17% des écoles publiques, les écoles privés et 7% des écoles catholiques. Toutes ces écoles fonctionnent à la base d'un partenariat signé entre le gouvernement et son partenaire interne. Presque 78,08% des écoles tchadiennes se trouvent en milieu rural. Dans la plupart des cas, ces écoles sont sans enseignant qualifiés, sans tables bancs et manque des infrastructures scolaires. Dans ces zones généralement, l'école commencent tard et finissent tôt²⁰.

Les enseignants sont payés directement par services de finance de l'État. Des projets envisagés au nom du secteur de l'éducation s'orientent vers la construction et de la formation des enseignants et d'encadrement. Tout connaît un changement dans le système éducatif à partir 1990. Lors des États généraux de l'éducation nationale tenus du 19 au 29 Octobre 1994 à N'Djamena, recommandèrent la rénovation des programmes. Trois ans après, le ministère en charge de l'éducation nationale, par décret n° 12 /MEN/SE/DG/DEE/97, du 22 avril 1997, met en place une commission nationale et des commissions locales de rénovation des programmes de l'enseignement élémentaire. Cette commission a œuvré pour la formation continue des enseignants de tous les nouveaux d'enseignement.²¹

Pendant la période de 1999 à 2005, 1522 enseignants formés choisis pour la rénovation des programmes contre 803 enseignants enregistrés à la période précédente. Il faut noter que, les enseignants licenciés et assimilés représente 25,29% les contractuels est de 15,44% ; les

¹⁸ Rapport des données statistiques, 2015-2016.

¹⁹ Rapport fin d'année scolaire de la province de N'djamena, 2016-2017.

²⁰ Teguibé-Ndigmaye. "L'Evolution de l'enseignement Secondaire...", p.40.

²¹ *Ibid*, p. 55.

vacataires et bénévoles 13,92%.certifiés et assimilé 12,28% ;professeurs de CET s12,28% les professeurs du CEG et assimilés 10,11% ;vacataires de services National 5,25% ;les instituteurs 4,99% ;les maitres travaux et chefs ateliers 4,99% et autres 1,51%.Aucune de ces tentatives n'a donné des résultats satisfaisants. Un certain nombre des cadres du pays sont désignés pour s'en charger de ce projet .Dans l'année 1994 – 1999, le système éducatif a vu une augmentation de nombre de personnel enseignant. Ces enseignants sont repartis dans différents cycles d'enseignement²².

Cependant, la multiplication des Ecoles Normales Instituteurs, Normales Supérieurs, les universités et instituts universitaires par l'État permet de former un bon nombre important d'enseignants pour tous les cycles confondus. L'État s'est orienté depuis 2004 vers la formation des enseignants et subventionné leur prise en charge. La politique du gouvernement permet de contractualiser tous les enseignants communautaires ayant obtenu un diplôme professionnel pour enseigner. Chaque année, l'État forme environ 3000 enseignants, mais défaut qu'il n'arrive pas à les intégrer directement ces nouveaux enseignants à la fonction publique. La majorité de son maitre enseignant en tant que maitres communautaires dans l'attente d'un poste fonctionnaire.

II LA CONTRIBUTION DES CONFESSIONS RELIGIEUSES

L'éducation est pour l'Eglise universelle un devoir qu'elle assume en tant que mère soucieuse de la vie humaine dans son intégralité. L'Eglise dont la mission première est d'annoncer la bonne nouvelle contribue pour le développement de l'éducation, un droit sacré pour tous les enfants du monde. Pour le Magistère de l'Eglise, l'éducation doit aider les enfants et les jeunes à développer harmonieusement leurs attitudes physiques, morales intellectuelles, à acquérir graduellement un sens plus aigu de leur responsabilité. Pour que l'œuvre d'éducation se réalise pleinement, l'Eglise n'entend pas agir seule mais en collaboration avec les parents d'élèves qui sont les premiers et principaux éducateurs de leurs enfants et avec la société civile²³.

Au Tchad, la rencontre du christianisme et des sociétés du sud tchadien remonte depuis 1920. C'est-à-dire à la veille de colonisation où des missionnaires et évangéliques venus des pays voisins précisément de la république centrafricaine et du Cameroun. L'arrivée de couple

²² Rapport d'enquête sur les enseignants, 2005.

²³ Djimrabé Didier-Djimrabaye : "Les problèmes de l'éducation au Tchad : quel défi pour la société et pour l'église". Mémoire diplômé en Théologie, Grand séminaire saint Luc de Dakara, 2002, p.26

Valery à Moundou en 1926. De Moundou, ils sont installés partout dans les contrées voisines. Le sud du Tchad est devenu leur lieu de refuge par rapport à sa position géographique limitrophe avec le Cameroun et la république centrafricaine. Parmi les Eglises qui sont implantées au Tchad, nous citons entre autres : Les assemblées chrétiennes au Tchad (ACT), les Eglises Evangéliques au Tchad (EET), les Eglises de Dieu. Il faut signaler que, les églises catholiques sont arrivées au Tchad et à N'Djamena avec une heure tardive²⁴.

Effet, tous ces missionnaires de différentes confessions religieuses ont tous pour mission d'évangéliser les populations tchadiennes au nom de la parole de Dieu. Ces missionnaires utilisaient la Bible traduite en *sango*, langue véhiculaire de la région, elles ont utilisé langue étrangère pour les tchadiens dans l'évangélisation et cette langue *sango* est interdite par le gouvernement en 1964. L'objectif de ces missionnaires, est de former des gens capables de transmettre la parole de Dieu qui est l'évangile la bonne nouvelle à travers les régions du Tchad pour conquérir les cœurs des populations au maximum que possible, c'est ainsi que la création des écoles des missions d'alphabétisation ou le cours des adultes en langue véhiculaire au sein de toutes les Eglises²⁵.

Pour joindre la parole à l'action, les différentes confessions ont œuvré pour la création des écoles précisément dans tout le sud du pays. Les missionnaires ont créé le premier cours d'alphabétisation en 1930. Certaines études scientifiques ont mis l'accent sur les efforts menés par des églises protestantes et catholiques pour le développement du système éducatif de base au Tchad. À titre exemple, nous nous sommes intéressés à l'article Hoinathy G-noubatan. Dans son article, il met en lumière que, depuis les années de 1920 jusqu'à nos jours, ces églises ont œuvré pour la création des multiples établissements d'enseignement primaire ainsi que les centres de formations du personnel enseignant²⁶.

Plus de 1000 écoles confondues sont créées par les différentes églises protestantes au Tchad, ainsi pour la ville de N'Djamena, l'Eglise protestante est arrivée en 1926 (A C T) assemblée chrétienne du Tchad qui a créé la toute première école en 1947. On compte dans la ville de N'Djamena plus de 200 écoles primaires sont créées par l'église protestante pour renforcer

²⁴ Makiko-Sakaï : "Introduction d'Christianisme au Tchad", Thèse Doctorat en Sociologie à l'Institut d'Etude pour le Développement Economique et Social, Université, Paris I la Sorbonne. P 396-404.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Noubatan G-Hoinathy : "Enseignement catholique : 60 ans service du Tchad", *Tchad culture*, n°281, 2009. p.23.

le développement de l'œuvre éducative. L'enseignement secondaire n'est pas du reste car, 35 collèges sont créés. Il faut ajouter la création de l'Université par EEMET²⁷.

Ces institutions créées viennent renforcer la contribution des églises protestantes pour le développement l'éducation. Leur contribution donne un coup de pouce au système éducatif tchadien car, certaines écoles créées aident le gouvernement dans sa responsabilité tant que premier responsable du secteur. Lors de notre entretien avec le secrétaire général de EEMET, il nous laisse entendre que, la contribution des églises est sans faille, la population augmente et le gouvernement seul ne peut pas donc c'est les écoles créées par les confessionnelles qui contribuent à l'encadrement des jeunes d'une façon dépaillée le gouvernement dans sa responsabilité²⁸.

Quant à mission catholique, elle a pris 20 ans de retard par rapport aux missions protestantes. À l'époque, le Vatican considérait que le Tchad appartenait au vicariat de Khartoum. Or opposé au régime fasciste de Mussolini, le gouvernement français ne voulait pas que les missionnaires s'installaient sur terrain de la colonie française. Ce n'est qu'après la guerre, avec l'abandon de tous les pays africains par l'idée que début l'implantation des missions catholique au sud du Tchad par décret Romain du 22 mars 1946. Certaines sources parlent de 1929 avec l'arrivée deux prêtres qui résident à Bangui qui se sont rendu au sud du Tchad en bicyclette et qui ont commencé à faire construction d'une église dans les périphéries de Moundou. Ce qui nous intéresse dans notre travail est leur apport pour le développement du système éducatif²⁹.

Selon le concile de Vatican II, tous les hommes de n'importe qu'elles race, âge ou condition, possèdent, en étant qu'ils jouissent de la dignité de personne, un droit inaliénable à une éducation qui réponde à leur fin propre, soit conforme à leur tempérament, à la différence des sexes, à la culture nationale et en même temps qu'ouverte aux échanges fraternels avec les autres peuples pour favoriser l'unité véritable et la paix dans le monde.³⁰

En restant dans cette logique, le projet de l'enseignement de l'Eglise catholique au Tchad indique : "la mission d'éducation vise à préparer les jeunes à entrer dans la vie active que les attend, en leur donnant la formation dont ils ont besoin, pour leur travail manuel et intellectuel".

²⁷ L'Entente des Eglises et Missions Evangélique au Tchad.

²⁸ Dr DJIMLINGAR-Madjibaye, 53 ans, secrétaire général d'EEMET, 24 Aout 2023.

²⁹ Sakai : " Introduction d Christianisme ...", p.397.

³⁰ Conférence Episcopale du Tchad, les Défis pour le Second Cinquantenaire, N'Djamena, le 28 novembre, 2012.

Cette initiative occasionné la création des écoles catholiques au Tchad et surtout les écoles primaires.

La construction des premières écoles catholiques au Tchad remonte dans les années de 1930 dans le Kouh avant de transférer à Doba à cause de mouche tsé-tsé puis dans les restes des provinces du Sud du pays dans les années 40. À N'Djamena, l'Église catholique est implantée en 1947, préfecture Apostolique de Fort-Lamy fut érigée en Diocèse en 1955 et Archidiocèse métropolitaine en 1961³¹.

L'Église catholique a créée au départ à Sarh en 1949 centre de formation pédagogique de Saint-Paul qui a permis de mettre à la disposition des écoles catholiques le personnel requis. Le développement du réseau d'écoles d'église lui permet d'assurer l'éducation chrétienne des enfants et des jeunes et aussi de contribuer efficacement à la formation des futures cadres tchadiens l'autre à Moundou pour les moniteurs dans les années de 1964. L'Église catholique est un lieu où tous les enfants du pays peuvent apprendre le vivre ensemble, c'est pourquoi l'Église catholique du Tchad a choisi de s'associer aux parents d'élèves sans distinction de religion, et au Ministère des Enseignements de base, Secondaires et Alphabétisation pour éduquer les enfants. Ils travaillent conjointement dans le cadre de financement l'éducation de base. Selon le conseiller pédagogique à l'inspection diocésaine des écoles catholiques, les APES s'occupent des charges inhérentes aux fonctionnaires courant, à savoir le paiement des quittances d'eau et électricité, le soutien aux maitres communautaires et aux sentinelles, elles appuient l'acquisition des fournitures et matériels didactiques en fonction des besoins exprimés par chaque établissement³². Une convention d'association signée en 1990 par le gouvernement et l'Église donne aux écoles catholiques associées dans le cadre d'élargir la création de l'école primaire. En 1999, la convention est révisée est élargie aux lycées et collèges.³³ À titre d'illustratif une école primaire construite par l'Église catholique en 2003.

³¹ Entretien avec Limaye mose-gama, 59 ans Conseiller pédagogique à l'inspection diocésaine des écoles catholique associées de n'djamena, 11 /08/2023.

³² *Idem.*

³³ *Idem.*

Photo N° 1 : Une école construite par l'Eglise catholique



Source : Cliché réalisé par Bonaventure Salnaye-Laomian, N'djamena, 22/12/2023.

Cependant, de 1947 à 2017, l'Eglise catholique compte 13 écoles associées dont 11 sont implantées dans la commune de N'Djamena et les deux autres dans le département de l'ougar, on compte 95 classes pédagogiques et avec un ratio de 64 élèves par classe. Les écoles catholiques associées ont accueilli 5386 élèves dont 2827 filles et 2559 garçons. Ces élèves sont encadrés par 84 enseignants tous grades confondus. Comme, l'Eglise catholique ne distingue pas la couleur de race, parmi les 5386 élèves, on note : 2361 catholiques soit 43,65% ; 1712 musulmans soit 31,56% ; 1231 protestants soit 22,76% ; 87 autres soit 1,51%. Les bâtiments sont construits en dur et semi dur, on n'y trouve pas Seko et poto-poto. Ces bâtiments sont dotés des mobiliers scolaires qui sont pour la plupart en bon état mais peu en mauvais état³⁴.

Il faut noter que les écoles secondaires ne sont pas du reste, on compte 9 écoles secondaires avec un effectif des élèves de 7012 encadrés par 444 enseignants de tout grade confondu, soit 15,79%³⁵.

L'apport des confessions religieuses contribue certes au développement du système éducatif au Tchad en particulier la ville de N'Djamena. Mais beaucoup reste à faire car, dans la ville de N'Djamena, l'on constate un nombre insuffisant des écoles primaires. Le taux d'inscription sont plus élevés et ne permettent pas aux enfants pauvres de fréquenter dans cette institution catholique. Elles ne sont pas les seules à appuyer le gouvernement dans le

³⁴ Rapport statistique de fin d'année scolaire 2016/2017.

³⁵ Rapport statistique de fin d'année scolaire 2022/2023.

développement du système éducatif dans la ville, mais les parents d'élève jouent un rôle non négligeable dans ce secteur de base.

III LA CONTRIBUTION DES PARENTS D'ÉLÈVES.

Depuis plusieurs décennies, sous l'effet de plusieurs conjonctures, les parents d'élèves prennent à bras le corps de la formation de leur progéniture. Vu l'importance de leur apport dans ce domaine, l'État les place en partenaires incontournables et reconnaît la légalité de leurs différents regroupements. Ils financent la construction des salles de classes et le recrutement du personnel enseignant.

Après l'indépendance, le personnel enseignant expatrié devait partir, les charges de l'État devenaient de plus en plus importantes alors que les ressources ne croissaient pas à rythme qui permettrait de les couvrir. À cette époque, l'aide extérieure était beaucoup plus orientée vers les économiques que vers sociaux (éducation et santé) par ce que les investissements à réaliser dans ces derniers secteurs étaient considérés comme non productifs. Pourtant, il faut multiplier les écoles pouvoir former les élèves en quantités et, surtout créer des écoles professionnelles (formation de maîtres d'école, d'infirmiers et bien d'autres domaines) pour pallier la carence en personnel et cadres après le départ des administrateurs. Il fallait fait appel aux parents d'élèves pour apporter leur contribution aux efforts déployés par l'État afin de limiter, voir enrayer, le cap qui devenait de plus en plus important dans le domaine l'éducation.³⁶

L'apport des parents d'élèves s'est accrue après la guerre civile de 1979, devant le manque de moyens, l'Etat a progressivement retiré son soutien social aux élèves et enseignants et même si certaines régions le reçoivent encore. Les parents d'élèves ont dû prendre le relève de l'État en assurant à leurs enfants les dépenses liées à la fréquentation scolaire tes que : livres, fournitures et autres, avant d'en venir aux équipements, au fonctionnement et aux constructions de hangars, salles de classes en banco et, progressivement, de bâtiments scolaires³⁷.

Cette nécessité des parents de s'organiser pour assumer leurs responsabilités a fait naitre les associations des parents d'élèves (APE) dans les années 1970. Cette prise de conscience s'est accrue avec la guerre civile de 1979, moment de troubles qu'a connu le pays. Dans les

³⁶ Education nationale : "les associations des parents d'élèves du Tchad : partenaires incontournables". *Tchad, culture*, n° 230, octobre, 2004, p.11.

³⁷ Education nationale : "les associations des parents d'élèves du Tchad...", p.12.

années de 1979 à 1982, l'État n'existe pratiquement pas. Alors, face à cette situation les parents d'élèves se sont reconstitués en une association pour résoudre cette carence.

Des populations isolées dans les provinces, ayant parfois les enseignants affectés dans leurs régions à cause de la guerre civile, ont dû à supplier l'État, elles ont maintenu avec les moyens insignifiants. Dans les zones rurales, les APE sont intervenues dans la construction des établissements scolaires dits écoles spontanées. L'objectif de la création de ces écoles n'était pas d'en faire des structures durables, mais de mettre l'Etat devant un fait l'obligeant ainsi à officialiser. Au fur à mesure, l'APE s'impose désormais comme partenaires de l'Etat dans le système éducatif. Ce qui explique la création de la Fédération Nationale des Parents d'Elèves du Tchad (Fenapet)³⁸.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Parents d'élèves du Tchad s'impose comme un partenaire efficace au côté de l'État dans le cadre de financement, constructions des infrastructures scolaires et la prise en charge du personnel enseignant. Lors de notre entretien avec le président de (FENAPE) dans son bureau sis au building de Moursal à N'Djamena, nous fait savoir que ,la contribution des parents d'élèves dans le cadre de financement de l'éducation au Tchad et dans la ville de N'Djamena montre à suffisance ainsi l'importance des besoins du système éducatif tchadien explique la mobilisation de plus en plus accrue des parents d'élèves qui apportent leur appui pour une meilleure éducation de leurs enfants³⁹.

L'apport des parents d'élèves dans le système éducatif tchadiens confondu est constitué des dépenses en capital du secteur de l'éducation et de la formation se chiffrent à 12,2 milliards de FCFA ce qui représentent 39% des dépenses publiques d'éducation, pendant l'exercice budgétaire de 2000,57% des crédits d'investissement publics, soit 60% des ressources extérieure allouées à l'éducation ont été consacré à l'élémentaire. L'enseignement secondaire général et l'enseignement technique professionnel ont reçu respectivement 25,4% et 8,8% des investissements opérés au cours de la même période. Par contre, l'enseignement supérieur et l'alphabetisation n'ont pratiquement pas bénéficié de crédit d'investissement. Cette distribution confirme la première place occupée par l'enseignement élémentaire dans le classement des priorités du secteur⁴⁰.

³⁸ Arrêté N° 155/1994 portant création et réglementation des associations des parents d'élèves.

³⁹ Entretien avec Bamaye Mamadou-Boukar, 60 ans Président, N'Djamena, 22/07/2023.

⁴⁰ Education nationale : "Les associations des parents d'élèves du Tchad...", p.16.

On peut estimer à 2,277 milliards de FCFA pour l'année 1997 à 1998, l'apport des parents d'élèves à la scolarisation de leurs enfants dans les établissements d'enseignements public tous ordres confondus, soit 63,4% des ressources extrabudgétaires, avec la répartition suivante par niveau d'éducation. L'élémentaire a un montant de 1,336 milliard de FCFA couvrant entièrement les droits de scolarité et les cotisations des APE. Ces apports représentent 31,2% de la dépense totale à ce niveau, soit une dépense moyenne de 2197 FCFA par élève. La cotisation moyenne des APE par élève se chiffre à 597 FCFA en 1997 à 1998. La contribution des parents d'élèves est minimale en milieu rural et beaucoup plus important dans les zones urbaines. Les autres dépenses privés des (livres, fournitures et équipements scolaires, uniformes tenues scolaires, blouse, vêtements de sport, cours particuliers, etc.⁴¹

La contribution des parents d'élèves ne se limite pas au niveau public, mais aussi privés. L'apport des parents d'élèves dans le secteur privé s'élève à 1,524 milliards de FCFA soit 22,6% des ressources non budgétaire de l'éducation. En effet, dans l'école communautaire, l'intervention des parents dans les écoles communautaires ne couvre que l'enseignement élémentaire pour un total de 833 millions dans les années de 1997 à 1998. Elle représente 12,4% des apports non budgétaires au secteur de l'éducation. Elle permet de financer la prise en charge partielle de maitres et le fonctionnement des écoles.⁴²

Au total, les apports extrabudgétaires se chiffrent à 6,744 milliards de FCFA en 1998 qu'il faut ajouter au montant de 26,067 milliards de FCFA de ressources budgétaires pour trouver la dépense totale d'éducation en 1998, soit 32,811 milliards de FCFA. Les dépenses extrabudgétaires représentent 20,6%⁴³ de la dépense national d'éducation et 26% des dépenses publiques du secteur. La dépense d'éducation au Tchad s'élève en 2000, à 40,11 milliards de FCFA, dont 31,20 milliards de dépenses budgétaire, l'effort global du pays représente 3,9% du produit intérieur brut⁴⁴.

En outre, le financement de l'éducation des enfants par les parents à travers les associations des parents d'élèves ne fait aucun doute. En 1991, la contribution des associations des parents d'élèves (APE) pour la seule ville de N'Djamena a été de plus en plus de 2 milliards deux cent millions de FCFA. Pour l'année scolaire de 1995 à 1996 celle-ci se chiffrera à plus

⁴¹ Education nationale : "Les associations des parents d'élèves du Tchad...", p.11.

⁴² *Ibid*, p.17.

⁴³ Source : Education et formation au Tchad, recueil d'études thématiques, Unesco 2002.

⁴⁴ PASEC2000-Tchad, Ministère des finances et du budget : de penses publique en éducation pour l'enseignement primaire.

de 1 milliard de FCFA. Ainsi, tous les ans, qu'ils en aient les moyens ou pas, les parents s'évertuent à faire face à ces exigences actuelles qui conditionnent l'avenir de leur progéniture⁴⁵.

Il faut noter que, l'association construit un beau nombre des bâtiments semi durs et durs un peu nombreux dans la capitale, 40 salles de classe semi durs sont construites, 28 en matériaux provisoirement et 140 salles en secko. Ces bâtiments sont réalisés à travers les frais d'inscriptions des apprenants ainsi que l'appui de bonnes volontés, selon les rapports de fin d'années de la délégation provinciale de l'éducation pour la commune de N'Djamena. Pour ce qui est du premier volet de la construction en terme qualitatif et quantité, le recrutement et la prise en charge des enseignants, les parents font recours à ceux ayant déposé leurs papiers de vacation. Les parents d'élèves sont considérés comme les premiers bailleurs de fond et qui finance à hauteur de plus de 59,13% le secteur de base⁴⁶.

En conclusion, il faut retenir que, pour apporter un soutien multiforme au secteur éducatif de base en crise, beaucoup d'acteurs ont apporté leur contribution sans faille. Au premier rang de ces acteurs se trouve l'État responsable, construit les infrastructures scolaires, forme les enseignants et recrute à la fonction publique. En dehors de l'Etat qui est la mère de responsabilité figure les confessions religieuses et les parents d'élèves qui ont aussi apporté leur soutien pour le développement de l'éducation de base. Ces contributions ont apporté un grand changement dans la lutte contre la crise que traverse le secteur de l'éducation de base. Pour accompagnement, depuis 1982, de nombreux partenaires extérieurs viennent apporter leur soutien au Tchad pour l'accompagner dans la réalisation de la crise que traverse le pays après la guerre civile de 1979. Au rang de ces partenaires figure l'UNICEF qui contribue pour l'accroissement de l'offre éducative au Tchad et en particulier ville de N'Djamena.

⁴⁵ Education nationale : "Les associations des parents d'élèves du Tchad...", p.18.

⁴⁶ Royeulem-Ngambayel "Les besoins en formation continue des instituteurs dans les écoles catholiques associés du diocèse de Pala au Tchad. Mémoire en Licence en Sciences Pédagogiques et Religieuses"; Université d'Abidjan : CELAF, Institut, 2002.

**CHAPITRE III : LES ACTIONS CONCRETES DE
L'UNICEF EN FAVEUR DE L'EDUCATION DE BASE
DANS LA VILLE DE N'DJAMENA**

L'UNICEF est une institution humanitaire qui a vu le jour le 11 décembre 1946. Dès sa création, elle donne pour mission la lutte contre la pauvreté, l'injustice, le développement et le bien-être des enfants à travers le monde et les communautés locales. L'institution a d'ailleurs pour devise " pour chaque enfant, santé des nouveaux nés, éducation des enfants, égalité entre les hommes et les femmes et protection faisons avancer l'humanité" c'est en adéquation avec cette devise que cette organisation s'est déployée à travers les 190 pays du monde et notamment au Tchad où elle s'installe en 1982 en officiant tout d'abord au côté de FAO pour intervenir en aide aux personnes touchés par la sécheresse. Ainsi, l'organisation a élargie son aide pour le développement du système éducatif tchadien d'une manière et la ville de N'Djamena en particulier. De là, la question qui nous incombe est de savoir : quelles sont les actions menées par l'UNICEF dans l'amélioration de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena de 1982 à 2016 ? Pour répondre à cette interrogation, nous allons parler de l'amélioration de l'offre infrastructurelle, logistique et la formation du personnel administratif scolaire et le corps enseignant. Telle est le but que vise notre chapitre.

I. AMÉLIORATION DE L'OFFRE INFRASTRUCTURELLE

L'école est un établissement qui a besoin d'un terrain construit selon les règles de construction. L'éducation dans la ville de N'Djamena connaît un problème majeur de l'insuffisance des infrastructures scolaires qui empêchent un bon fonctionnement de l'éducation.¹ Ce manque préoccupe un bon nombre d'acteurs parmi ceux-ci, l'UNICEF qui personnellement finance depuis l'année de 1986, la construction des salles de classes et des bibliothèques dans ses zones d'interventions partout comme à N'Djamena. Nous allons voir tour à tour le rôle ces points ci-dessus.

1. La construction des salles de classe

L'école est un établissement d'enseignement qui a besoin d'un financement et d'un terrain construit selon la nature de la construction. L'enseignement primaire dans la ville de N'Djamena rencontre des difficultés, et l'un des difficultés majeur est le manque de salles de classe .L'insuffisance des infrastructures scolaires au niveau du secteur de base handicap et joue sur les calendriers scolaires. Surtout que 60%² des écoles dans la ville sont communautaires.

¹ Lidia-Koissouahbé : Manque d'infrastructure scolaire, la voix n°610, P.3.

² N'Gaoussédané-Djimtola "Le système éducatif et ses répercussions socioculturelles de 1920 à 2010 : Cas de la commune de N'Djamena", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2010.

UNICEF intervenait dans les années de 1986 au côté de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. Celle-ci a financé dès 1977, la construction de salles de classe dans ces zones d'intervention dans la ville de N'Djamena. Quelques établissements scolaires bénéficiaires du financement de la construction de salles de classe dans la ville : école primaire associée A et B de Walia dans le 9^e arrondissement et celui de la retourner de république centrafricaine en 2013. Ces écoles ont reçu chacune, des bâtiments de plusieurs salles de classe avec les bureaux. A titre d'illustration les écoles primaires associées de Walia A et B.

Photo N° 2 : L'école pilote associée A de Walia construite dans l'année, 2010



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye laomian, le 09 Décembre 2023.

Selon le chef de planification de cette école que nous avons rencontré, il nous laisse entendre que l'école pilote associée de Walia A est créée en 1977 et c'est en 2010 que l'UNICEF a construit un bâtiment de quelques salles de classe pour les enfants. L'UNICEF est la première ONG qui a œuvré la construction d'un bâtiment de deux salles de classe. Ce bâtiment déjà usé, les portes sont presque enlevés délabrer ça demande à rétablir³.

L'école pilote associée de Walia est l'un des établissements primaires dans la ville de N'Djamena qui a bénéficié de la création de toute première école dans le 9^e arrondissement de la ville. Elle a reçu un peu partout les aides au nom de l'éducation, les habitants et les parents que nous rencontrons nous laisse entendre que l'UNICEF intervenait au sein de l'école en 1994. En dehors de l'école pilote associée A, nous notons aussi la construction de trois hangars dans l'école primaire de retourner dans le 8^e arrondissement et surtout la construction d'un

³ Minguéyambaye-Yamtonon, Chef de planification, N'djamena, 28/12/2023.

bâtiment de trois salles de classe dans l'école pilote associé B dans le 9^e arrondissement. À titre d'illustratif, voici la photo de l'école primaire associé B.

Photo N° 3 : L'école pilote associée B de Walia construite dans l'année 2016



Source : Cliché réalisé par Bonaventure Salnaye laomian, le 09 Décembre 2023.

2. La création des camps de lecture par l'UNICEF

Dans le rapport publié par le Bureau National de l'UNICEF vu rapport d'État sur le système Educatif Nationale publié pour le compte de l'année 2015, souligne qu'une large proportion des élèves ne maîtrises pas les notions les plus élémentaires qui sont essentielles pour le déclenchement de l'apprentissage. Il s'agit notamment du cours préparatoire premier et deuxième année. Dans leurs rapports, le personnel de ladite institution doit prendre en main cet aspect afin de venir au secours des enfants pour avoir garantir niveau élémentaire.⁴

L'UNICEF crée les camps de lecture temporaire dans ces zones d'interventions dans la ville dès sa première action dans l'éducation. Auparavant l'ONG finance la formation des animateurs de la lecture de l'apprentissage de lecture aux enfants deux fois par semaine. Avec la création des camps de lecture, c'est plutôt les facilitateurs et facilitatrices que l'ONG finance leur formation. Ils sont formés par les animateurs pédagogiques une fois par semaine et ils sont sanctionnés par une attestation⁵. En 2014, 35 jeunes facilitateurs et facilitatrices sont formés pour faciliter cette tâche, la formation consiste à apprendre les techniques de calcul aux élèves

⁴ UNICEF-Tchad, Rapport de fin d'année, 2014.

⁵ C'est des jeunes ayant le niveau secondaire qui sont formés par les animateurs pédagogiques pour apprendre la lecture et calcul aux élèves de CP1 et CE2 ils ont pris en charge par l'UNICEF et ont un salaire 6000 et au lieu 15000 comme prévu un facilitateur rencontré.

(c'est-à-dire la formation consiste à étaler les alphabets en désordres et demande aux élèves de venir choisir les lectures pour en faire des mots). Ces techniques permettent de rendre l'apprentissage de la lecture aux élèves plus faciles.

D'après les lois de l'ONG, un camp de lecture doit contenir que 20 élèves ayant le niveau élémentaire. Les élèves des cours élémentaires qui sont les concernés. D'après une facilitatrice rencontrée, le nombre limité des élèves permettent d'éviter le désordre où les perturbations pendant la lecture. Un emploi du temps est recommandé pour deux séances. Il est recommandé aux facilitateurs dans les camps de lecture de commencer à chaque rencontre aux apprenants, les rappelles du cours précédent et le temps d'activités. L'apprentissage des lectures permet la maîtrise des alphabets en partant des jeux de mots. Cette manière aide les enfants à écrire eux-mêmes les mots. L'institution a créé une bibliothèque numérique en 2014, cette bibliothèque concerne rien que les élèves du secondaires, c'est dans le cadre de renforcement de la compétence des élèves⁶.

3. Le parrainage des enfants

Le parrainage des enfants est la préoccupation majeure des fondateurs de l'UNICEF, dès sa création de cette institution. Le parrainage est l'un des points essentiels qu'initie l'UNICEF dans ses zones d'intervention pour en fin amener les enfants à aimer l'école. Elle se concentre spécifiquement sur l'éducation des filles et des enfants ayant un handicap des orphelins, des enfants présentant d'autres symptômes de vulnérabilité. Ces enfants sont soutenus indéterminés grâce au projet "parrainage". Parrainer un enfant, revient à encourager l'enfant et surtout ceux qui fréquentent de devenir meilleure. Ses enfants reçoivent des cadeaux avec l'UNICEF. En dehors des élèves, les enfants mutilés sont eux aussi bénéficiaires des cadeaux contenant des vêtements, et de fois même des vélos et bien d'autres⁷.

Pour parrainer les enfants surtout les plus vulnérables, UNICEF en accord avec les autorités éducatives de la ville de N'Djamena organise plus souvent une journée spéciale dédiée au parrainage. Il est organisé en deux phases : La première phase est celle qui est organisée toujours le 16 juin de chaque année dans les centres établissements et la deuxième phase est dans ses zones d'interventions. À la commémoration de la journée internationale de l'enfant Africain organisé chaque 16 juin, l'UNICEF saisi cette journée de commémoration pour

⁶ Felicité-Tarassem, 30 ans facilitatrice, entretien, réalisé le 28 juillet 2023.

⁷ UNICEF-Tchad, le Rapport de fin d'année 2014.

parrainer les enfants. Ces enfants sont ceux venant des écoles bénéficiaires du soutien de l'UNICEF. Pour remettre les cadeaux à ses enfants, un certain nombre des jeux, récitation et bien d'activités sont menées. Après ces activités mouvantes, les enfants reçoivent avec les représentants de ladite institution, les vélos pour les enfants mutilés, des cadeaux dans les cartons⁸.

Dans le cadre de la deuxième phase, elle se tient à tour de rôle, dans les écoles ayant le camp de lecture. Ces écoles où l'UNICEF crée les camps de lecture préparent à leur tour la cérémonie de fin d'année. Elle est gérée cette fois-ci par le personnel administratif de ces écoles, les parents, les facilitateurs et les agents de l'UNICEF. Les mots d'ouverture de chaque représentation de chaque établissement, ensuite viennent les activités qui sont gérées par les enseignants mais surtout les facilitateurs. Ceux-ci reviennent sur certains de leurs leçons en classe pour animer la cérémonie. Sont primés, les élèves ayant la maîtrise à écrire correctement les mots demandés par les enseignants ainsi que des calculs écrits. Pour clore cette cérémonie, on remet à l'ensemble des enfants y présent des divers cadeaux de valeurs, surtout les enfants et vulnérables sont au premier rang à cause leur situation sociale indésirable chaque fois que l'UNICEF apporte des cadeaux dans une école, on constate que le nombre des élèves dans cet établissement augmente chaque année car les élèves ayant appris les cadeaux obligent leurs parents de leur faire changer de l'établissement ancien au nouveau pour avoir aussi les cadeaux.

II AMÉLIORATION DE L'OFFRE LOGISTIQUE

Dans le cadre des aides logistiques, l'institution apporte son aide en distribuant des manuels scolaires, finance la formation des administrateurs scolaires ainsi que pédagogiques des enseignants dans son espace d'intervention. Nous verrons dans les pages ci-après le rôle de ces éléments énumérés.

1. La distribution des manuels scolaires

Après la construction des bâtiments, l'UNICEF apporte son soutien sans faille au secteur de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena en donnant les manuels scolaires et matériels didactique. L'une des difficultés majeures qui retardent le développement de l'éducation de base à N'djamena est l'insuffisance des manuels scolaires, un livre de lecture pour six élèves contre 10 pour calcul. Dans tous les établissements scolaires que intervenait l'UNICEF, la

⁸ Journée Internationale de l'Enfant Africain célébrée à la mémoire des enfants à Soweto en Afrique du Sud en 1976.

distribution des manuels scolaires (livres de la lecture et calcul) est bien organisée, mais surtout ne faisait pas d'une manière spontanée⁹.

Dans les différents arrondissements que nous avons sillonnés, les parents d'élèves nous font comprendre que, chaque établissement reçoit les livres de calculs et de lectures de la part de l'UNICEF. À l'école primaire d'Ambatta B, la directrice a fait mention de plus 16 cartons des manuels scolaires donnés par l'institution plus les craies. Elle ajoute que ces manuels viennent lui épauler les carences des manuels dans son établissement¹⁰. Quant au directeur de l'école primaire d'Ambatta A, la dotation en manuels scolaires aux élèves a nettement amélioré les conditions de travail de ses élèves, par le passé le ratio élève /livre qui était de plus de cinq (5) élèves par livre a baissé et varie entre deux(2) et trois élèves maintenant. Il souligne que l'appui de l'UNICEF dans le cadre de distribution des fournitures scolaires aux élèves dans son espace scolaire est un atout très important. L'UNICEF dote les élèves de l'école primaire de Boutalbagar avec les kits scolaires pendant trois ans. Selon lui cette dotation des élèves en fournitures scolaires a permis aux parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école de le faire et les maintenir. Selon lui, cette dotation vient épauler l'Etat davantage dans le cadre des fournitures scolaires aux élèves.¹¹

2. Formation à la gestion administrative des chefs d'établissements

La stratégie de cette formation permet un bon fonctionnement des établissements primaires de la zone d'action de l'UNICEF. Selon les inspecteurs en charge de l'enseignement primaire rencontré, cette formation est donnée à l'école normale, mais peu des responsables appliquent dans leur salle d'intervention. D'Après lui, donner l'appui à l'éducation pour l'UNICEF, c'est aussi donner l'appui au personnel administratif. Il mentionne que, des écoles qui reçoivent le soutien de la part de l'UNICEF sont en majorités communautaires et que, la formation des responsables est un atout, car la plupart d'entre eux n'ont pas assez des stratégies administratives. Elle est l'affaire des inspecteurs et animateurs pédagogiques.¹²

En outre L'UNICEF finance la formation des chefs d'établissements pour une bonne gestion administrative. Cette formation est assurée par les inspecteurs pédagogiques de l'enseignement de base, qui est organisée lors des journées pédagogiques (JP). Elle consiste à

⁹ Wabeu-Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad : Exemple des écoles primaires de N'Djamena", Mémoire fin d'année du premier cycle, Ecole Nationale d'Administration et Magistrature, 1992.

¹⁰ Golgués Née Aguidi-Amina Tabah, 42 ans Directrice, 12/10/2023.

¹¹ Entretien avec Defallah Saleh Mahamat, 46 ans N'Djamena, 05/08/2023.

¹² Entretien avec Garbatna-Ngarmadji, Inspecteur, N'djamena, 22 /07/2023.

renforcer la capacité de gestion des établissements. Pendant cette formation, les responsables reçoivent un certain nombre des points importants pour l'instauration d'un dialogue entre administrateurs-enseignant, parents d'élèves et élèves. Des fois, c'est le manque de dialogue, de langage commun qui peut causer facilement de problèmes entre les acteurs. Qu'à cela tienne, il faut ajouter surtout la question de rapport de fin d'année qui présente le déroulement des activités de l'année est souvent mal fait et ne peut permettre de résoudre les problèmes que traverse l'établissement. La durée de cette formation est de fois deux ou trois jours selon le programme initial¹³.

En dehors de cette préoccupation, l'on retient encore les difficultés de la rédaction des rapports de fin d'année. Ceux-ci posent un dilemme, mais avec les multiplications des formations, ces chefs d'établissements arrivent à combler leur manquement. Le renforcement de la capacité des responsables d'établissements et l'apprentissage des enseignants. L'institution préoccupe aussi de renforcer la capacité de gestion des établissements, car pour faire fonctionner un établissement scolaire, il faut quelqu'un de mérite.¹⁴

3. La formation pédagogique et équipement des bureaux

Au Tchad, les enseignants communautaires représentent 74% dans les écoles publiques et communautaires, et la plupart n'ont pas de qualification formelle. Par conséquent, l'UNICEF soutient la formation des enseignants par le biais d'un programme de qualification ayant une durée de deux ans. En 2012, la première promotion de 595 enseignants formateurs, parmi lesquels 177 femmes étaient des femmes, ont fini leur formation et sont devenus des enseignants qualifiés. Ces enseignants ont pu délivrer un enseignement de qualité. Sur 595 enseignants la ville de N'Djamena compte 150 donc 50 femmes, ces enseignants reçoivent une connaissance de multidimensionnelle¹⁵

Le renforcement de la capacité d'apprentissage des enseignants est souvent organisé par l'UNICEF en partenariat avec les inspecteurs pédagogiques de l'enseignement de base. Dans le cadre de renforcement des capacités des enseignants, l'école primaire de la Léproserie (A et B) et Boutalbagara (A et B) dans les IPEP du 7^e arrondissement C et D de la ville de N'Djamena ont bénéficié des formations sur des thèmes variés à travers des journées pédagogiques pour

¹³ Francis Nguinambaye, " La contribution des ONG à la préservation du droit de l'éducation des enfants au Tchad : Le cas de l'UNICEF dans la province de Moundou ", Mémoire de master professionnel en Droit de l'homme, Université de Dschang, 2019.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ UNICEF-Tchad, Rapport national, 2012.

les enseignants du 31 juillet au 04 Aout 2019 avec l'appui de l'UNICEF 102 enseignants participé aux journées pédagogiques pour une dure de trois à quatre jours, chaque participant bénéficie 5000F par jours. Il faut noter que, cette formation prend en compte les enseignants de l'Etat de même que les maitres communautaires. La formation est souvent organisée pour une durée limitée. Les enseignants sont formés dans le domaine de la gestion de classe, préparation de cours et le fiché du travail. La gestion de temps d'enseignement est souvent mal structurée et plusieurs enseignants ne respectent pas du tout les fichés pédagogiques¹⁶.

Dans le cadre de la formation, l'UNICEF organise des multiples formations dans l'école primaire Boutalbagar : formation des mères d'élèves(AME) dans le des activités génératrices de revenus ; Formation des animateurs, dans le cadre des renforcements des capacités d'animateurs sur les matières scientifiques ; formation des enseignants, dans le cadre de renforcement de performance dans les domaines d'enseignement scientifiques formation des élèves sur l'hygiène et paires éducateurs. Selon le chef de service de la planification et des ressources humaines et matérielles, la formation des enseignants en un impact sur la qualité de la performance des enseignants car le suivi pédagogique a permis de constater l'application des connaissances acquises pendant la journée pédagogique organisée¹⁷.

Autre problème que l'on peut mentionner ici est le non maitrise du système recommandé par le PAS. Dans ce Plan d'Ajustement et Structurel, l'enseignant n'est qu'un superviseur et les élèves sont appelés à fournir plus d'efforts pour comprendre les leçons de l'enseignant. Les enseignants reçoivent parfois des rémunérations et les inspecteurs sont payés avant 10.000 F¹⁸ mal de nos jours, l'UNICEF les paye 15000F¹⁹.En dehors de renforcement de la capacité d'apprentissage, l'UNICEF crée camp de lecture pour enfin renforcé la capacité de lecture au niveau élémentaires.

En dehors de construction des salles de classe, manuels scolaires, l'UNICEF construit des latrines aux autorités éducatives et l'équipement des bureaux. Sont bénéficiaires des chaises, des rames de feuilles et des tables bancs.

¹⁶ Rapport narratif de suivi des Activités Génératrices des Revenues mises en œuvre par les Associations des Mères Educatrices (AME) et l'organisation des Journée Pédagogiques à l'école de la léproserie et de Boutalbagar dans les IPEP du 7^{ème} C et D de la ville de N'Djamena.

¹⁷ Entretien avec Sountangar-Masrayam, 50 ans, N'Djamena, 06/10/2023.

¹⁸ UNICEF-Tchad, rapport, 2019.

¹⁹ UNICEF-Tchad, rapport, 2019.

III RÉDUCTION DE LA LUTTE CONTRE LES SOURCES DE LA DÉPÉRDITION SCOLAIRE

Pour lutter contre la déperdition scolaire, l'institution réalise des forages d'eau dans les écoles qu'elle intervient, la réduction de la mortalité infantile de même que la lutte contre la famine.

1. La construction des points d'eau

Pour atteindre à ses objectifs primordiaux fixés dans le domaine de WASH, l'UNICEF Tchad a mis en œuvre le modèle d'un projet intégré ainsi que les approches d'intervention tel que : l'Assainissement Total Piloté par la communauté (ATPC), la formation participative pour les enfants (PHAST) et les groupes Voix Action Citoyenne (CVA). L'UNICEF voit progresser l'amélioration du taux d'accès à l'eau potable à travers la réalisation de forages, la réhabilitation des points d'eau et du système d'approvisionnement en eau, la formation des comités des gestions de l'eau et les sensibilisations des bénéficiaires pour la durabilité.

Dans la ville de N'Djamena, chaque arrondissement où l'institution intervient reçoit ainsi deux ou trois forages d'eau. Pour obtenir ce forage, les responsables en charge de l'école font une lettre de recommandation pour plaider auprès de cette institution, l'institution prend connaissance de la lettre avant de procéder à une réalisation. Ces forages réalisés dans les écoles permettent d'alimenter les élèves. Dans quelques arrondissements de la ville sillonnés, nous avons eu à filmer ces forages réalisés par l'UNICEF. À titre d'illustration, les forages suivants :

Photo N° 4 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Léproserie d'Abena



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye laomian, le 27 Novembre 2023.

Ce forage est réalisé dans l'école de la léproserie qui est l'une des écoles de la commune de N'Djamena ayant bénéficié de l'appui de l'UNICEF dans le domaine de l'eau, assainissement et hygiène. Fondée en deux directions (A et B). Cette école a un effectif global de 2.705 élèves qui n'ont aucun forage dans cet établissement depuis sa création en 1993. De même l'école Boutalbagar ayant bénéficié de l'appui de l'UNICEF avec la réhabilitation de deux forages et un nouveau avec la construction de cinq latrines séparés deux pour les enseignants et trois pour les élèves ainsi quelques lavages en mains²⁰. À titre d'illustratif.

Photo N° 5 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Boutalbagar



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye laomian, 12 Décembre 2023.

Le département chargé de l'Eau Hygiène et Assainissement dans la ville de N'Djamena, laisse entendre que, chaque arrondissement bénéficie de ce forage. Pour améliorer l'accès à l'Assainissement, l'UNICEF a privilégié la mise en œuvre de l'approche ATPC dans la communauté, la construction des latrines dans les écoles et les établissements de soins de santé, la formation et la sensibilisation des communautés sur l'approche PHAST, le lavage des mains au savons aux moments critiques, la Promotion de l'Hygiène et Assainissement en milieu scolaire (CHAST)²¹.

Selon les rapports de l'UNICEF, grâce aux moyens utilisés pour l'amélioration de l'eau et hygiène et Assainissement, 50% des ménages de la zone d'intervention utilise une source d'eau potable en 2018 avec réalisation de trentaine de forages réalisés et bien équipés de pompe à motricité humaine, 25 forages réhabilités avec quelques châteaux d'eau réhabilités dans la ville

²⁰ Rapport de fin d'année, 2014.

²¹ *Ibid.*

avec 12 artisans réparateurs formés pour l'entretien et maintenance des pompes, 15 comités des gestions de points d'eau (CGPC) formés en matière de gestion administrative et financier. Pour Hygiène et Assainissement, 45% de ménages utilisent les installations sanitaires améliorés en 2018, 44% des parents substitués parentaux ont une hygiène des mains appropriée, 87903 personnes ont accès à l'eau potables, 75802 personnes ont adopté les meilleures pratiques d'Hygiène²².

Concernant Eau, Assainissement et Hygiène, plusieurs responsables des écoles que nous rencontrons, nous laissent entendre que l'appui de l'UNICEF a permis aux élèves d'avoir des forages d'eau et latrines. La mise en place des clubs d'hygiène pour sensibiliser à la bonne gestion des latrines et la multiplication du nombre de latrines ont freiné la défection à l'air. L'augmentation du nombre des forages a été un apport non négligeable surtout que les élèves ne vont plus aller chercher de l'eau au quartier, ainsi la prise en charge des filles par distribution des kits pour la gestion de l'hygiène menstruelle rend leur fréquentation régulière²³.

2. La réduction de la mortalité infantile

À l'image de la plupart des pays du sahel, le Tchad est confronté à un véritable fléau qui est la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle quasi cyclique et à une persistance des différentes formes de la malnutrition qui compromettent la vie des milliers de personnes particulièrement les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes, des couches vulnérables. Cette situation résulte de la combinaison de plusieurs facteurs, notamment ceux relatif à la faible disponibilité alimentaires due à la mauvaise performance des systèmes de production ; la faible accessibilité des populations aux denrées alimentaires ; un régime alimentaire déséquilibré ; l'insuffisance de l'accès à l'eau potable ; les mauvaises conditions d'hygiènes et d'assainissement ; des comportements non favorables à la santé et la mauvaise qualité de santé etc. En un mot les infrastructures sanitaires et les équipements sont insuffisants et en mauvais état surtout les ressources financières affectées à la santé sont insuffisantes 7,5% du budget national en 1996. Le Tchad dépend très fortement de l'aide extérieure qui représente 75% de dépenses de santé. Le taux de mortalité est de 16,3 pour 1000 EDST en 1998, la

²² UNICEF-Tchad, Rapport, 1996.

²³ Entretien avec Tanibé-martin, Memadji-rosine, tous deux sont des enseignants de 32, 47 ans, N'djamena, 05/08/2023.

malnutrition des enfants de moins de 5 ans est très importante, les taux mortalités infantile et infanto-juvénile atteignent respectivement 103 et 1994 pour 1000 EDST en 1998²⁴.

Des multiples efforts sont fournis par l'État tchadien pour la réduction du taux de mortalité à l'exception le plan national de lutte contre la malnutrition adaptée par ministre de la santé publique, la ratification de la CDE et de la CEDEF en 1990. Malgré ces efforts déployés pour réduire la mortalité maternelle et infantile, le taux de mortalité persiste toujours et reste élevé au Tchad. Entre 2008 à 2015, presque sept ans, on note le taux de maternelle chez les femmes âgées surtout de 15 à 49 ans était de 860 décès maternels pour 100 000²⁵. Cela est dû au manque d'accès au système sanitaire et aux soins de santé. Naissances vivantes (EDS-MCS 2014-2015). En d'autre terme, au Tchad, pour 1000 naissances vivantes au cours de sept ans, près de neuf (9) femmes soit 8,6 sont décédés pendant la grossesse, pendant l'accouchement ou dans deux mois qui sont suivi. Pour ce qui concerne les enfants de moins de 5 ans, la plupart des décès dans ce groupe d'âge sont dues à des maladies évitables. Il s'agit notamment des infections respiratoires aigües, de la nutrition, de la diarrhée, du paludisme et la déshydratation²⁶.

Pour adresser le problème de santé de la mère et de l'enfance et celui de la malnutrition, l'UNICEF Tchad met en œuvre le modèle de projet intitulé foyer de déviance positive. Ce projet, d'organisation implantée des approches telles que l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et le cadre 7-11. Ces approches permettent de promouvoir l'allaitement maternel exclusif, de pratiquer une alimentation diversifiée au sein des ménages, d'appliquer les sept composants de la santé maternelle avant, pendant et après la grossesse et les 11 composantes de la santé de l'enfant de 0-23 mois et de 24 mois à 59 mois avec l'appui en supplément de vitamine A le déparasitage, l'alimentation du jeune enfant, et le rattrapage pour la vaccination²⁷.

Dans le cadre de déparasitage, l'UNICEF lance une campagne de déparasitage à l'Abendazoles chez les enfants garçons et les filles de 6-11 ans et de la supplémentation en vitamine A tout en sensibilisant la communauté aux Actions Essentielles en Nutrition (A, E, N) dans les deux écoles dans le 7^e arrondissement à savoir : BoutalBagar A et B ; Léproserie A et

²⁴ Selon le Recensement General de la Population et de l'Habitat, 1993.

²⁵ UNICEF-Tchad, Rapport, 1996, P.3.

²⁶ *Ibid*, P.4.

²⁷ Entretien avec les agents de l'UNICEF de N'Djamena, réalisé le 15, 20, 23 septembre 2023.

B. Au total, 4477 élèves sont déparasités soit 2093 garçons et 2384 filles sur le cible attendu de 5323 soit 84,10%²⁸.

Sur la base des principes de l'initiative de Bamako, un Plan national de revitalisation a été élaboré fin 1997 avec l'appui du CREDESA. L'objectif est de rendre les structures sanitaires capables d'offrir des soins de qualité à 80% de la population d'ici 2001. Cette approche de revitalisation est très fortement soutenue par l'UNICEF dans les 10 sous-préfectures donc N'Djamena fait partir²⁹.

Il faut noter que, même si l'on ne dispose pas concrètement les données spécifiques pour le Tchad, on sait que la demande scolaire des orphelins (notamment ceux orphelins de mère) est beaucoup plus faible et très fragile que celle des enfants ayant leurs parents vivants. La pandémie du VIH/Sida fait partie des causes importantes de l'orphelinat en Afrique. Au Tchad, les estimations disponibles indiquent que le taux de prévalence devrait passer de 5% en 2003 et de 10% en 2015. Ceci a pour conséquence que le nombre d'enfants orphelins à cause du SIDA devrait atteindre environ 100 000 en 2015, soit 5% de la population d'âge scolaire. On sait que, lorsque le nombre d'orphelins est faible, les systèmes traditionnels de solidarité sont en mesure de trouver les solutions appropriées pour prendre en charge les orphelins et minimiser les risques de non scolarisation.³⁰

Cependant, la projection estimée du nombre d'orphelins au Tchad est inquiétante et semble au-dessus de ce que peut prendre en charge le système traditionnel de solidarité. Cela explique qu'il est important pour l'Etat tchadien de mettre en place dès à présent les mécanismes de remédiation permettant de ne pas de faire des orphelins du Sida (actuel et à venir) d'autres victimes des disparités dans l'accès à l'école. Ce constat et apport de l'UNICEF laisse des résultats suivants : 49% des femmes enceintes ont pris part aux trois consultations prénatales en 2019. Et plus de 60% des femmes dorment sous des moustiquaires imprégnées pour une durée plus longue³¹.

3. La lutte contre la famine

La lutte contre la famine est une question qui préoccupe les dirigeants du monde, elle est l'une des raisons qui amène l'UNICEF au Tchad pour secourir la FAO. Tout le monde sait que

²⁸ Rapport de mission de campagne de déparasitage en milieu scolaire dans la commune de N'Djamena, 2019.

²⁹ Programme de coopération 2001-2005, Tchad/UNICEF-Document de stratégie, p.4.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Rapport de mission de campagne de déparasitage en milieu scolaire dans la commune de N'Djamena, 2019.

le Tchad est un pays d'Afrique sahélien qui fait face souvent aux changements climatiques ces dernières années. Cette condition affecte dramatiquement les moyens d'existence et provoquant la diminution de la production alimentaire et la baisse de production agricole. Les données récentes montrent que 2,4 millions de personnes sont dans une situation dramatique d'insécurité alimentaire et la baisse de la production alimentaire est de 34%.Le pays par manque d'insuffisance alimentaire occupe le 184^e rang sur 186^e au classement Humain de l'Indice de Développement Humain relatif à la sécurité alimentaire.³²

Les apports de l'UNICEF visent à faciliter un développement économique des ménages à travers leur participation active dans les groupes d'épargnes. Ceci a permis de répondre à leurs besoins et aussi d'augmenter leur production agricole. Pour une amélioration d'avantage, un investissement important est apporté par l'UNICEF. D'après le bilan de la direction Nationale de l'UNICEF, les crédits sont accordés à quelques groupes d'épargnes pour une valeur de 43.651.600 francs CFA Cet argent a permis aux membres des groupes d'épargnes d'accéder aux crédits à tour de rôle et de développer des activités génératrices de revenu à savoir :

- Moins 147 ménages soutenus avec des Kits de développement d'activités génératrices de revenu. La proportion des ménages ayant au moins un membre qui fait partie d'un groupe d'épargne de 50% en 2016 selon l'enquête de revenue annuelle ;
- la proportion des ménages qui ont fait face à un choc et qui ont été à mesure d'utiliser une stratégie d'adaptation positive à 54% en 2016 ;
- 43 producteurs ont été formés sur la gestion de ressources en eau, la diversification des cultures et la gestion des risques de catastrophes naturelles³³.

Dans le cadre des Activités Génératrices des Revenus, l'UNICEF organise une réunion avec les Associations des Mères Educatrices et des parents d'élèves de l'école de Léproserie et Boutalbagar dans la commune de 7^e arrondissement de la ville de N'Djamena, elle a connu une participante de 175 femmes bénéficiaires des fonds dont 147 ont été interrogées pour avoir leurs avis. Elles affirment que les activités des revenus leur ont permis de prendre en charge totalement leur famille : l'inscription des enfants à l'école, l'achat des fournitures scolaires aux enfants etc. Elles remercient les partenaires financiers (UNICEF) d'avoir pensé à eux afin de

³² UNICEF-Tchad, Rapport, 2014.

³³ Rapport narratif de suivi des Activités Génératrices des Revenues mises en œuvre par les Associations des Mères Educatrices (AME) et l'organisation des Journée Pédagogiques à l'école de la léproserie et de Boutalbagar dans les IPEP du 7^{eme} C et D de la ville de N'Djamena.

les organiser en Association, en renforçant leur capacité et en les appuyant financièrement.³⁴ L'institution intervient aussi dans la lutte contre la maltraitance des enfants.

4. La lutte contre la maltraitance des enfants

L'objectif du programme de protection et de participation de l'enfant est de renforcer la protection des garçons et filles contre la violence, la négligence, l'exploitation et d'autres formes de violence afin de d'augmenter le nombre d'enfants qui ont des relations positives et pacifiques dans leur communauté. Au cours de l'année fiscale est écoulée, les différentes activités réalisées ont été développées avec la participation des enfants, en tant qu'acteurs de leur propre protection et développement. Une écoute active et attentive aux besoins et opinions des enfants ainsi que les diverses formations fournies pour bâtir leurs compétences et leur estime de soi ont favorisé la création de 59 clubs de protection de l'enfant. L'établissement de ce mécanisme de protection communautaire a déjà atteint des résultats considérables³⁵.

Le réseau de protection mis en place par l'UNICEF a réussi à annuler les mariages précoces avec les autorités locales et a permis aux jeunes filles de retrouver le chemin de l'école. Ce réseau a également facilité rapportage de plus d'une cinquantaine d'incidents de protection des enfants qui ont reçu un traitement approprié. L'appui de l'UNICEF au nom de ce projet présente un bilan positif suivant : 60% des enfants de 0-5 ans ont un extrait de naissance, 3,5% des jeunes de 12-18 ans ont un extrait de naissance de 250 de communautaires ainsi que les leaders religieux sont formés dans le cadre sur les conséquences néfastes de mariage des enfants et plus de 400 des hommes et femmes sensibilisent sur les conséquences de mariage précoce et la violence faite aux enfants³⁶.

Dans la ville de N'Djamena, Le taux de chômage des 15 ans de plus (RGPH2) : 6,5% chez les hommes et 9,7% chez les femmes. Selon ECOSIT3, le taux d'activité à N'Djamena est de 49,5%³⁷.

L'exploitation abusive des enfants à la recherche de l'emploi dans cette ville est un phénomène qui gangrène de jour et nuit. Les jeunes filles venant surtout d'autres provinces et

³⁴Rapport narratif de suivi des Activités Génératrices des Revenues mises en œuvre par les Associations des Mères Educatrices (AME) et l'organisation des Journée Pédagogiques à l'école de la léproserie et de Boutalbagar dans les IPEP du 7^{ème} C et D de la ville de N'Djamena

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Programme de coopération 2001-2005, Tchad/UNICEF-Documents de stratégie.

³⁷ Enquête sur la Consommation et le Secteur informel, 2012.

villages à la recherche de travail à N'Djamena appelées en langue locale les "Maguères"³⁸ ce terme qui signifie est ce qu'il n'a pas de travail d'autres villes ou villages du Tchad ou des jeunes quittant le village pour venir travailler à N'Djamena. Ces jeunes une fois embauchés, ils ou elles sont payés par fois 25000 francs CFA pour les filles qui font le travail domestique et 30000 à 35000 Francs CFA pour les garçons qui font le gardiennage. Ces jeunes filles ou garçons ne reçoivent pas mensuellement cette somme dérisoire qui ne couvre pas leur besoin et sont souvent torturés et tués en cas de revendication. Dans cette même ville, les traditions et les coutumes influent sur l'éducation des filles avec une forte tendance orientée vers mariage précoce. Ce dernier est une atteinte aux droits fondamentaux, car la fille est privée de son enfance et de son éducation et souvent interrompu par son union, ce qui compromet véritablement son avenir. Cette situation est dramatique au Tchad, au cours des années 2014 et 2015 on recense 707³⁹ femmes sont victimes de violences conjugales. Les cas de viols ou tentative de viols sont légions à N'Djamena plus de 20%.⁴⁰

L'UNICEF mène au secours de celles-ci en cas de maltraitance. Elle lutte pour l'excision faite aux jeunes filles de la ville pour mettre fin à cette pratique inhumaine. Étant une institution internationale et à travers ses activités génératrices, UNICEF renforce son partenariat avec d'autres institutions internationales et sous régionales et toutes obédiences et vise ainsi à favoriser leur formation et leur implication dans la promotion de bien-être des enfants. Ce département travaille aussi avec les membres des Églises ou les leaders religieux pour la sensibilisation. Vu l'importance accordée à ce département, 708 familles sont touchées par les activités d'éducation. Un projet intitulé curriculum de la célébration de la famille. Ce projet contribue à équiper les familles afin qu'elles créent un environnement propice, sain et stable pour le développement holistique et harmonieux des enfants, 325 communautés locales et religieuses sont formées sur la protection de l'enfant à travers le modèle projet intitulé les canaux de l'espoir⁴¹.

Cette initiation permet de mobiliser les populations locales, de renforcer les actions de protections de l'enfant dans les communautés, cinquantaines de comités communautaires établis avec un plan d'action de plaidoyer contre l'injustice, les problèmes sociaux et les

³⁸ C'est un terme qu'on utilise pour appeler les jeunes filles qui viennent du village pour chercher le travail pour un salaire dérisoire.

³⁹ Selon une statistique de l'Association des Femmes Juristes au Tchad, 2015.

⁴⁰ Selon la dernière enquête à l'indicateur multiple menée par l'institut national de la statistique et des études démographiques.

⁴¹ Entretien avec Blandine-Bealoum, 48 ans, Ancienne de l'église protestante de N'Djamena, 04/10/2023.

violences faites aux jeunes enfants, plus de 78% des enfants de 12-18 ans participent régulièrement à des clubs d'enfants en 2016, près de 8000 enfants prennent part aux activités des clubs d'enfants ouverts, et plus de 85% des parents confirment avoir pris conscience des méfaits de l'alcoolisme et du mariage précoce dans la vie de leurs enfants, 75% des personnes l'UNICEF affirment avoir vu un changement de comportement positif de la population locale suite aux défilés relatifs à l'eau, l'hygiène et Assainissement, à l'éducation des enfants, à l'enregistrement des actes de naissance⁴².

Les actions menées par l'UNICEF visent à promouvoir de la justice à travers le changement des politiques, systèmes, pratiques et attitudes au niveau mondiale, régional, national et local. Au niveau national, l'UNICEF travaille avec les autres partenaires pour la vulgarisation et amélioration des textes et normes en faveur du bien-être des enfants. Il faut noter que la vulgarisation de la politique nationale du genre au Tchad mise en œuvre :

- d'«Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes violences faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitations» ;
- La vulgarisation et l'accessibilité de textes de la loi n°029/PR/2015 sur l'interdiction de mariage des enfants signée et promulguée par le président de la république Idriss Deby Itno du 21 juillet 2015 de même que des actions pénales et règlementaires à en courir aux partenaires administratifs communautaires, religieux pour la mise en œuvre effective de la loi.
- la loi de mars 2002 interdit toute forme de violence sexuelle contre une femme, y compris mariage précoce ainsi que la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes célébrée chaque année⁴³.

Les différents plaidoyers menés au niveau local (Voix et Action Citoyenne) ont été à l'approche la plus utilisée. L'approche permet aux populations d'initier les dialogues avec les décideurs et des pourvoyeurs de service pour améliorer la qualité dans différents secteurs comme la santé et la nutrition, l'éducation, la protection des enfants et le développement économique.

⁴² UNICEF-Tchad, Rapport, 2016.

⁴³ Ordonnance n°006/PR/2015 et loi n°, 029/PR/2015, portant l'interdiction du mariage précoce.

De ce qui précède, La lutte contre la maltraitance des enfants est une situation qui préoccupe les dirigeants, les politiciens et les partenaires nationaux et internationaux. Alors, l'UNICEF est un partenariat actif avec le gouvernement tchadien, pour atteindre son objectif principal qui est la lutte pour bien-être de l'enfant dans le monde en général et en particulier le Tchad l'amène à contribuer pour le développement de l'éducation de base. L'éducation est un secteur clé pour le développement d'une nation ou d'un pays. Pour l'UNICEF, l'éducation est un élément catalyseur pour l'avenir des enfants et que leur protection reste un devoir pour l'institution. L'UNICEF prend en compte plusieurs domaines par lesquels, le secteur de l'éducation, pour apporter son soutien dans l'offre éducative de base dans la ville N'Djamena. Elle intervient en donnant des manuels scolaires, construisant de salles de classes, la création des camps lecture, bibliothèque numérique, la formation continue des enseignants et les responsables des écoles ainsi que des dispositifs sanitaires notamment les toilettes séparées et les forages tout en appuyant les associations des parents d'élèves à travers les activités génératrices et électroniques.

**CHAPITRE IV : UNICEF ET LE PROBLEME
D'EDUCATION A N'DJAMENA : FORCES, LIMITES ET
SUGGESTIONS**

Depuis son arrivée au Tchad, l'UNICEF a initié plusieurs efforts pour améliorer le quotidien des enfants tchadiens et accroître leur accès à l'éducation de base. Ses efforts menés dans ce domaine sont nombreux et vont de l'amélioration de l'offre infrastructurelle, logistique, à la formation de personnel enseignant. L'institution internationale s'est véritablement attelée à renforcer l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena. Plus de 30 ans après, quelle appréciation pouvons-nous faire de cette activisme de l'UNICEF dans la ville de N'Djamena ? Pour répondre à cette interrogation, nous allons faire ressortir les forces de l'UNICEF, ses limites ainsi que des suggestions.

I. L'ACTION DE L'UNICEF ET FORCES NON COORDONNÉES À N'DJAMENA

1 l'action de l'UNICEF en matière de l'éducation à N'Djamena

Les forces de contribution de l'UNICEF au de l'éducation dans la ville de N'Djamena est appréciée des différentes manières : les activités réalisées au nom de l'éducation, faut-il les rappeler sont : la construction de salles de classe, forages d'eau, des camps de lecture, latrines, des fournitures scolaires, parrainage des enfants, la lutte pour le bien-être des enfants surtout les enfants vulnérables.

Dans le domaine de l'offre infrastructurel, l'organisation internationale a construite quelques bâtiments, qui sont un atout, car la plupart des écoles dans les différents arrondissements de la ville de N'Djamena sont communautaires et donc fonctionnent avec des Secko, à l'intérieur on n'y trouve pas les tables bancs les enfants assissent au sol. Pour le chef de planificateur de l'école primaire associé B dans le 9^e arrondissement, grâce à l'UNICEF leur école qui, depuis sa création en 1978 bénéficie un bâtiment de deux salle de classes en 2010 et la construction de trois latrines séparés (un pour les enseignants et deux pour les élèves). On note aussi la construction de l'école pilote associé A ou deux bâtiments de 5 salles de classes et le bureau. Nous pouvons aussi ajouter l'école primaire de retourner dans le 8^e arrondissement où trois hangars sont construits par l'institution en 2013 etc. Telles sont autant d'écoles ayant bénéficié de soutien de l'UNICEF¹.

Dans la ville de N'Djamena, le secteur de l'éducation de base est manqué par la construction des infrastructures scolaires et c'est dans cette optique que, cette construction reste

¹ Entretien avec Yamtonon-Minguéyambaye, 50ans, réalisé le 12 Décembre 2023.

un atout pour le développement de l'éducation de base. Dans certains arrondissements de la ville où nous avons sillonné où intervenait institution, nous constatons que peut infrastructures scolaires sont construites par les communautés locales ainsi que l'Etat. Selon certains parents bénéficiaires de l'arrondissement que nous interrogeons, leurs progénitures ont le courage de fréquenter l'école sans leur pression, grâce aux parrainages des enfants. Selon eux, chaque enfant part à l'école pour en fin bénéficié des cadeaux distribués par l'organisation internationale².

Les manuels scolaires distribués sont estimés à plus de 200 livres dans les écoles qu'intervenait l'UNICEF sont une grande importante. La formation de plus de 102 enseignants en 2015, formation des mères génératrices sur les revenues, formation des élèves sur l'hygiène. Et la création des camps de lecture temporaire à Toukra et bibliothèque numérique viennent s'ajouter l'apport de l'UNICEF pour l'offre éducative dans la ville. Nous pouvons ajouter la réalisation des forages d'eau non loin des écoles permettent l'accès de toute communauté à l'eau potable. Nous pouvons enfin terminer par l'équipement des bureaux des autorités éducatives et le parrainage des enfants reste une initiative louable pour encourager les enfants à se donner l'amour de fréquenter l'école³.

Vu des multiples réalisations, les différentes couches sociales bénéficiaires n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction. Comme on le dit le plus souvent l'homme n'est jamais parfait, il y a ceux qui trouvent bénéfique l'apport de l'UNICEF pour le développement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena. Certains confirment que, c'est grâce à l'UNIEF leurs établissements fonctionnent et les enfants ont la chance de faire cours confortablement sans aucune crainte. Pour d'aucuns l'UNICEF avant-hier et hier n'est pas celle d'aujourd'hui. Toutefois, l'on peut retenir simplement la force de la contribution de l'UNICEF n'est rien d'autre que ces réalisations. Il faut noter que la contribution de l'UNICEF a des limites

2 Les forces non coordonnées

Sur le terrain, certaines activités réalisées par l'UNICEF ne respectent pas le programme ou la recommandation nationale, de même que la poursuite des objectifs avec les autres. Il est

² Entretien avec Moustapha-Brahim et Abakar-Djbrine, tous deux, parents d'élèves de l'âge de 50 et 57ans, N'djamena, 13/12/2023.

³ Rapport d'activité de partenariat de l'UNICEF avec l'Inspection pédagogique de l'enseignement primaire de 9^{ème} arrondissement, 2019.

question pour nous ici de mettre l'accent sur les actions inadéquates la redondance de l'aide qu'elle a apporté dans le cadre de l'offre éducative de base.

UNICEF apporte son soutien dans le processus de développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena depuis des années. L'institution respecte concrètement son cahier de charge tout en respectant les directives tracées par les autorités éducatives provinciales. Les actions de l'UNICEF s'inscrivent dans le programme national de l'éducation. Les initiatives au nom de l'éducation est prônée par l'éducation sont unilatérales. C'est les mêmes objectifs que tous les acteurs veulent atteindre. Chaque intervention vient compléter les insuffisances que connaisse le secteur éducatif.⁴

Il est vrai que, l'organisation travaille étroitement, en collaboration avec IPEP (Inspection Pédagogiques de l'Enseignement Primaire), mais force est de constater que, beaucoup reste à faire dans le domaine de l'apprentissage, celle-ci recommande plutôt la UL qui signifie : Lecture innovée au détriment de la méthode et APC (approche par compétence). Les inspecteurs pédagogiques et les animateurs pédagogiques en charge de la formation du personnel enseignant ainsi que le test facilitateurs (les gens formés par l'UNICEF pour apprendre la lecture et calcul aux enfants des camps de lecture.

Le secteur éducatif dans la ville de N'Djamena bénéficie des aides des grandes institutions. Les ONG et bien d'autres dénominations apportent un soutien sans faille pour le développement de l'éducation de base .Parmi les ONG qui financent le secteur éducatif dans la ville de N'Djamena figurent UNESCO et UE (union européenne), la banque mondiale, la *World Vision* qui ont chacun son cahier de charge. Chaque ONG connaît le pourquoi elle s'agit. Ce qui les différencie, se situent au niveau des actions menées sur le terrain au nom de l'éducation et surtout l'éducation de base. Vu les réalisations de tous les acteurs, l'on constate que ces partenaires offrent les services dans les espaces, ce qui amoindrit l'objectif initial⁵

⁴ Ministère du plan et de la coopération, UNICEF : Rapport de synthèse de travaux de la revue semestrielle des plans d'actions programmes et de projet.

⁵ Georges-Mendiguilembaye : "La contribution des ONG dans le développement du système éducatif de base au Tchad : Cas de la world Vision dans le Logone Occidental", Mémoire de Master en Droit humanitaire, Université de Dschang, 2021.

II LIMITES DES ACTIONS DE L'UNICEF EN MATIERE D'EDUCATION À N'DJAMENA

L'UNICEF investi dans le développement du système éducatif. Les infrastructures scolaires ne sont pas entretenues, les forages d'eau

1. Les Non entretiens des infrastructures scolaires et les forages d'eau

Les infrastructures scolaires construites par l'UNICEF dans la ville de N'Djamena sont depuis quelques années dans un état délabrement avancé. Elles n'ont pas bénéficié des entretiens de la part de la donatrice, les tôles sont tous enlevées ne reste que les bois qui tiennent debout et sont presque caches les peintures de la porte n'existent plus et les responsables en charge de l'éducation et les parents d'élèves ne font que d'interpeller depuis quelque années l'UNICEF sur la dégradation progressive des infrastructures scolaires. A titre illustratif, les deux écoles de 8^e et 9^e arrondissement de la ville de N'Djamena.

Photo N° 6 : L'école primaire de retourner dans le huitième construite dans l'année 2013



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye- laomian, le 25 Novembre 2023.

Cette école n'a pas reçu autre projet de construction de salles de classes depuis sa création en 2013. D'après le secrétaire général de APE de la dite de école. Celui-ci laisse entendre que, l'UNICEF a construite trois hangars, les deux ont détruits par le vent de mois de mars 2016 les femmes ont enlevé les bois pour faire la cuisine le un(1) qui est resté même les tôles sont tous

enlevés et ne reste que les bois qui sont debout, depuis 4 ans les enfants ne font plus les cours là. Ceci a besoin d'enlever les bois pour reconstruire un bâtiment en dur à la place⁶.

2. Le détournement des aides

Le détournement est un phénomène qui ternie l'image de toutes les actions salvatrices menées par les acteurs. Certains responsables financiers pour ne pas dire que tous sont vus comme des détournements. L'UNICEF est une institution qui fonctionne grâce aux multiples contributions des bailleurs de fonds. Pour le cas de la gestion de l'enseignement de base dans la ville de N'Djamena qui œuvre depuis son implantation au côté de l'éducation nécessite un bilan. Il s'agit ici de détournement de fonds matériels ainsi que des dons envoyés aux parrainages

Nous retenons sans ignorer que, l'apport de l'ONG s'inscrit dans une condition de crise que traverse le secteur éducatif. Dès lors, ce manque entraîne une corruption exacerbée selon les cris des bénéficiaires, au lieu que les responsables de l'UNICEF soient honnêtes en utilisant les dons octroyés par les bailleurs de fonds, ils détournent et le peu de chose est investi sur le terrain. L'un des anciens agents que nous avons rencontré nous explique que au départ les sommes dédiées pour la construction des infrastructures scolaires ont un montant de 25.000.000. Cette somme, une fois virée, 15.000.000 seulement est investi pour la construction d'un bâtiment équipé. Ceux en charge de la construction en accord avec l'équipe de suivi réalisent un travail à main levée. Par exemple pour la construction, les dimensions et les exigences des matériels ne sont pas du tout respectés. Un sac de ciment pour cinq brouettes de sable contre trois. Cette façon de faire selon l'agent en réalité, c'est un crime et, c'est la communauté locale qui perd. Quelques écoles construites dans les neuvièmes arrondissements avec les différentes dates de constructions sont en état de dégradation⁷.

⁶ Entretien avec Mahamat-Dya, 49 ans, réalisé le 01 Décembre 2023.

⁷ Ceci est une version rapportée par un ancien de l'UNICEF lors de notre entretien réalisé le 27 Novembre à N'Djamena dont l'anonymat n'est pas autorisé.

Photo N° 7 : L'école pilote associé de Walia A construite dans l'année 2010.



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye -laomian, le 09 Décembre 2023.

Photo N° 8 : L'école pilote associé de Walia B construite dans l'année 2016



Source : Cliché réalisé par Bonaventure Salnaye-Laomian, le 09 Décembre 2023.

Vu des écoles construites récemment, l'on peut dire que la première école construite dans la ville de N'Djamena en 1940 est dans un bon état. Ces exemples nous laissent à savoir que les infrastructures scolaires réalisés par les ONG ne respectent pas la norme de construction comme il se doit.

Selon un responsable de l'école primaire : Nous sommes victimes de paroles mensongères, l'UNICEF avant de réaliser un forage d'eau parle d'une durabilité de ce forage mais en réalité c'est de parole irréaliste, une fois que ce projet fut réalisé l'eau qui sort n'est pas

de la bonne qualité. Quelques forages réalisés par l'UNICEF dans quelques arrondissements de la ville de N'Djamena ne fonctionnent pas pour la plupart dès le lendemain de la réalisation sans réparer, et réhabiliter⁸.

Photo N° 9 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire léproserie



Source : Cliché réalisé par Bonaventure Salnaye-Laomian, le 27 Décembre 2023.

Photo N° 10 : Forage réalisé par l'UNICEF dans l'école primaire Boutalbagar



Source : Cliché réalisé par Bonaventure salnaye- laomian, le 12 Décembre 2023.

Beaucoup des responsables en charge de l'éducation que nous rencontrons sur le terrain ne cessent de se lamenter sur la négligence de l'UNICEF. Plusieurs personnes que nous avons eu à échanger avec eux sur la contribution de l'UNICEF, nous ont laissé leur cris d'alarme au

⁸ Ceci est une version apportée par un ancien responsable lors de notre entretien réalisé le 11 Décembre à N'Djamena don l'anonymat n'est pas autorisé.

sujet des forages réalisés, une directrice de l'école primaire de léproserie que nous étions pour les entretiens nous a posé une question en ce terme : "Vous les agents de l'UNICEF, vous étiez venus pour réhabiliter votre travail à la main levée là" ⁹?

Après avoir expliqué le but de notre présence dans l'établissement que la directrice s'est excusée et nous demande pardon. Après avoir utilisé un mois plus tard le robinet est gâté et c'est fermé jusqu'à aujourd'hui les agents de l'UNICEF ne sont pas revenus pour réhabiliter ce forage. Elle nous laisse à comprendre que vaut mieux les enfants partent en dehors de l'établissement pour chercher de l'eau comme avant qu'ils le fassent. Elle ajoute que c'est mieux pour l'UNICEF de venir débarrasser ses réalisations pour laisser la cour aux enfants¹⁰. Une autre enseignante que nous avons rencontrés dans le même établissement nous a dit que, "les agents de l'UNICEF sont des escroques, ils fontent des mauvais travaux sur le terrain et mentent dans le rapport final, il les qualifie des voleurs qui bouffent au dos des élèves"¹¹.

Le coordonnateur de l'UNICEF que nous rencontrons se justifie sur le non entretien des infrastructures scolaires construites par l'UNICEF. Selon lui, les populations bénéficiaires sont généralement satisfaites de l'institution, mais là où le bas-bleu, c'est une population qui attende toujours à recevoir de l'UNICEF qui ne s'approprie pas des interventions quand l'UNICEF construit une salle on dit salle de l'UNICEF et on attend toujours UNICEF de venir entretenir, cette manière de faire est un manque à gagner pour les populations bénéficiaires. Selon lui l'apport de l'UNICEF peut-être à long terme ou courte terme et ça dépend de budget accordé¹²

Quelques enseignants rencontrés dans le premier arrondissement nous laissent entendre que l'UNICEF n'est pas du tout sérieux dans ce dernier temps. Chaque fois que, les agents de l'UNICEF recensent les enfants et filment les enfants pour la prise en charge dans le cadre de l'éducation, mais en vain.¹³

Vu le comportement des agents de l'UNICEF, l'inspecteur pédagogique à 7^{eme} arrondissement refuse de travailler avec l'UNICEF, il trouve que les responsables de l'institution font de l'escroquerie, de la tromperie et de l'égoïsme. Selon lui, les promesses faites

⁹ Reonoudji-Justine, N'djamena, 09/12/2023.

¹⁰ *Idem*.

¹¹ Ceci est une version apportée par une enseignante lors de notre entretien réalisé le 09 Décembre à N'Djamena don l'anonymat n'est pas autorisé.

¹² Entretien avec Mahamat Khalia-Adoum, N'djamena, 02/12/2012.

¹³ Entretien avec Idriss-Kalakala et Bainaisem-isidore, tous deux enseignants, âgé de 38 et 40, N'djamena, 20/12/2023.

au nom l'UNICEF ne sont pas honorées et les enfants ne bénéficient plus des atouts dédiés aux enfants et autres contrées. Vaut mieux que les parents prendront eux-mêmes la charge de leurs enfants que de compter sur l'institution internationale comme l'UNICEF.¹⁴

Cependant, la contribution de l'UNICEF pour l'éducation de base vise à apporter un soutien pour la lutte contre la crise que traverse ce secteur. Son intervention consiste à réduire les problèmes que rencontre l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. C'est dans ce sens qu'il est important que les ressources distribués pour le développement de l'éducation soient utilisées pour satisfaire cet objectif. Le plus souvent l'on contacte que, le secteur n'a pas reçu sur le terrain ce qui est mentionné sur le budget ou financé par les bailleurs.

Après avoir lu les points de vu des bénéficiaires et les réalisations de l'UNICEF sur le terrain sont totalement insuffisants pour le développement de l'offre éducatif de base dans la ville de N'Djamena. Dans les rapports annuels, le coordinateur national fait mentionner la construction des salles de classe et les hangars. Mais lorsque nous descendons sur le terrain, les réalisations sont insignifiantes, est ce qu'il est bon sincèrement de dire ça lorsque ce qui est au terrain n'est pas conforme dans ce qui est écrit sur le papier ?

III QUELQUES SUGGESTIONS DE REMÉDIATION AUX PROBLÈMES SCOLAIRES DANS LA VILLE DE N'DJAMENA

Le système éducatif au Tchad qui est cloué au sol depuis les événements de 1979 mérite l'appui de tous pour une nouvelle orientation politique. Au lendemain de ces événements qui ont sombré le secteur de l'éducation au Tchad, les différentes couches externes et internes ce sont mises ensemble pour lutter contre les problèmes que rencontrent ce secteur éducatif. La mise ensemble a permis de réaliser un certain nombre des choses pour faire sortir le secteur de ces difficultés. Force est de constater que, malgré les multiples réalisations par ces différentes couches, les problèmes persistent toujours. Il est de notre devoir tant que tchadien par la voie de notre travail, proposer quelques perspectives pour faire face à ces difficultés.

Nous allons proposer nos suggestions à l'endroit de gouvernement tchadien qui, étant premier responsable du secteur de l'éducation, aux autorités éducatives de la ville de N'Djamena, à l'UNICEF, aux parents d'élèves ainsi que aux autres ONG qui veulent investir dans l'avenir pour le développement de l'offre éducatif de base dans la capitale tchadienne.

¹⁴ Entretien avec Mahamat Salhe-Defallah, Inspecteur, N'djamena, 14/12/2023.

D'une manière générale, la société est considérée comme la fourniture de services éducatifs comme un investissement social dans la perspective pour d'en obtenir des dividendes dans les sphères économique et social lors de la vie des adultes.

1 L'Etat comme acteur principal de l'éducation

Dans le cadre des caractéristiques des enseignants, ce sont des enseignants majoritairement jeunes (moins de 30 ans), les femmes et ceux de niveau académique inférieure de Bac qui, toutes autres choses égales par ailleurs font au moins abandonner les élèves et ce sont les enseignants communautaires, les femmes et ceux de niveau de Bac qui ont les meilleurs résultats en termes d'apprentissages de leurs élèves. Contrairement aux idées reçus l'impact sur l'apprentissage des enseignants fonctionnaires et les bâtiments construits en dur ne sont pas avérés alors qu'ils ont des coûts chers que les solutions alternatives.

Cela montre l'importance du temps scolaire effectif, facteur essentiel pour des apprentissages qui peuvent sans doute être augmentés dans le cas tchadien notamment en progressant pour assurer que l'année scolaire commence en tous lieux le jour où cela est prévu. Ce qui suppose que toutes affectations soient faites en temps utile et que tous les enseignants aient regagné leur poste, pour que les enseignements effectifs se poursuivent jusqu'à la fin officielle de l'année scolaire, en agissant pour réduire l'absentéisme des enseignants dans leur lieu respectif.

Cependant, il faut que la gestion du système éducatif prend compte de deux domaines à savoir : la répartition des unités décentralisées et, de façon ultime aux établissements scolaires, des moyens mobilisés au niveau du pays (c'est-à-dire au sens large à la gestion des moyens humains, physiques et financiers) ; la transformation au niveau local, des moyens mobilisés pour chaque école en apprentissages effectifs chez les élèves (pratiques de classe et, au sens large, gestion pédagogique). La réduction des redoublements à un impact positif sur la rétention et sur les acquisitions sans engendrer de coûts supplémentaires¹⁵.

Les manuels scolaires de la rétention et sur les apprentissages, l'appui alimentaire (sur les apprentissages) l'équipement de la classe en mobilier (sur la rétention) sont des facteurs montrant une bonne efficacité. L'ensemble des différents facteurs dont l'impact a eu être établi sur les qualités des enseignants, n'explique qu'un faible de la variabilité observée dans les

¹⁵ Dibe Galie et Nomaye Mdana : "Conférence sur l'échec scolaire au Tchad : Causes, conséquence et stratégies de succès", p. 15.

résultats. Des écoles disposants des ressources comparables peuvent avoir des résultats extrêmement différents. Ceci suggère que, l'amélioration de la qualité de l'enseignement passe certes par une augmentation des moyens et du temps d'apprentissage, mais elle est sans doute davantage encore par l'amélioration de la gestion pédagogique et de la capacité du système à mieux transformer, au niveau local les ressources existantes sont résultat scolaires effectifs.

L'introduction d'un pilotage par les résultats largement absent, l'organisation de l'école tchadienne actuelle, constitue un point fondamental pour l'amélioration des apprentissages. Ceci passe certainement par, la mise en place ou le renforcement de mécanismes de structures instrumentées d'incitation, de suivi et de contrôle des pratiques, et le renforcement de mandat des communautés locales. Les meilleurs résultats des enseignants communautaires, pourtant non formés, très peu payé et très peu diplômés trouvent probablement une explication du côté de la proximité plus importante entre les utilisateurs les élèves et leurs parents et les fournisseurs du service éducatif des enseignants bien souvent des parents d'élèves. Pour évaluer la pertinence de la structure des financements entre niveaux, il est important d'examiner dans quelle mesure celui-ci est en ligne avec les demandes de la société¹⁶.

Toutes les écoles de la ville de N'Djamena sont confrontées à la pléthore des effectifs scolaires, chaque classe détient un effectif supérieur à 100. Pour résoudre ce problème, il serait d'abord important d'augmenter le nombre des enseignants ; en effet l'évolution du rapport élèves/maitre et les disponibilités en enseignants sont des facteurs déterminants dans la réduction de nombre des élèves par classe.

La formation quantitative et qualitative des enseignants, c'est-à-dire le gouvernement doit former les enseignants en tenant compte de leur quantité, la quantité doit être suffisante). Cette formation de maitres doit être faite conformément à l'évolution des effectifs scolaires. Multiplier les locaux d'accueil (augmenter le nombre de salles de classes), celles-ci doivent évoluer conformément à l'évolution de l'effectif scolaire.

L'amélioration de la situation sociale des enseignants, c'est-à-dire changer leurs conditions de vie par rapport à l'évolution de la société. Il faut l'utilisation adéquate des matériels didactiques. A l'exemple s'il faut utiliser le livre IPAM pour l'année 2009-2010, cela

¹⁶ Wabeu-Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad : Exemple des écoles primaires de N'Djamena", Mémoire fin d'année du premier cycle, Ecole Nationale d'Administration et Magistrature, 1992. p.47.

doit se faire dans toutes les écoles sans exception. La publication d'urgence des listes des enseignants affectés pour permettre aux inspecteurs à faire la répartition des enseignants dans des différentes écoles de leur circonscription.

En outre, il est question pour renforcer l'offre éducative, dépolitiser le système éducatif. Bien que la politique soit définie comme l'art de gérer une cité, son implication dans l'éducation nationale détruit plutôt le système éducatif. Pour que le système éducatif retrouve ses lettres de noblesses, il faut que la politique et l'éducation soient séparés. Augmenter le budget de l'éducation primaire au Tchad et dans la ville de N'Djamena en particulier ; réorganiser la structure administrative pour en fin éviter la saturation administrative et un bon suivi des activités. Doter les inspections pédagogiques en fournitures scolaires matériels didactiques et les manuels en quantité suffisantes ainsi, mettre à la disposition aux animateurs pédagogiques les moyens roulants et les outils informatiques¹⁷.

Faire un suivi des investissements des ONG pour l'offre éducative de base pour que les projets conventionnels soient exécutés sur le terrain. Multiplier si possible, les partenariats avec les grandes institutions nationaux, régionaux et internationaux pour investir davantage dans le développement de l'éducation en général et en particulier le secteur de base.

Ces points cités ci-dessus ne sont pas fortuits, car tout développement a besoin d'une organisation structurée pour en fin apporter une importante contribution pour le développement de secteur ciblé. Une détermination dans un projet récompense toujours et que l'État doit reconnaître qu'il a la responsabilité de sécuriser le secteur de l'éducation. Si ce secteur est médiocre, cela est dû à la mauvaise politique du gouvernement et que l'heure est pour le redresser.

2 Les autorités éducatives de la ville N'Djamena

Etant des hommes ou la première responsabilité de la gestion des affaires académiques les incombent, un bon travail pour permettre de relever les défis d'un bon travail de système éducatif de base. Il en ressort de notre analyse qu'un certain de nombre de comportement viennent de s'ajouter aux problèmes de système éducatif de base dans la ville de N'Djamena.

¹⁷ Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad...", p.40.

La mauvaise gestion du personnel enseignants, le laissé aller du corps personnel enseignants, les affectations et les mauvaises répartitions des enseignants dans les établissements scolaires. La gestion du personnel enseignant, le peu que l'État a mis à la disposition, c'est-à-dire mettre l'accent sur les réalités au tour des affectations des enseignants, la multiplication des postes de responsabilités. Pour être un peu clair, nous voulons dire ici que les autorités éducatives du Tchad d'une manière générale et N'Djamena en particulier, affectent par affinité le personnel enseignant dans les écoles de leur choix. Ceux qui ne veulent pas aller dans les coins reculés négocient de rester définitivement dans les grands centres urbains leurs, poussés par leur parents sont affectés dans les écoles de la ville est même près de leur concession pour éviter la distance. On trouve certains établissements scolaires les surplus des enseignants au moment où d'autres écoles sont manquées totalement des enseignants. Pour certains cas comme l'autorisation d'études, le cas est lamentable.

Les enseignants qui ont le projet d'étude, fournissent leurs dossiers d'autorisations pour Ministre pour obtenir accès pour poursuivre leurs études, sans aucune autorisation ministérielle, ils prennent une autorisation provinciale pour s'inscrire dans les études supérieures. Ces enseignants qui quittent pour les études supérieurs laissent un vide sur terrain et constitue un blocus pour le développement du secteur éducatif. D'autre aspect important que nous pouvons ajouter c'est la multiplication des bureaux dans les différentes inspections. On trouve des chefs de bureaux, planificateurs, secrétaires et bien d'autres¹⁸.

Les multiplications de ses bureaux sont gérées pour la plupart par des jeunes enseignants et donc des stagiaires sont encore validés qui, normalement doivent être sur le terrain pour servir les enfants et non dans les bureaux devant la machine, téléphone et parfois dormir pris par absence pour d'autres besoins. Ceux qui ne sont pas stables sont nommés responsable dans les inspections pédagogiques, animateurs pédagogiques et chargés des courriers. Cette mauvaise gestion est un manque à gagner pour le développement du secteur éducatif de base. Les responsables de la charge de l'éducation dans la ville N'Djamena méritent une prise de conscience pour penser sur l'avenir des futures cadres qui sont en formation pour l'heure actuelle et à ceux viendront. Une bonne formation est nécessaire car quand on forme c'est pour le remplacement.¹⁹

¹⁸ Dihoulne : "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad...", p.41.

¹⁹ *Ibid.*

Pour une nouvelle feuille de route, pour la sortie du secteur éducatif, tout dépend de ce qu'il faut faire. Notre suggestion n'a aucune intention, mais elle contribuera pour le changement dans l'avenir. La bonne gestion du personnel est un atout pour le développement du système éducatif de base. Si on revoir cette façon est vraiment nécessaire car savoir gérer le peu est un plus.

3 Suggestion à l'endroit des parents d'élève

Ils sont les premiers responsables et ont un rôle non négligeable pour la réussite de leurs progénitures. Ceux derniers ont une lourde responsabilité de mission qui mérite à suivre selon les étapes de l'éducation de leurs progénitures. Pour eux, nous suggérons un certain nombre de responsabilité à savoir : Investir financièrement pour l'avenir de leurs enfants car, quand ils seront fatigués ils s'en serviront d'eux-mêmes comme un bois d'appui. L'irresponsabilité des parents n'encourage pas les enfants de bien fréquenter et surtout avoir un niveau d'étude acceptable. Pour ce cas dont personnellement nous sommes victimes fait partie des difficultés qui affectent notre parcours.

La suivie quotidien de leurs enfants au départ et retour de l'école. Certains enfants quittent de la maison pour aller à l'école, mais en réalité prennent autre destination, soit ils tournent autour de classe sans assissent dans la cour avec les autres élèves. Pour une rassurance, les parents doivent faire de suivi de retour de l'école, vérifier son cahier et l'interroger sur sa journée de classe.

Etant les premiers responsables de leurs progénitures, ils doivent prendre en main la question de la réussite de leurs enfants. Un père doit suivre de près l'éducation de son enfant. La contribution des parents est importante pour l'avenir de leurs enfants.

4 Suggestion à l'endroit de l'UNICEF

A l'endroit de l'UNICEF, beaucoup reste à faire si son projet pour le développement de l'offre éducative de base est de longue durée. Nous proposons pour elle ce qui suit :

- Investir dans l'éducation c'est louable, mais faut investir en quantité et en qualité est un atout. La ville de N'Djamena est une ville la vaste du Tchad et que cette ville n'est pas bénéficié suffisamment de soutien de l'UNICEF dans le cadre de construction de salle de classe, il faut davantage mobiliser les moyens pour multiplier les salles de classes pour pourvoir s'abstenir à ses problèmes ;

- Augmenter dans les zones d'interventions pour mieux contribuer pour le développement de l'offre éducatif de base dans la ville de N'Djamena.
- Financier davantage la formation continue des responsables éducatifs des enseignements primaires et les enseignants ;
- Augmenter le nombre des manuels didactique dédiés à l'établissement scolaire et dans certaines zones d'interventions ;
- Avant de l'investir, il faut savoir là où il y a des besoins valables.
- Revoir la gestion des facilitateurs dans le besoin éducatif.
- Il faut construire les camps de lectures pour pouvoir améliorer la lecture des enfants dans l'établissement scolaire ;
- Il faut surtout, réorganiser le parrainage des enfants scolaires²⁰.

En ce qui nous concerne en tant que cherche, nous voulons dans ce terme recommander à l'UNICEF la nouvelle politique éducative de base dans la ville de N'Djamena. Après les informations recueillies sur le terrain, nous exprimons que, l'initiative pour l'institution internationale est bonne pour le développement de l'offre de l'éducation de base dans la capitale tchadienne. Mais l'orientation, la gestion et l'appréciation du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena reste à revoir. Pour le bien-être des enfants, il faut vraiment réorienter la partie de partenariat pour le développement des enfants à partir de l'éducation de base. Après l'État, les autorités de la ville de N'Djamena et aux parents d'élèves ; notre suggestion va à l'endroit des confessions religieuses.

5 Au niveau des confessions religieuses

Il s'agit ici d'œuvrer davantage pour le développement de l'éducation de base au Tchad et surtout dans la ville de N'Djamena en particulier dont la première école catholique date dans les années de 1930. Pour les classes ecclésiastiques, nous les suggérons ce qui suit :

L'abondance des établissements scolaires s'avère nécessaires. Un peu seulement des d'établissements scolaires catholiques dans ces contrées du pays ou de la capitale tchadienne, en qualité d'enseignement des écoles catholiques, un bon nombre des écoles catholiques apporte une importante formation pour les futures cadres. Il s'avère nécessaire de revoir le taux d'inscription pour permettre aux enfants vulnérables de bénéficier de cette formation, recruter

²⁰ Mbaïosso, Adoum, *L'éducation au Tchad, Bilan, problèmes et perspectives*, Paris : Karthala, 1990.

les enseignants qualifiés, construire les infrastructures pour le fonctionnement de l'éducation de base de ces écoles.

Les Eglises protestantes qui, depuis leur arrivée en 1930 ont ouvert pour la création des écoles dans la ville de N'Djamena, surtout l'Eglise Assemblées Chrétiennes. Nous les suggérons davantage de multiplier les écoles dans cette ville à un bon nombre important. Couvrir les besoins nécessaires pour un bon fonctionnement de ces écoles s'avère nécessaire pour la formation des cadres du pays. Le recrutement de personnel enseignant par concours sans affinité est important pour la formation des enfants.

L'éducation n'est pas seulement l'affaire de l'État, des confessions religieuses laïcs et les ONG, mais aussi aux autres acteurs sociaux. Autrement dit autres couches sociales qui veulent investir pour le développement du secteur éducatif de base, ce qui suit :

- analyser les besoins réels du secteur de l'éducation dans la ville de N'Djamena ;
- posséder aux enquêtes de terrain pour s'imprégner des réalités sur le terrain avant de penser à investir ;
- travailler en collaboration avec les autorités en charge éducation de la ville ;
- faut élargir le terrain d'investissement tout en sachant que la ville de N'Djamena est très vaste.

Ces différentes suggestions énumérées peuvent aider ceux-là de mieux orienter leur action sur le terrain, car l'éducation a besoin sincèrement d'un appui pour son développement.

En conclusion, il est question pour nous de montrer dans ce chapitre, les forces, les limites et les suggestions de l'apport de l'UNICEF dans le système éducatif de base à N'djamena. Les forces de cette institution ont le mérite, d'y reconnaître dans le processus de développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena. La réalisation des infrastructures scolaires, offre logistique, des équipements de bureau et bien d'autres besoins ayant reçus la contribution de l'UNICEF. Ces activités ne manquent pas des limites, car les réalisations sur le terrain n'ont pas reçu autre projet d'entretien des infrastructures scolaires n'ont pas entretenus, les aides scolaires sont détournés, la surface d'intervention est insuffisante pour couvrir les besoins cordialement. Il ressort dans cette analyse les différentes réalisations qui constituent les succès de ce partenariat entre l'UNICEF et les autorités éducatives, les parents d'élèves.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre travail s'intitule "UNICEF et le développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena de (1982-2016)". Nous avons analysé les actions menées par l'UNICEF pour le développement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena. Il était question de savoir en quoi l'UNICEF contribue pour l'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ? Notre objectif était d'examiner l'apport de l'UNICEF en faveur de développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena. Pour répondre à cette interrogation, nous avons fondé nos analyses sur une approche interdisciplinaire. Nous avons fait recours à des approches comme la sociologie et l'histoire. Ces différentes disciplines nous ont permis de comprendre les fondements même de la crise du système de base dans la ville de N'Djamena ainsi que les différentes actions menées par l'UNICEF pour favoriser l'accès à l'éducation des plus jeunes. Nous nous sommes également appuyé sur les sources variées qui constituent de sources orales, les archives, sources écrites, des rapports, des travaux scientifiques, d'ouvrages, articles, iconographiques. Les modèles d'analyse adoptés ont été principalement le libéralisme et transnationalisme.

Dans nos différentes analyses, l'éducation de base dans la ville de N'Djamena est en crise. Elle bénéficie d'appui de l'État en tant qu'acteur principal, des confessions religieuses ainsi que l'apport les partenaires extérieurs.

L'éducation dans la ville de N'Djamena est en crise. Cette dernière est héritier depuis la colonisation jusqu'au aujourd'hui par le manque des infrastructures scolaires, des manuels scolaires, des enseignants sont insuffisants la plupart sont des maitres communautaires qui n'ont aucune expérience pédagogique d'enseignement etc. Tous ces points manquants ont affecté le système éducatif d'une manière général en particulier le secteur de base. L'éducation de base est un secteur clé, il mérite un investissement de tout sens pour apporter une chance dans le cadre de la formation. La plupart des enseignants en charge de ce secteur sont en grande majorité les maitres communautaires recrutés par les parents d'élèves qui n'ont pas reçu une bonne formation adéquate.

Pour une reprise en main, plusieurs couches sociales ont contribué de manière significative pour le développement du système éducatif de base. L'État étant premier responsable du secteur, apporte son soutien sans faille en construisant des salles de classes à un nombre significatif pour compléter des vieux bâtiments coloniaux ainsi que ceux construits par les parents d'élèves et les ONG. Depuis l'exploitation du pétrole de Doba en 2003 et celle de la province de N'Djamena en 2008, plusieurs secteurs ont bénéficié les revenus pétroliers, un

quota pour leur développement. C'est dans ce sens que le secteur éducatif de base a reçu la construction des infrastructures scolaires, des manuels scolaires. Dans le cadre de l'apprentissage, un bon nombre des enseignants sont formés et recrutés. L'Etat n'est pas le seul, nous avons les Eglises chrétiennes qui viennent également en appui dans l'éducation en construisant de salles de classe. En dehors de l'État et les confessions religieuses, les parents d'élèves n'ont pas croisé les bras.

Ceux derniers contribuent de manière significative pour le développement du système éducatif de base sur toute l'étendue du territoire à 55%. Depuis les années 1982, des nombreuses institutions internationales et les ONG sont arrivées au Tchad en apportant un soutien multiforme pour le développement de l'offre éducative d'une manière générale en particulier l'éducation de base surtout en construisant de salles de classe, les manuels scolaires ainsi que les équipements de bureaux.

Elle commence par parrainage des enfants les plus vulnérables avant de toucher d'autres points d'intervention. Elle est arrivée au Tchad en 1982 avec son premier bureau à N'Djamena. Nous avons eu à faire présenter l'UNICEF à travers un détail ordonné avant de toucher sa contribution pour l'accroissement de l'offre éducative de base. Elle apporte son soutien matériel, humain et financier pour le développement de l'éducation. Après avoir faire un tour sur l'ensemble des rapports, nous avons finis le bilan de cette contribution et mettant l'accent sur les forces, limites et les suggestions pour l'avenir.

L'institution internationale a une ambition bénéfique certes, mais beaucoup reste à faire pour le développement de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena. Cette politique d'investigation est selon les uns, une politique de dupe et rend davantage "malheureux" le secteur, pour d'autres c'est un appui qui est bénéfique d'autant plus elle apporte un soutien non négligeable pour l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena.

Sans pour autant prétendre avoir été exhaustive, nous avons de tout de même la profonde conviction d'avoir ouvert un chemin pour les futurs chercheurs à travers notre travail sur la question de l'apport de l'UNICEF pour le développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena de voir comment, sur le terrain, cette ONG contribue et est appréciée. Nous sollicitons dans l'avenir, les recherches approfondies sur les différents domaines d'interventions de cette institution pour mieux examiner l'appui de l'UNICEF au Tchad.

ANNEXES

ANNEXE 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL
SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard** chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **SALNAYE LAOMIAN BONAVENTURE** Matricule **22K736** est inscrit depuis Octobre 2022 en cycle **Master** au Département d'histoire, option Histoire économiques et sociales. Il mène actuellement ses travaux de recherche sous la direction du **Dr. Jean Louis NDO ABE**, portant sur le thème: *«UNICEF et le développement du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena (1982-2016) »*

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le... 05 MAI 2023



Le chef de Département

Bokagne Betobo Edouard
Maitre de Conférences

ANNEXE 2 : PROTOCOLE D'ENTRETIEN

Protocole d'entretien 1

A l'endroit du personnel de L'UNICEF

- 1-Pouvez-vous nous décliner votre identité, votre cursus scolaire et professionnel ?
- 2-Comment vous êtes retrouvés à la tête de l'UNICEF ?
- 3-C'est quoi l'UNICEF ?
- 4-Pouvez-vous nous donné les raisons qui ont poussé l'ONU à créer l'UNICEF en 1946 ?
- 5- Quelles sont les missions de l'UNICEF au Tchad ?
- 6-Comment l'UNICEF s'organise ?
- 7-D'où provient le financement des actions de l'UNICEF ?
- 8-Pourquoi l'UNICEF s'est implanté au Tchad ?
- 9-Quelles sont les zones d'intervention de l'UNICEF ?
- 10-Quelles sont les raisons qui ont poussé l'UNICEF à intervenir dans l'éducation de base au Tchad en particulier la ville de N'Djamena ?
- 11-Combien d'école l'UNICEF internait dans la ville de N'Djamena ?
- 12-Quelles sont les catégories d'aides que l'UNICEF apporte au secteur éducatif de base ?
- 13-Combien d'école et hangars que l'UNICEF avait construits dans la ville de N'Djamena depuis son intervention ?
- 14-En dehors de la construction des infrastructures scolaires qui est l'aide matérielle, quelle aide apporte l'UNICEF pour l'accroissement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ?
- 15-Combien l'UNICEF avait investi depuis son intervention dans le secteur éducatif dans la ville de N'Djamena ?
- 16-Pourquoi la création des camps de lecture, et combien est ouvert dans la ville de N'Djamena ?

17-Combien des facilitateurs l'UNICEF à financer leur formation pour le compte de la ville de N'Djamena ?

18-Pourquoi parrainer les enfants ? Quelle est son importance ?

19-Quelles sont les relations qu'entretient entre l'UNICEF avec les autorités éducatives ?

20-Quelles sont les difficultés rencontrées par l'UNICEF sur le terrain ?

21-Quels sont les regards que la population à cette contribution ?

22-Selon vous, la contribution de l'UNICEF est suffisante pour lutter contre la crise du système éducatif de base dans la ville de N'Djamena ?

23-Quels sont les projets que l'UNICEF envisage avec le temps pour renforcer d'avantage le secteur éducatif de base

Protocole d'entretien 2

Aux autorités éducatives dans la ville de N'Djamena

1-Parler nous de votre parcours scolaire, universitaire et professionnel

2-Depuis quand vous êtes à la tête de cette institution ?

3-Que savez-vous du système éducatif tchadien ?

4-Quelles sont les problèmes que rencontrent l'éducation de base au Tchad et la ville de N'Djamena en particulier ?

5-Quelles sont les efforts fournis par l'Etat pour la résolution de la crise du système éducatif au Tchad et dans la ville de N'Djamena ?

6-Combien d'école, et personnel enseignant que compte la ville de N'Djamena ?

7-Combien des ONG qui intervient pour l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ?

8- Depuis quand, l'UNICEF intervenait dans le secteur éducatif de base au Tchad et la ville de N'Djamena ?

9-Quelles sont les réalisations de l'UNICEF au nom de l'éducation de base dans la ville de N'Djamena ?

10-Combien d'école qui reçoit le soutien multiforme de l'UNICEF dans la ville de N'Djamena ?

11-Existe-t-il de collaboration entre l'UNICEF et les autorités éducatives ?

12-Etes-vous satisfait de la contribution de l'UNICEF pour le développement de l'offre éducative de base dans la ville de N'Djamena ?

13-Qu'es ce qu'il faut faire pour redonner l'espoir à l'éducation de base au Tchad et la ville de N'Djamena ?

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. LES OUVRAGES PUBLIÉS

Beau, M., *L'art de la these*, 1^{ème}, Paris, ed. La découverte, 1985.

Buijtenhuijs Roland, *Le frolinant et les guerres civiles au Tchad de 1977-1984*, Paris, Mouton, 1984.

Derlemah Nébardoum, *La contribution à une pensée politique de développement pour le Tchad*, N'Djamena, Sao, 1998.

Dingammadji Arnaud, *Sur les ruines du Tchad : Lol, Mahamat Choua 120 jours à la tête d'un Etat néant*, N'Djamena, Sao, 2009.

Durkheim E, *Education et Sociologie*, Paris U F, 1996.

Eric Ruiz, *Histoire et sciences politique, les pratiques de l'interdisciplinarité*, la vie des idées Fr 27 novembre 2008. Cité par Djimtola dans son article. "système éducatif dans le Logone oriental". Doba, 2017, Inédit.

François Perroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Paris, Presse de Aubier l'UNESCO, 1981.

Grawitz Madeleine, *Méthodologie des sciences sociales*, 10^{ème} ed, Paris, Dalloz, 1996.

Kizerbo J, *Education ou périr*, Paris : UNICEF UNESCO, 1990.

Marc Blok, *Apologie pour l'histoire où métier historien*, 2^{ème} éd. Paris, Armand Colin, 1952.

Mbaiosso Adoum, *L'éducation au Tchad, bilan, problèmes et perspectives*, Paris, Karthala, 1990.

Meunier Olivier, *Bilan d'un siècle de politique éducatif au Niger*, Paris, Harmattan, 1993.

Ngangbet Kosmaye, *Tribulation d'un jeune tchadien à l'école coloniale à la prison de l'indépendance*, Paris, Harmattan, 1993.

Ngansop J.G, *Tchad vingt ans des crises*, Paris : Harmattan, 1986.

Nomaye Madana, *Les politiques éducatives de l'enseignement au Tchad de 1960-2000*, Paris, Kathala, 2001.

Nomaye Madana, *Situation, enjeux et perspectives de l'enseignement de base*, Paris, Karthala, 1998.

Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement*, Paris : APAD, Karthala, 1995.

Paul Fuconnet, Education, *Sa nature son rôle, et, nature et méthode de la pédagogie*, Nouveau dictionnaire Pédagogique, 1911.

Richard Jean, *Le problème de l'enseignement en Afrique française : exposé sur synthèse du groupe d'étude scolaire*, Paris, 1995.

Rist-Gerald, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, deuxième ed Paris, Presses des sciences politique, 2000.

Seignobot Christian, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, 1er Ed. Paris : Felix Alcan, 1901.

Suzanne Tremblay, *Du concept de développement au concept de l'après développement : Trajectoire et repères théoriques*. Université du Québec à Chicoutimi, Collecte, *Travaux et étude en développement régional*, 1999.

Thales-Djimrassem, *Peut-on sauver éducation au Tchad*, Paris, Edilivre, 2018.

Thales-Djimrassem, *La crise de gestion de l'école tchadienne*, Paris, Edilivre, 2017.

6 LES ARTICLES

Diingammadji- arnaud : "Aperçu historique sur les débuts de l'école tchadienne", *Carrefour*, n°36, 2005, pp.5- 6.

Djimlangué-Yonalnan, "L'image de l'école tchadienne ternie dans la capitale", N'Djamena, *l'opinion*, N°222, 2022, pp.3- 4.

Eloi-Miandodji, "A Quand la fin de la baisse de niveau au Tchad "?", Ndjamena, *La voix*, N°72, 2010, pp.5- 6.

GattaNgothé -Gali, "Le coup d'Etat permanente au Tchad", N'Djamena, *Hebdo*, N°1912, 2021, pp.3- 4.

Hoinathy- G-Noubatan : "Enseignement catholique : 60 ans service du Tchad", *Tchad culture*, n°281, 2009, pp.2-3.

Jean phillipe-Ondinakachi, "Education nationale : On avance en reculant après 50 ans de l'indépendance", N'Djamena, *La voix*, N° 58, 2010, pp.6- 8.

Kouladoumadji Nodjitolabaye, "La baisse de niveau au Tchad", *communication à la conférence*, organisée par CEFOD à N'Djamena, sur le thème "la baisse de niveau au Tchad : A qui la faute ?", 2006, pp.9 11.

Lidia-Koissouahbé, "Manque d'infrastructures scolaires", Ndjamena, *La voix*, N°610, 2023, pp.3- 5.

LydieTassoum-Doual, "Tchad guerre civile et perspectives de développement", *Parole à l'Afrique*, N°1, 1992, pp.6-7

Mbaininga-Djendoroum : "Des manuels gratuites aux élèves au Tchad", *n'djamena bi-hebdo*, n° 981, 2006, pp.2 -3.

Ndem gerard-Sanga : "Affaire du détournement de 1,2 milliard des manuels scolaires de 2009", *Journal, le Progrès*, N° 2879 ,2010. pp.1- 4.

Thales-Djiemrassem, " Les plaies béantes de l'école tchadienne", N'Djamena, *Eclairage*, N°53, 2017, pp.6 - 7.

Tolmbaye-Assane, "Aperçu des grands problèmes actuels de l'école tchadienne", *Revue tchadienne des sciences de l'éducation*, N° 4, 2010, pp.47- 61.

Valery-Mbaingra, "Des élèves mêmes au sol à N'Djamena", N'Djamena, *Bi-Hebdo*, N°1436, 2022, pp.6 -7.

7 DICTIONNAIRES

Busson, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1911.

Dictionnaire Petit Robert, Paris, Hachette, 1998.

Legendre, *Dictionnaire actuel de l'éducation*, Montréal : Guérin, Collecte, "Defiteducatis", 1993.

Renard-Legendre "Dictionnaire actuel de l'éducation", Montréal "défit éducatif",1993.

8 MEMOIRES ET THESES

1. Mémoires

Brahim Mahamat, "Influence de la pléthore des effectifs sur les quotidiennes de la classe chez les enseignants de l'élémentaires au Tchad : Cas des écoles primaires de N'Djamena". Mémoire de Maitrise, Ecole normale supérieur de Ndjamen, Département des Sciences de l'Education, 1991.

Dihoulne-Wabeuh, "Les problèmes de l'éducation scolaire au Tchad : l'Exemple des écoles primaires de N'Djamena". Mémoire fin d'année du premier cycle, Ecole Nationale d'Administration et Magistrature, 1992.

Dingamyon Jeudi, "Aide Islamique au Tchad (1973-2011)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang, 2013.

Djamine -Montena, "La problématique de la baisse de niveau au Tchad", Mémoire de Master en Sociologie, Université de N'Gaoundéré, 2014

Djasra Edmond, "Evolution des impacts des Organisation Non Gouvernementales sur les organisations paysannes dans le département de Mandoul oriental Sud du Tchad", Mémoire de Master en Géographie, Université de Dschang, 2020.

Djimndou-Yanlomtolum. "L'Analyse sur la dimension Nord-Sud de rebellions et guerre civiles au Tchad : De 1960 à 1983". Mémoire de Maitrise en Histoire Université de N'Djamena, 2002.

Djimrabaye –Djimrabé didier : "Les problèmes de l'éducation au Tchad : quel défi pour la société et pour l'Eglise". Mémoire diplômé en Théologie, Grand séminaire saint Luc de bakara, 2002.

Mbaitodjim Basil, "Les coups d'Etat au Tchad et leurs conséquences de 1975-2008", Mémoire de Master en Sciences Humains et Sociales, l'Université de Dschang, 2017.

Mendiguilembaye-Georges : "La contribution des ONG dans le développement du système éducatif de base au Tchad : Cas de la world Vision dans le Logone Occidental" .Mémoire de Master en Droit humanitaire, Université de Dschang, 2021.

N'gaoussedane Djimtola, "Le système éducatif tchadien et ses répercussions socio-culturelles : Cas de la commune de N'Djamena de 1920-2010", Mémoire de Master en sciences de l'éducation, Université de N'gaoundéré, 2010.

Ndigmbaye Teguibé, "L'Evolution de l'enseignement Secondaire Technique et Professionnel au Tchad de 1950-2005", Mémoire de Master en Science Pédagogique, l'Université de Mardif.2009

Ngambayel Royeulem, "Les besoins en formation continue des instituteurs dans les écoles catholiques associés du diocèse de Pala au Tchad, Mémoire en Licence en Sciences Pédagogiques et Religieuses, Université d'Abidjan, CELAF, Institut, 2002.

Nguinambaye- Francis, "La contribution des ONG à la préservation du droit de l'éducation des enfants au Tchad : Cas l'UNICEF dans la province de Moundou", Mémoire de Master Professionnel en Droit de l'Homme, Université de Dschang, 2019.

Noubadouna Joseph, "La prolifération des établissements privés laïcs dans la ville de N'Djamena au Tchad", Mémoire de Maitrise en Socio-Anthropologie, Université Catholique d'Afrique Centrale de Yaoundé, 2003.

9 Thèses

Dangdé Laozele-Damaye, "Etude comparative des systèmes éducatifs en Tanzanie et au Tchad", Thèse Doctorat en Etudes Afro-Américaines et Littérature du Tiers monde Anglophone, Université de la Sorbonne nouvelle, 1979.

Ezept-Volmo Kimitene, "Ethnicisations du commerce à N'Djamena", Thèse Doctorant en Géographie Humaine, Université Michel de Montagne Bordeaux III, 2013.

Jean-Kogongar, "Introduction à la vie et à l'histoire précoloniale des populations Sara au Tchad", Thèse Doctorat Histoire, Université de Paris Paris1, Panthéon, Sorbonne, 1971.

Sakai-Makiko, "Introduction de Christianisme au Tchad", Thèse Doctorat en Sociologie à l'Institut d'Etude pour le Développement Economique et Social, Université, Paris I la Sorbonne, 2007.

10 LES ARCHIVES

1. Décrets, lois et ordonnances :

L'Ordonnance N°038 /PR/ 2018 du 10 Août 2018.

Loi N° 16/PR/2006 du 13 mars 2006 portant orientation du système éducatif.

Ministère de l'Education Nationale, 2006, Loi n° 16/PR/ 2006 portant orientation du système éducatif.

L'ordonnance N° 21/66/PR/EN du 17 mai 1966, portant l'enseignement de base.

L'ordonnance N°005/PR/CSM.SSG/ du 28 février, portant institution du nouveau système éducatif au Tchad.

Ministère de l'Education Nationale, 2008, cadre d'orientation du curriculum et d'enseignement fondamental au Tchad.

Ministère de plan et de coopération, 2000 le développement de l'éducation et de l'alphabétisation.

N° 005/PR/CSM/SGG DU 28 février 1978 portant orientation du système éducatif tchadien.

Par le décret N° 1762/PR/MRSRI/2019, portant réorganisation des académies de l'éducation nationale.

Par le décret N° 419/PR/MAT du 17 Octobre 2002.

L'ordonnance n°.006/PR/2015 et loi n°, 029/PR/2015, portant l'interdiction du mariage précoce.

Arrêté N° 155/1994 portant création et règlementation des associations des parents d'élèves.

Programme d'appui à la réforme du secteur de l'éducation de 2006.

Point de presse de l'Union des Syndicats du Tchad à la bourse du travail relatif à la revendication de l'augmentation de Salaire 12 juin 2007

République du Tchad, les seize mesures gouvernementales, N'Djamena, 2016.

PASEC2014-Tchad, Ministère des finances et du budget : Dépenses publiques en éducation pour l'enseignement primaire.

2 rapports

INADES-FORMATION, cours d'initiation au développement, Afrique en mutation, vol6, N'Djamena 13 juillet 2023

Ministère du plan et de la coopération, UNICEF : Rapport de synthèse de travaux de la revue semestrielle des plans d'actions programmes et de projet.

Rapport d'activité de partenariat de l'UNICEF avec l'Inspection pédagogique de l'enseignement primaire de 9^{ème} arrondissement, 2019.

Rapport d'enquête sur les aspects socio-culturels de la fréquentation scolaire des filles au niveau primaire au Tchad, 1998.

Rapport d'enquête sur les enseignants, 2005.

Rapport d'évaluation diagnostique PASEC-CONFEMEN, 24 /04/ 2012 sur le système éducatif tchadien.

Rapport de fin d'année de 2013-2014 au Tchad en général.

Rapport de fin d'année scolaire de la province de N'Djamena de 2016-2017.

Rapport de l'UNICEF de 2014

Rapport de la délégation provinciale de l'éducation pour la commune de N'Djamena

Rapport de mission de campagne de déparasitage en milieu scolaire dans la commune de N'Djamena, 2019.

Rapport narratif de suivi des Activités Génératrices des Revenues mises en œuvre par les Associations des Mères Educatrices (AME) et l'organisation des Journée Pédagogiques à l'école de la léproserie et de Boutalbagar dans les IPEP du 7^{ème} C et D de la ville de N'Djamena.

Rapport statistique de fin d'année scolaire 2016 2017.

Rapport statistique de fin d'année scolaire 2022 2023.

Rapport sur le développement de l'éducation au Tchad, 1996.

République du Tchad, Plan décennal de développement de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, diagnostic et stratégie, 2006, N'Djamena, 20 octobre 2023.

UNICEF Tchad, Rapport national, 2012.

UNICEF Tchad, Rapport, 1996.

UNICEF Tchad, Rapport, 2016.

Discours du représentant de l'UNICEF Tchad, 2015.

Discours du président de la république du Tchad à l'ouverture des Etats généraux de l'éducation en octobre 1994.

Discours du secrétaire d'état de l'éducation nationale en 1989.

3 ARCHIVES PRIVES

Documents portés sur l'éducation de Monsieur djimtola-Christian

- Science de l'éducation, mois de Février et Mars, 2007
- Science de l'éducation mois d'Avril-Juin, 2009
- Science de l'éducation mois Mars-Mai, 2010.

11 SOURCES ÉLECTRONIQUES

www.unicef.org.a-propos-unicef. Consulté le 20/03/2023

[www. Unicef .org.role- unicef](http://www.Unicef.org.role-unicef), consulté le 20/9/2023

[http:// WWW.Slate. Fr/Story/ 84841/ Hissene- Habré- procès](http://WWW.Slate.Fr/Story/84841/Hissene-Habré-procès). Consulté en ligne le 14 /05/23.

12 SOURCES ORALES

Nom et Prénom	Age	Fonction	Lieu	Date
Abakar Mariam	38 ans	Agent de l'UNICEF	N'djamena	05/09/2023
Abakarnadji Brahim	51 ans	Délégué de l'éducation provinciale	N'djamena	12/10/2023
Amina Tabah	42 ans	Directrice	N'djamena	09 /08/2023
Belzoukoularie Desiré	47 ans	Enseignante	N'djamena	12/10/2023
Brahim Moustapha	50 ans	Enseignant	N'djamena	20/12/2023
Clison Nakara		Enseignant	N'djamena	04/10/2023
Djibrine Abakar	57 ans	Fonctionnaire	N'djamena	13/12/2023
Djimtola Christian	49 ans	Enseignant	N'djamena	06/09/2023
Garbatna Ngarmadji	55 ans	Inspecteur	N'djamena	22/07/2023
Hassan Oumar	52 ans	Directeur	N'djamena	03/09/2023
Madjibaye NdjimIngar	53 ans	Secrétaire de l'EEMET	N'djamena	24/08/2023
Mahamat Dibrine	52 ans	Directeur	N'djamena	05/07/2023
Mahamat Fouda	47 ans	Enseignant	N'djamena	06/12/2023
Mahamatkalia Adoum	47 ans	Coordo de l'UNICEF	N'djamena	20/12/2023
Mahamatsaleh Defallah	60 ans	Inspecteur	N'djamena	14/12/2023
Memadji Honorine	35 ans	Enseignante	N'djamena	11/09/2023
Memadji Rosine	32 ans	Enseignante	N'djamena	11/09/2023
Nailaye Geraud	77 ans	Fonctionnaire à la retraite	N'djamena	09/09/2023
Nestor Salnaye	56 ans	Enseignant	Bidanga	18/07/2023
Ngamamoise Limaye		Conseiller	N'djamena	11/08/2023
Rose Clementine	40 ans	Commerçante	N'djamena	03/11/2023
Salnaye Norbert	51 ans	fonctionnaire	Moundou	13 /08/2023

Salpou Seraphin	40 ans	Militaire	N'djamena	17/08/2023
Tanibé Martin	47 ans	Enseignant	N'djamena	05/08/2023
Tarasem Felicité	30 ans	Facilitatrice	N'djamena	28/07/2023
Zoukoupou Eloi	68 ans	Commerçant	N'djamena	12 /10/2023

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	ii
DEDICACE	iv
REMERCIEMENTS	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	vi
LISTE DES ILLUSTRATIONS	x
GLOSSAIRE	xii
LISTES DES ANNEXES	xiii
RÉSUMÉ	xiv
ABSTRACT	xv
INTRODUCTION GENERALE	1
I. Contexte générale de l'étude	2
II. Raisons de choix et intérêt du sujet	5
1 Raisons de choix	5
2 Intérêt du sujet	6
III Cadre conceptuel et théorique	7
1. Cadre conceptuel	7
2. Cadre théorique	14
IV Délimitation spatio-temporelle	16
1. Cadre spatial	16
2. Cadre temporel	19
V Revue critique de littérature	19
VI Problématique	22
VII Hypothèse de recherche	23
1. Hypothèse centrale	23
2. Hypothèse secondaires	23
VIII Objectifs de recherche	24
1. Objectif général	24
2. Objectifs spécifiques	24
IX Démarche méthodologique	24
1. L'approche interdisciplinaire	25
2. Typologie des sources	25
3. Techniques des collectes des données et analyse	26
4 Les difficultés rencontrées	27

X Plan du travail	27
CHAPITRE I : LA VILLE DE N'DJAMENA FACE A UN SYSTEME EDUCATIF EN CRISE	29
I. LES FONDEMENTS DE LA CRISE DU SYSTEME EDUCATIF AU TCHAD	31
1. Contraintes culturelles et sociales	31
1.1. Réticence des chefs traditionnels	31
1.2. Croissance démographique	34
1.3. Précarité sociale	36
2. Le Tchad: Un pays caractérisé par une instabilité politique	38
2.1. Coups d'État respectifs de 1982 à 2016	38
2.2. Coup d'Etat militaire de 1982	41
2.3. Coup d'Etat de 1990	42
3. Les rebellions du Nord, un moyen de déstabilisation du régime d'Idriss Deby (le 02 au 03 avril 2008)	42
4. Les conséquences de l'instabilité politique au Tchad	44
5 La succession de grèves	44
6 La baisse de niveau en milieu scolaire	47
5 N'DJAMENA : UN SYSTEME EDUCATIF EN CRISE	49
1. Les problèmes du système éducatif dans la ville de N'Djamena.	49
1.1. Difficultés d'ordres humain	49
1.2. La pléthore des effectifs scolaires	50
2. L'insuffisance de personnel d'enseignant	51
3. La situation sociale des enseignants et leur formation	54
4. La formation des enseignants	54
4.1. Le problème d'ordre matériel	55
4.2. L'insuffisance des infrastructures scolaires	55
4.3. L'insuffisance des matériels didactiques	58
4.4. L'inadéquation d'utilisation des matériels pédagogiques	60
5. Les problèmes d'ordres administratif et financier	61
5.1. Les problèmes d'ordre administratif	61
5.2. Le manque d'administrateurs scolaires	61
6. Le retard involontaire d'enseignants affectés	63
7. Les difficultés d'avancements	64
III LES DIFFICULTÉS D'ORDRE FINANCIER	65
1. Le sous-investissement dans l'enseignement primaire	65
2. La situation salariale des enseignants	67
CHAPITRE II : INITIATIVE D'AMELIORATION DE L'OFFRE EDUCATIVE DADNS LA VILLE DE N'DJAMENA	69
I. L'ÉTAT : UN ACTEUR INDISPENSABLE DE L'ÉDUCATION	70
1. Les reformes éducatives	70
2. Amélioration de l'offre infrastructurelle et la formation du personnel	75
3. La formation des enseignants	76
II LA CONTRIBUTION DES CONFESSIONS RELIGIEUSES	80

III LA CONTRIBUTION DES PARENTS D'ÉLÈVES.	85
CHAPITRE III : LES ACTIONS CONCRETES DE L'UNICEF EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION DE BASE DANS LA VILLE DE N'DJAMENA	89
I. AMÉLIORATION DE L'OFFRE INFRASTRUCTURELLE	90
1. La construction des salles de classe	90
2. La création des camps de lecture par l'UNICEF	92
3. Le parrainage des enfants	93
II AMÉLIORATION DE L'OFFRE LOGISTIQUE	94
1. La distribution des manuels scolaires	94
2. Formation à la gestion administrative des chefs d'établissements	95
3. La formation pédagogique et équipement des bureaux	96
III RÉDUCTION DE LA LUTTE CONTRE LES SOURCES DE LA DÉPÉDITION SCOLAIRE	98
1. La construction des points d'eau	98
2. La réduction de la mortalité infantile	100
3. La lutte contre la famine	102
4. La lutte contre la maltraitance des enfants	104
CHAPITRE IV : UNICEF ET LE PROBLEME D'ÉDUCATION A N'DJAMENA : FORCES, LIMITES ET SUGGESTIONS	108
I. L'ACTION DE L'UNICEF ET FORCES NON COORDONNÉES À N'DJAMENA	109
1 l'action de l'UNICEF en matière de l'éducation à N'Djamena	109
2 Les forces non coordonnées	110
II LIMITES DES ACTIONS DE L'UNICEF EN MATIERE D'ÉDUCATION À N'DJAMENA	112
1. Les Non entretiens des infrastructures scolaires et les forages d'eau	112
2. Le détournement des aides	113
III QUELQUES SUGGESTIONS DE REMÉDIATION AUX PROBLÈMES SCOLAIRES DANS LA VILLE DE N'DJAMENA	117
1 L'Etat comme acteur principal de l'éducation	118
2 Les autorités éducatives de la ville N'Djamena	120
3 Suggestion à l'endroit des parents d'élève	122
4 Suggestion à l'endroit de l'UNICEF	122
5 Au niveau des confessions religieuses	123
CONCLUSION GÉNÉRALE	125
ANNEXES	xiv
ANNEXE 1 : AUTORISATION DE RECHERCHE	xv
ANNEXE 2 : PROTOCOLE D'ENTRETIEN	xvi
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	128
I. LES OUVRAGES PUBLIÉS	129

6	LES ARTICLES	130
7	DICTIONNAIRES	131
8	MEMOIRES ET THESES	131
10	LES ARCHIVES	133
11	SOURCES ÉLECTRONIQUES	135
12	SOURCES ORALES	136
TABLE DES MATIÈRES		138